

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
GOUVERNEMENT DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE



L'AGRICULTURE

2004-2013 calédonienne



Service des statistiques et des affaires rurales
Pôle statistiques et études rurales



DAVAR
Direction des Affaires
Vétérinaires, Alimentaires
et Rurales

Avant propos

Le présent document, décrivant l'évolution de l'agriculture calédonienne sur une période de dix ans, a été réalisé dans la continuité de sept ouvrages similaires¹. La poursuite de ce travail a paru nécessaire, non seulement en raison de l'intérêt manifesté par de nombreux lecteurs, mais aussi par le besoin d'actualiser les données traduisant les évolutions récentes de l'agriculture calédonienne.

« L'agriculture calédonienne de 2004 à 2013 » a pu être réalisé grâce aux personnes et aux établissements privés et publics qui fournissent des données statistiques agricoles depuis de nombreuses années à la direction des affaires vétérinaires, alimentaires et rurales (DAVAR). Ainsi, une vingtaine de sources différentes permet de détailler et d'évaluer le poids de l'agriculture dans l'économie calédonienne.

La DAVAR, et notamment le personnel du pôle statistiques et études rurales du service des statistiques et des affaires rurales, remercie particulièrement l'établissement de régulation des prix agricoles (ERPA) pour sa contribution à la rédaction de ce document, et plus généralement tous les agents des administrations, services et organismes publics et privés, ainsi que les personnes privées, qui ont bien voulu fournir les éléments statistiques nécessaires à la rédaction de cet ouvrage.

1. « L'agriculture calédonienne de 1989 à 1998 », « L'agriculture calédonienne de 1991 à 2000 », « L'agriculture calédonienne de 1994 à 2003 », « L'agriculture calédonienne de 1996 à 2005 », « L'agriculture calédonienne de 1998 à 2007 », « L'agriculture calédonienne de 2000 à 2009 » et « L'agriculture calédonienne de 2002 à 2011 ».

Avertissement

Certains chiffres contenus dans ce document sont différents de ceux publiés annuellement par la DAVAR dans les mémentos agricoles. Certains chiffres des mémentos agricoles sont en effet précisés par des déclarations tardives ou des rapports et analyses qui parviennent à la DAVAR après la rédaction définitive du document. De multiples sources d'information ont été recoupées qui permettent de présenter dans le présent document des chiffres plus précis et plus actualisés que ceux du mémento agricole.

Les données utilisées sont principalement issues du service des statistiques et des affaires rurales de la DAVAR, sur la base d'éléments provenant :

- des provinces îles Loyauté, Nord et Sud ;
- de l'établissement de régulation des prix agricoles (ERPA) ;
- de la chambre d'agriculture de Nouvelle-Calédonie (gestionnaire du marché de gros) ;
- de l'office de commercialisation et d'entreposage frigorifique (OCEF) ;
- de l'institut de la statistique et des études économiques de Nouvelle-Calédonie (ISEE-NC) ;
- de l'agence de développement rural et d'aménagement foncier (ADRAF) ;
- de la direction du service d'Etat de l'agriculture, de la forêt et de l'environnement (DAFE) ;
- de la direction régionale des douanes ;
- de l'association des arboriculteurs ARBOFRUITS ;
- des recensements agricoles de 1991, 2002 et 2012 (RGA 1991, RGA 2002 et RGA 2012) ;
- de météo France (direction régionale de la Nouvelle-Calédonie et Wallis et Futuna) ;
- des unités de promotion des races (UPRA bovine, porcine, équine, ovine et caprine) ;
- des associations et groupements de professionnels de l'agriculture ;

et de documents divers ainsi que de déclarations individuelles, d'exploitants agricoles notamment.

Les données de deux autres activités rurales, la sylviculture (production de bois uniquement) et l'aquaculture, viennent compléter les données statistiques de l'agriculture calédonienne, pour former un ensemble que l'on appellera « secteur rural » dans le présent document.

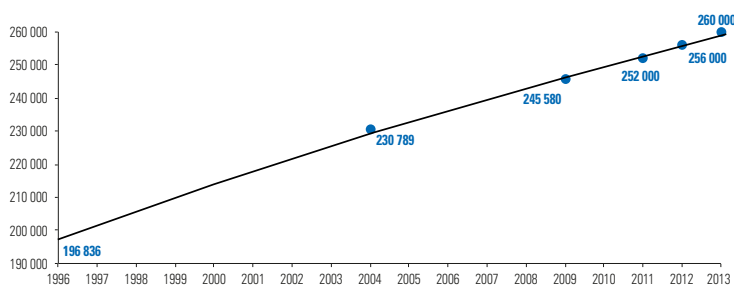
Certaines données, notamment anciennes, sont à prendre avec précaution et peuvent être sujettes à caution. Lorsqu'elles sont seules disponibles, elles permettent malgré tout d'exprimer des tendances utiles à l'examen d'une évolution.

Les valeurs des importations sont des valeurs CAF². Celles des exportations sont des valeurs FOB³.

Sauf indication contraire, les valeurs sont toutes exprimées en francs CFP (100 F.CFP = 0,838 Euro).

Les chiffres fournis dans ce document sont arrondis à la décimale, voir sans décimale. Lorsque la valeur est inférieure à 0,05, elle est indiquée £.

Les évolutions moyennes, ou tendances, sont calculées à l'aide de régressions linéaires qui permettent d'atténuer les pics. La tendance linéaire calcule la droite des moindres carrés pour une courbe représentée par l'équation de type $y = ax + b$. Cette tendance linéaire est inscrite sur de nombreux graphes décrivant les évolutions de 2004 à 2013.



Certaines valeurs de production, de commercialisation ou de consommation sont rapportées au nombre d'habitants. Les données retenues, issues des recensements 1996, 2004 et 2009 de la population et d'estimations pour les dernières années sont les suivantes :

Entre 1996 et 2009, la population calédonienne a augmenté au rythme de 1,72% par an (source : recensements de la population – ISEE.NC).

2. CAF (coût assurance fret) : valeur du produit importé au port comprenant sa valeur propre, les frais d'assurance et le coût du transport.

3. FOB (free on board) : valeur d'une marchandise, tous frais d'embarquement compris.

SOMMAIRE



LE CONTEXTE NATUREL DE L'AGRICULTURE CALÉDONNIENNE 6

Un milieu naturel peu favorable à l'agriculture	7
Une météorologie capricieuse	8
Les accidents climatiques de ces dernières années	9



LES MOYENS DE PRODUCTION, HUMAINS ET MATÉRIELS 10

Les exploitations agricoles	11
Petites et grandes exploitations en diminution, exploitations moyennes en augmentation	11
Les exploitations agricoles sont plus polyvalentes	12
La nature du foncier	12
Un régime foncier de droit privé pour près des 3/4 des surfaces	12
Une réforme foncière de grande ampleur	13
Le matériel agricole	14
4 exploitations sur 10 utilisent un tracteur en 2012	14
Des importations de matériel agricole en progression	14
La moitié des cultivateurs irriguent leurs cultures	15
La population agricole	15
La population agricole représente 5,2% de la population calédonnienne en 2012	15
Emplois et formations	16
La main-d'œuvre familiale agricole représente l'équivalent de 3 940 emplois à temps plein	16
L'agriculture fournit un peu plus de 1 000 emplois salariés	16
Autre main-d'œuvre	16
Les exploitations agricoles génèrent l'équivalent de 5 139 emplois à temps plein	16
La formation des Hommes	17



LES PRODUCTIONS ANIMALES 20

L'élevage bovin	20
Une amélioration des volumes abattus, après une forte chute	20
2/3 des abattages issus de la province Sud, 80% des abattages à l'OCEF	23
5 500 inséminations artificielles et 800 transplantations embryonnaires en dix ans	24
Les importations continuent leur progression	25
Des exportations limitées à de rares ventes de reproducteurs	25
Les ventes contrôlées de viande progressent légèrement	25
L'aviculture	27
Les abattages de poulets se maintiennent	27
Des importations de viande de poulet qui ont tendance à progresser	28
Une production d'œufs de consommation d'environ 40 tonnes	29
L'accoupage et les reproducteurs	30
Les autres produits de basse-cour	30
Le gibier à plumes	31
Récapitulatif de la filière avicole	31
L'élevage porcin	33
Progression régulière des abattages de porcs	33
Des importations plus conséquentes en 10 ans	35
Des porcs exportés essentiellement à Wallis et Futuna	36
Des ventes contrôlées de viande porcine qui augmentent	36
Les ovins et les caprins	37
La production de viande caprine difficilement quantifiable	38
La viande ovine : des abattages concentrés en province Sud	38
Les ventes de viande ovine en diminution	39

L'élevage de cervidés	40
Une production contrôlée irrégulière	40
Des exportations à destination de la France métropolitaine	41
La viande de cerf consommée issue à 90% de la chasse	41
L'élevage équin	42
La cuniculiculture	43
La production reste stable	43
La production laitière	44
La production locale couvre 0,4% des besoins	44
Les produits laitiers au 1 ^{er} rang des importations de produits agricoles	44
Le marché du lait de vache et de ses produits dérivés	45
L'apiculture	46
Un rucher en essor	46
La production locale couvre 96% des besoins	46



LES PRODUCTIONS VÉGÉTALES **48**

Les légumes	49
Les légumes frais	49
Les oignons frais	51
Les légumes secs	52
Les tubercules tropicaux	53
Les pommes de terre	54
Les squashes	57
Récapitulatif de la filière légumes	58
Les fruits	59
4 600 tonnes de fruits locaux commercialisées en 2013	59
La consommation de fruits	61
L'horticulture ornementale progresse	61
Les céréales	63
La production calédonienne se diversifie	64
Le stockage : une capacité d'environ 9 000 tonnes	64
Les importations : principalement du blé et du riz	65
Le café	67
Les volumes produits restent faibles	67
La consommation de café : les cafés en poudre dominant	67
Le coprah	69
Exclusivement produit à Ouvéa	69
La vanille	70
Les plantes à parfum et médicinales	70
Les intrants	71
Les importations de plants et semences végétales	71
Les importations et l'utilisation d'engrais chimiques	72
Les importations de produits phytosanitaires	73



LE FINANCEMENT DE L'AGRICULTURE **74**

Trois principales sources de financement	75
L'Etat :	75
La Nouvelle-Calédonie :	75
Les provinces :	75
Une autre forme d'aide : la régulation du marché local	77



LA PRODUCTION DE BOIS **78**

La production de bois sciés décline depuis 10 ans 79

Les autres produits dérivés du bois 80



L'AQUACULTURE **82**

Les crevettes 83

Une production en déclin depuis 2005 84

La commercialisation des crevettes : la moitié est destinée à l'exportation 84

La production d'huîtres et d'écrevisses 84



L'AGRICULTURE DANS L'ÉCONOMIE CALÉDONNIENNE **86**

La production agricole en quantités et volumes 87

La production agricole calédonienne en valeur 87

Evolution de la production agricole commercialisée depuis 1990 89

Les importations 90

Les exportations 92

Consommation en produits agricoles frais 93



CONCLUSION **95**

ANNEXES **96**

Détail des abattages OCEF de bovins 96

Définitions 96

Liste des principaux fruits 99

Liste des principaux légumes 99

Sigles utilisés 100



Crédit photographique : Association « Le Marché Broussard », ERPA, DAVAR

Mise en page : TOTEM Infographie

Impression : Graphoprint



LE CONTEXTE NATUREL DE L'AGRICULTURE CALÉDONNIENNE





La Nouvelle-Calédonie est la troisième île du Pacifique Sud par sa superficie, après la Papouasie-Nouvelle-Guinée et la Nouvelle-Zélande. Elle couvre 18 575 Km². Avec 245 580 habitants en 2009 (ISEE : recensement de la population 2009), la densité de population calédonienne est de 13,2 habitants au Km². Cette densité moyenne est relativement faible comparée à celle de quelques autres pays¹ :

- La Réunion : 319 hab/Km² ;
- France métropolitaine : 112 hab/Km² ;
- Wallis et Futuna : 95 hab/Km² ;
- Polynésie Française : 75 hab/Km² ;
- Fidji : 46 hab/Km² ;
- Vanuatu : 19 hab/Km² ;
- Nouvelle-Zélande : 16 hab/Km² ;
- Australie : 3 hab/Km².

La répartition de la population en 2009² est la suivante : 17 436 habitants en province îles Loyauté (7% de la population calédonienne), 45 137 habitants en province Nord (18%) et 183 007 habitants en province Sud (75%).

Les deux tiers de la population calédonienne réside dans l'agglomération nouméenne, souvent appelée « Grand Nouméa », qui regroupe les quatre principales communes de la province Sud : Nouméa (97 579 habitants), le Mont Dore (25 683 habitants), Dumbéa (24 103 habitants) et Païta (16 358 habitants). Corrélativement à cette concentration urbaine (près de 100 habitants au Km²), la densité de population sur le reste de la Nouvelle-Calédonie est de 4,8 habitants au Km². Cette densité particulièrement faible est une des principales caractéristiques du contexte humain de l'agriculture calédonienne.

Un milieu naturel peu favorable à l'agriculture

La superficie agricole utilisée représente, en 2012, 182 026 ha, soit 10% de la superficie de la Nouvelle-Calédonie³. En métropole, ce chiffre atteignait 49% en 2010⁴. La Nouvelle-Calédonie n'a donc pas à proprement parler, une grande vocation agricole. Ceci s'explique notamment par la géographie de l'archipel : la Grande Terre présente une côte est (au vent) ayant une faible surface cultivable et une côte ouest (sous le vent) occupée par de grandes plaines, souvent peu fertiles et très sèches. Elle est en outre traversée du nord au sud par un massif montagneux peu propice à la culture. On notera, par ailleurs, que 1/3 de la surface de la « grande terre » est occupé par des sols ultrabasiques, impropres à la culture. Enfin, les îles Loyauté, ne disposant pas de cours d'eau, possèdent une ressource en eau fragile et difficilement accessible (lentilles d'eau douce) et présentent de nombreux affleurements calcaires qui rendent les cultures difficilement mécanisables.

Surface en ha	Iles Loyauté	Nord	Sud	Nouvelle-Calédonie
Superficie Agricole Utilisée (SAU)	1 508	73 310	107 208	182 026
Superficie totale du territoire	198 090	958 260	701 200	1 857 550
SAU/superficie totale	0,8 %	7,7 %	15,3 %	9,8 %

La faible part des surfaces cultivables, la qualité souvent médiocre des sols, les aléas climatiques, l'éloignement, notamment pour les producteurs du nord et des îles, du principal centre de consommation (Grand Nouméa) sont des freins au développement de l'agriculture calédonienne.

1. Source : ISEE-NC.

2. Recensement de la population 2009.

3. Source : recensement général de l'agriculture en Nouvelle-Calédonie 2012 (RGA 2012).

4. Source : recensement de l'agriculture 2010.



La Nouvelle-Calédonie possède cependant des atouts certains. Son caractère insulaire lui permet de préserver un environnement sanitaire de qualité, son climat permet de développer des cultures « tropicales » aussi bien que des cultures « tempérées » et certains sols de bonne qualité agronomique, permettent d'envisager le développement de grandes cultures. En outre, la situation géographique de la Nouvelle-Calédonie dans le bassin Pacifique peut laisser envisager des relations commerciales avec ses voisins, lui permettant une activité d'exportation de ses produits agricoles.

Une météorologie capricieuse

La météorologie de la Nouvelle-Calédonie est fortement influencée par la configuration de son relief, son isolement géographique et par les phénomènes périodiques de « El Niño » et « La Niña », avec des vents dominants à l'est et au sud-est : les alizés.

Bien que situé dans la zone intertropicale, le territoire bénéficie d'un climat relativement tempéré. **Les températures moyennes annuelles** varient entre 22°C et 24°C. Les amplitudes thermiques annuelles sont faibles (environ 7°C) mais il n'est pas rare de noter des amplitudes journalières de 20°C à 25°C. **Les quantités de pluie annuelles** sont très variables, alternant des années sèches et des années pluvieuses, et également très inégalement réparties sur le territoire. On recueille ainsi, en moyenne, 1 mètre d'eau de pluie par an sur la côte ouest (dite « sous le vent ») pour 2,5 mètres sur la côte est (« au vent ») et 1,5 mètre aux Iles Loyauté.

L'année est divisée en **deux saisons**, séparées par deux inter-saisons :

- la saison chaude et humide (ou saison des cyclones) de mi-novembre à mi-avril. Elle est caractérisée par des températures maximales de 28°C à 32°C (la plus forte jamais enregistrée étant de 39,9°C à Boulouparis le 8 janvier 2002) et un fort taux d'humidité. Les records de pluie ont été enregistrés au cours de ces mois : 634 mm en 24 h à la Ouinné le 24 décembre 1981 (cyclone Gyan), 582 mm à Bourail le 23 janvier 1990, 947 mm en trois jours à Yaté du 24 au 26 décembre 1981, 130 mm en une heure à La Roche le 23 février 2000. Le mois le plus pluvieux est janvier avec des précipitations moyennes de 244,1 mm.

- une première saison de transition de mi-avril à mi-mai avec une diminution des températures et des précipitations.

- la saison fraîche (ou hiver austral) de mi-mai à mi-septembre. C'est une saison douce autant pour ses températures que sa pluviométrie. Les températures oscillent entre 15°C et 25°C avec toutefois des minimales pouvant descendre en dessous de 15°C en altitude. Le record de la température la plus basse enregistrée est de 2,3°C à Bourail le 17 juin 1965.

- la deuxième saison de transition (ou saison sèche) de mi-septembre à mi-novembre. Les températures remontent et oscillent entre 18°C et 26°C. Les alizés sont largement dominants et les précipitations sont faibles. Le mois le plus sec étant octobre avec des précipitations moyennes de 60,5mm. De nombreux feux de brousse ou incendie se déclenchent généralement à cette période de l'année.

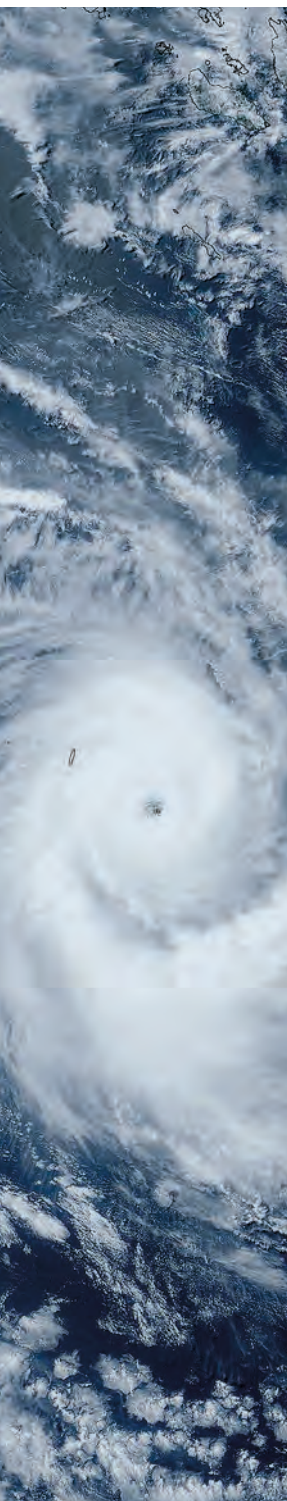
La moyenne annuelle d'humidité relative est comprise entre 75% et 81%.

Le régime habituel des vents en Nouvelle-Calédonie est celui des alizés qui soufflent d'un secteur compris entre l'est nord-est et le sud-est. Ces vents sont généralement modérés à assez forts et prédominent très largement tout au long de l'année (environ 250 jours par an). Les vents d'ouest, dus pour la plupart au passage de perturbations, sont plus fréquents sur le sud et moins fréquents au fur et à mesure que l'on remonte vers le nord, leur vitesse diminuant également. Lors de passages cycloniques, les vents peuvent atteindre des vitesses instantanées impressionnantes : 191 Km/h sur la baie Ugué (à Monéo - Ponérihouen) en mars 1975 (cyclone Alison), 184 Km/h à Koumac en février 1989 (cyclone Harry) et 234 Km/h sur le massif du Koniambo le 14 mars 2003 (cyclone Erica).

La durée annuelle d'insolation moyenne en Nouvelle-Calédonie se trouve comprise entre 2 200 et 2 700 heures. L'insolation est plus faible sur la côte est (2 263 h/an avec, à Ponérihouen, 6,2 h/jour) que sur la côte ouest où Koumac bénéficie du meilleur ensoleillement avec 2 676 h/an (soit en moyenne 7,4 h/jour).



Le rayonnement solaire global est maximal d'octobre à janvier (diminution presque systématique à partir de la deuxième décade de février) : de 2 000 à 2 500 joules/cm² par jour. Il est minimal en juin : de 1 000 à 1 300 joules/cm² par jour.



Les accidents climatiques de ces dernières années

- 2004** : Les cyclones « Ivy » le 27 février, et « Grace » du 21 au 23 mars, sans incidence majeure sur l'agriculture calédonienne.
- 2005** : Cyclone « Kerry » le 8 janvier avec des fortes pluies et des inondations à Bourail. Inondations en août ayant fait l'objet d'indemnisations pour cultures détruites.
- 2006** : Pas de cyclone ni de dépression forte, mais une année sèche liée au phénomène El Niño et quelques épisodes pluvieux en début d'année, sans incidence notable.
- 2007** : Pour la quatrième année consécutive, la Nouvelle-Calédonie n'a pas connu d'incident climatique grave. Contrairement à l'année précédente, c'est le phénomène La Niña qui a touché le pays, affectant quelques productions végétales en fin d'année avec des pluies abondantes et des chaleurs plus précoces.
- 2008** : Comme en 2007, aucun incident climatique majeur n'a touché la Nouvelle-Calédonie, mais La Niña a durement touché les productions végétales en début d'année.
- 2009** : Année très contrastée avec un début fortement marqué par La Niña (pluies fréquentes empêchant les travaux dans les champs sur le premier semestre), et une fin d'année marquée par El Niño (sécheresse).
- 2010** : La présence d'El Niño jusqu'au mois de mai génère un déficit pluviométrique marqué. Puis La Niña sur le second semestre provoque une canicule. Au global, l'année a été marquée par un déficit pluviométrique de -20% sur l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie (sécheresse déclarée dès février).
- 2011** : La Niña domine sur l'année. Le premier semestre 2011 a été pluvieux et marqué par la dépression tropicale forte « Vania » en janvier, qui a entraîné des dommages agricoles importants. On notera également l'ex-dépression « Fina », qui aura marqué la nuit de Noël par la violence des orages et l'intensité des précipitations.
- 2012** : Année clémente où le pays a été épargné par l'activité cyclonique. Au début de l'année, un épisode de La Niña, classé faible à modéré, n'a pas eu d'effet marqué sur les pluies. En revanche, la saison sèche a été particulièrement arrosée.
- 2013** : Activité cyclonique marquée par le passage de « Fréda » début janvier avec une incidence peu marquée sur l'agriculture calédonienne. En revanche, au cœur de la saison fraîche, de violents orages s'abattent causant des dégâts importants sur la côte Est et dans les zones maraîchères du Sud-Ouest (de Poya à Dumbéa). A noter le record de pluviométrie observé au Parc provincial de la rivière bleue : 714 mm en 24 h.



LES MOYENS DE PRODUCTION, HUMAINS ET MATÉRIELS



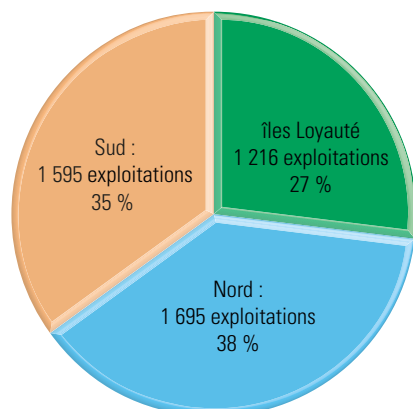


L'agriculture calédonienne poursuit sa mutation. Sous la pression exercée par un fort développement économique, le nombre d'exploitations agricoles continue de diminuer. On en dénombre **4 506 en 2012, soit 19,2% de moins en dix ans**. On retrouve ce phénomène dans de nombreux pays (-24% en Italie, -36% en Allemagne), mais aussi en métropole (-26%) et dans les départements d'outre-mer.

La superficie agricole utilisée (SAU) calédonienne couvre 182 026 hectares en 2012, soit 9,8% de la superficie totale de la Nouvelle-Calédonie. Elle couvrait 247 878 hectares en 2002, soit une **diminution d'un quart en 10 ans**. Ce recul est essentiellement attribuable à la diminution d'élevages bovins et par conséquent de surfaces pâturées¹.

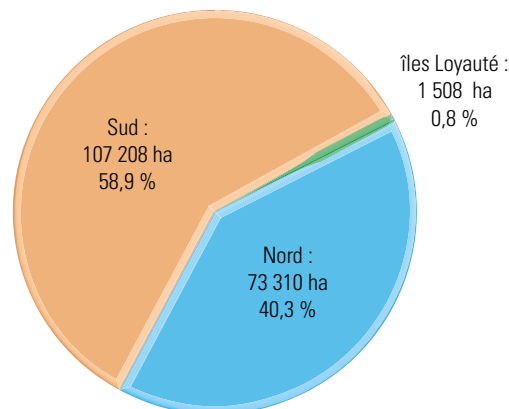
Nombre d'exploitations par province en 2012

(Source : RGA 2012)



SAU en ha par province en 2012

(Source : RGA 2012)



Les exploitations agricoles

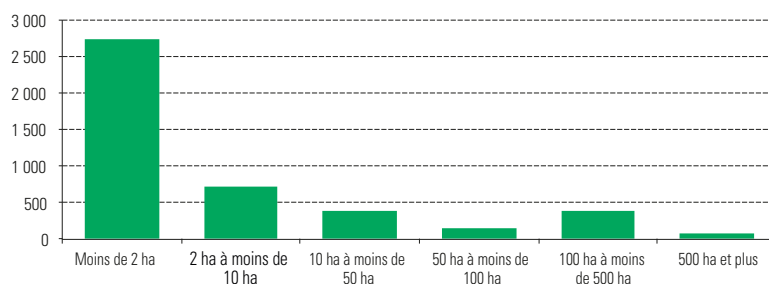
Petites et grandes exploitations en diminution, exploitations moyennes en augmentation²

A l'échelle de la Nouvelle-Calédonie, 24,9% des exploitations de moins de 2 hectares ont disparu depuis 2002. Ces dernières occupent 0,9% de la SAU et 60,8% de l'effectif total. Les exploitations de plus de 50 hectares (14,0% de l'effectif total) occupent 91,8% de la SAU. Ces grandes exploitations ont également diminué de 26,1% depuis 2002.

En revanche, le nombre d'exploitations intermédiaires (entre 2 et 50 hectares) a lui progressé de 6,1%. Ce mouvement enrayer le développement d'une agriculture jusqu'alors majoritairement composée de très petites unités et de grands élevages.

L'exploitation agricole peut être caractérisée par sa surface utilisée (SAU), mais aussi par sa dimension économique potentielle. Ce critère, utilisé pour l'inscription des exploitations agricoles au registre de l'agriculture³, tient compte des moyens de production de l'exploitation, traduits en nombre de points : 1 are de cultures maraîchères : 20 points, une truie mère : 100 points, une vache allaitante : 40 points, une poule pondeuse : 2 points, une ruche : 20 points, etc. Pour faire

Nombre d'exploitations en fonction des tranches de SAU, en 2012
(Source : RGA 2012)



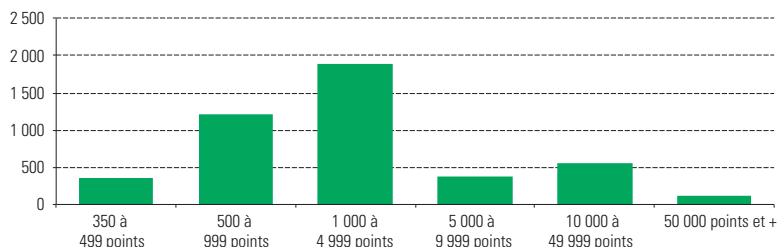
1. Sources : principaux résultats du recensement agricole 2012 en Nouvelle-Calédonie, ISEE-DAVAR, 140p et recensement agricole 2010 en France métropolitaine, Agreste. En 2012 comme en 2002, pour faire partie du champ d'enquête du recensement agricole calédonien, une exploitation agricole doit avoir au moins 350 points « registre de l'agriculture » (1 are de tubercules tropicaux ou de maraîchage = 20 points, une vache allaitante = 40 points, un porc à l'engrais = 33 points ...).

2. Source : Principaux résultats du recensement agricole 2012 en Nouvelle-Calédonie, ISEE-DAVAR, 140p.

3. Les exploitations ayant au moins 500 points doivent être inscrites au registre de l'agriculture.

partie du champ des recensements agricoles 2002 et 2012, les exploitations doivent atteindre le seuil de 350 points. En 2012, la très grande majorité des exploitations (69%) a de 500 à 4 999 points. Entre 2002 et 2012, le nombre moyen de points par exploitation a régressé de façon notable en

Nombre d'exploitations en fonction de leur dimension économique, en 2012
(Source : RGA 2012)

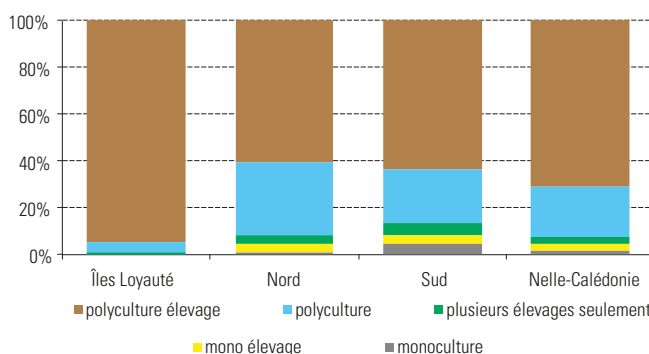


province des Îles Loyauté (-12,9%) et Nord (-12,2%), et de façon moins marquée en province Sud (-5,9%). Les exploitations ayant au moins 1 000 points ont vu leurs effectifs diminuer de 20,6% depuis 2002. Celles de moins de 1 000 points ont mieux résisté (-16,4%). On notera la progression des petites exploitations de moins de 500 points aux Îles Loyauté, ainsi que celle des exploitations de dimension économique moyenne (de 1 000 à 10 000 points) en province Sud.

Les exploitations agricoles sont plus polyvalentes⁴

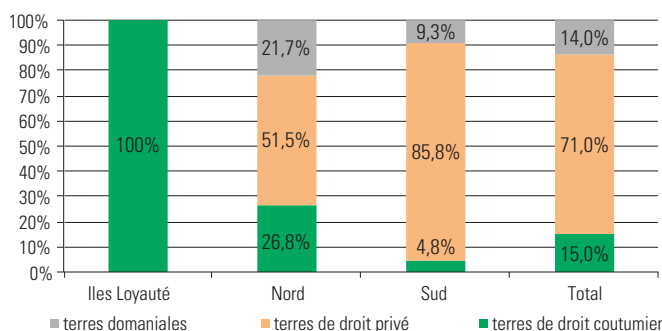
Le système de production polyculture-élevage est plus répandu en 2012 qu'en 2002 : 13,6% des exploitations étaient spécialisées dans une seule spéculation, elles ne sont plus que 4,8% aujourd'hui. Ce système de production est le plus répandu, sans doute parce qu'il limite les risques économiques. A noter qu'aux îles Loyauté, dans les systèmes de production associant élevage(s) et culture(s), il s'agit essentiellement d'élevages porcins, à la différence de la Grande Terre où l'élevage bovin est très souvent présent.

Répartition des exploitations selon leur système de production
(Source : RGA 2012)



La nature du foncier

Répartition des statuts fonciers sur la surface totale des exploitations, par province
(Source : RGA 2012)



Un régime foncier de droit privé pour près des 3/4 des surfaces⁵

Trois types de foncier sont distingués en Nouvelle-Calédonie :

- les terres coutumières, régies par le droit particulier ;
- les terres de droit privée, régies par le droit commun ;
- les terres du domaine des collectivités qui appartiennent à la Nouvelle-Calédonie, essentiellement aux provinces, aux communes ou à l'Etat (terres domaniales).

4. Source : Principaux résultats du recensement agricole 2012 en Nouvelle-Calédonie, ISEE-DAVAR, 140p.

5. Source : Principaux résultats du recensement agricole 2012 en Nouvelle-Calédonie, ISEE-DAVAR, 140p.



En dix ans, la surface totale occupée par les exploitations s'est contractée de 23% avec des disparités selon la nature du foncier : la surface occupée par des terres coutumières a diminué de 53% et celle sur terres de droit privé de 17%, alors que le foncier sur terres domaniales a augmenté de 4%.

Sur l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie, 15% de la surface totale des exploitations agricoles relève du droit coutumier en 2012 et presque autant pour les terres domaniales. La grande majorité des surfaces sont composées de terres soumises au droit privé (71%). Parmi les terres appartenant aux collectivités (terres domaniales), 87% font l'objet d'une occupation avec bail de location, le reste étant occupé sans titre.

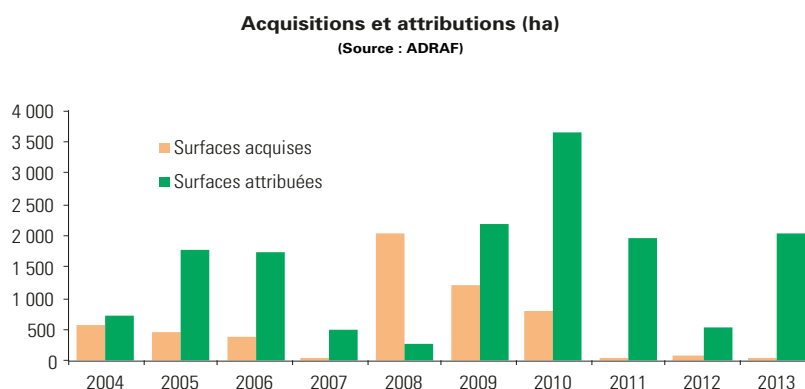
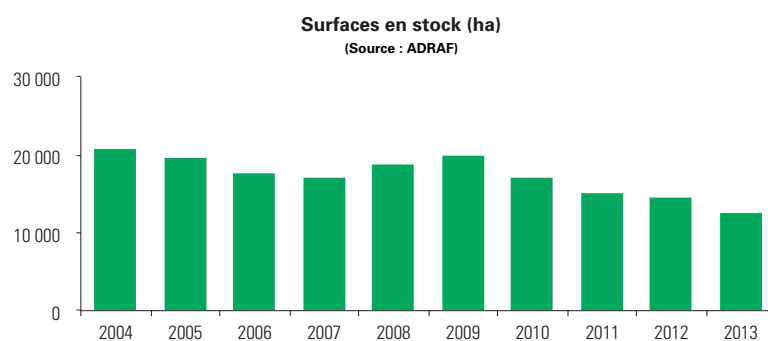
Le régime foncier de la surface totale des exploitations présente de grandes disparités provinciales :

- en province des Iles Loyauté, la totalité des terres est soumise au droit coutumier ;
- en province Nord, la moitié du foncier est soumis au droit privé, le reste étant réparti dans des proportions semblables entre terres coutumières et terres domaniales. Cette configuration est intermédiaire entre celle des Iles Loyauté et celle de la province Sud ;
- en province Sud, la grande majorité des terres est soumise au droit privé.

Une réforme foncière de grande ampleur

La réforme foncière a débutée en 1978, lorsque le ministre Paul Dijoud présente « le plan de développement économique et social à long terme pour la Nouvelle Calédonie ». Cette réforme va osciller durant les trente dernières années entre une prise en charge par les institutions locales et une prise en charge par l'Etat. A partir de 1989, l'agence de développement rural et d'aménagement foncier (ADRAF) change de tutelle et devient un établissement public d'Etat. Cette dernière réalise les opérations d'acquisition et d'attribution en matière agricole et foncière, et engage des actions d'aménagement et de développement économique en milieu rural. A partir de 1999, la loi organique, puis le nouveau décret régissant les actions de l'ADRAF, prévoient explicitement que les attributions foncières peuvent aussi être réalisées sur le seul critère du lien à la terre⁶.

Partant d'un stock de 86 600 ha en 1989, l'ADRAF a mené une action foncière active en matière d'attribution. Entre 1989 et 2013, 36 890 ha ont été acquis par l'ADRAF, en général auprès de propriétaires privés, et 114 780 ha ont été attribués, à des GDPL dans la quasi-totalité des cas.



Les mouvements fonciers réalisés par l'ADRAF depuis 2004

Surfaces en ha	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
les acquisitions	583	450	379	69	2 020	1 193	800	29	76	46
les attributions	706	1 767	1 752	514	270	2 179	3 629	1 974	554	2 045
le stock foncier	20 835	19 655	17 617	17 170	18 884	19 870	17 032	15 073	14 596	12 589

(Source : ADRAF)

6. Source : ADRAF.

Le matériel agricole

4 exploitations sur 10 utilisent un tracteur en 2012⁷

Le niveau de mécanisation de l'agriculture calédonienne s'améliore. Le parc de tracteurs (simple pont et quatre roues motrices) s'est accru de 20,1% depuis 2002. En 2012, 38,4% des exploitations en utilisent un, alors qu'elles n'étaient que 30% en 2002 et 20% en 1991.



La répartition des tracteurs est très hétérogène. La très grande majorité des tracteurs (85,8%) se situent sur la côte Ouest : quatre communes de la province Sud – Bourail, Païta, La Foa et Boulouparis – regroupent à elles seules la moitié du parc calédonien.

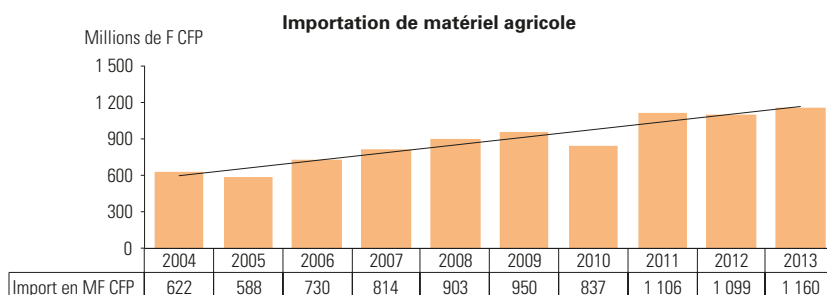
La province des Iles Loyauté ne possède que 1,6% du parc calédonien. Sur cette province, les tracteurs ont une dizaine d'années en moyenne, contre à peine six ans en 2002. Le parc loyaltien vieillit, ce qui pourrait dénoter un faible renouvellement des engins, mais il reste plus jeune que sur le reste du territoire où les tracteurs ont 13 ans en moyenne. Avec un tracteur pour 39 exploitations, la province des Iles loyauté est peu équipée. En revanche, rapportée à la superficie agricole entretenue (SAE), le niveau d'équipement est élevé avec un engin pour 11 hectares, contre 57 hectares sur le reste du territoire.

En province Nord, les trois quarts des tracteurs se situent dans la région Nord-Ouest où l'on compte un tracteur pour 1,2 exploitation et pour 89 hectares de SAE. Dans la région Nord-Est, on compte un tracteur pour 8 exploitations et 34 hectares de SAE.

La province Sud regroupe le plus grand nombre de tracteurs (70,9%). Ils sont presque tous situés dans la région Sud-Ouest, Bourail concentrant plus du quart des tracteurs de la province. On compte un tracteur par exploitation et 53 hectares de SAE en moyenne dans cette région, contre un pour 3,5 exploitations et 6 hectares de SAE dans la région Sud-Est.

15,2% des exploitations disposent d'un motoculteur équipé (en propriété ou non), elles étaient 9,7% en 2002 et 5% en 1991. Cette progression est localisée en province des Iles Loyauté et sur la côte Est de la Grande Terre, le nombre d'exploitations équipées d'un motoculteur ayant diminué ailleurs.

Des importations de matériel agricole en progression



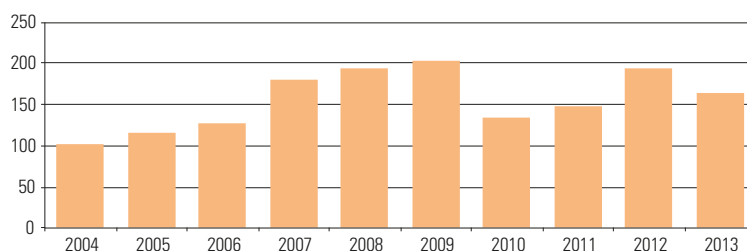
Quelques données, issues des statistiques douanières, permettent de connaître la valeur des matériels agricoles importés. Les importations en valeur de matériel agricole, ont progressé depuis 2004 pour dépasser le milliard de F.CFP en 2011. Elles concernent du matériel agricole courant (petit matériel, tracteurs et outils tractés) pour 85% de la valeur importée en 2013, et du matériel spécialisé (matériel de laiterie, d'extraction d'huile végétale, pour l'aviculture, pour le triage des grains ou des légumes secs,...) pour 15% de cette valeur.

Après la baisse enregistrée en 2010 et 2011, le nombre de tracteurs importés connaît une hausse ces deux dernières années avec 195 et 165 tracteurs agricoles et forestiers importées pour environ 500 millions de F .CFP/an. Ce poste est le plus important des importations (43% de la valeur importée en 2013).

7. Source : Principaux résultats du recensement agricole 2012 en Nouvelle-Calédonie, ISEE-DAVAR, 140p.



Nombre de tracteurs importés



La moitié des cultivateurs irriguent leurs cultures⁸

Le nombre d'exploitations et la totalité des surfaces irrigables sont pratiquement identiques à ceux de 2002. En 2012, la superficie irrigable⁹ totale s'élève à 9 451,4 hectares, soit 8,7% de la superficie agricole entretenue (7% en 2002). Elle se répartit sur 1 976 exploitations, soit 48,9% de celles cultivant des végétaux. Plus de la moitié des superficies irrigables se situe dans les seules communes de Bourail, Boulouparis et Pouembout.

La population agricole

La population agricole représente 5,2% de la population calédonienne en 2012¹⁰

En 2012, la population agricole familiale vivant et/ou travaillant sur les exploitations représente **13 225 personnes**, soit 5,2% de la population totale de la Nouvelle-Calédonie (9,7% en 2002 et 23% en 1991). Entre les deux recensements, elle a perdu 8 000 personnes (-37%), mais ce rythme baissier est toutefois plus contenu qu'au cours de la décennie précédente qui a vu une diminution de la population agricole de 47%¹¹.

En 2012, la population agricole familiale représente :

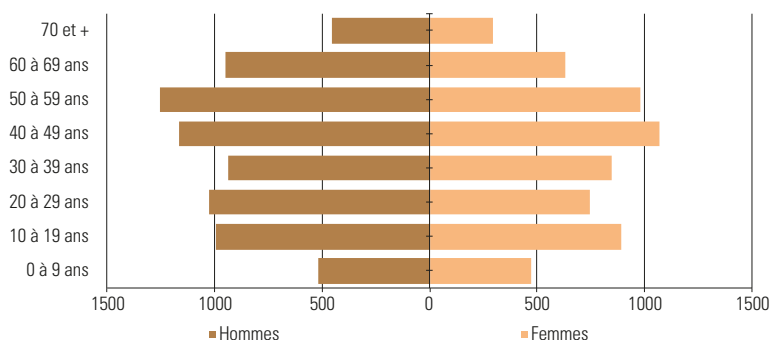
- 25,2% de la population totale en province des Iles Loyauté (31,4% en 2002),
- 9,7% en province Nord (18,4% en 2002),
- 2,3% en province Sud (3,6% en 2002).

La répartition provinciale de la population agricole familiale présentait encore des disparités en 2002. Aujourd'hui, cette population est presque équitablement répartie : 33,1% en province des Iles Loyauté, 34,2% en province Nord et 32,7% en province Sud. Cet équilibre est le résultat d'une forte diminution de la population agricole familiale aux Iles Loyauté et au Nord, et d'une baisse moins sensible en province Sud.

Les données du RGA 2012 ont démontré un vieillissement notable de la population agricole familiale et des chefs d'exploitation. Entre 2002 et 2012, l'âge moyen de la population agricole familiale est passé de 32 à 39 ans et celui des chefs d'exploitation de 50 à 53 ans.

Comparée à la pyramide des âges de 2002, celle de 2012 est bien plus étroite à sa base, dénotant une population peu dynamique qui continuera à vieillir. Cette évolution souligne l'enjeu de la transmission des moyens de production dans les années à venir. Le noyau familial se réduit par ailleurs, de 4 personnes en moyenne en 2002 à 3 en 2012.

Pyramide des âges de la population agricole 2012
(Source : RGA 2012)



8. Source : Principaux résultats du recensement agricole 2012 en Nouvelle-Calédonie, ISEE-DAVAR, 140p.

9. Les superficies irrigables sont celles que l'exploitant peut irriguer avec les moyens dont il dispose au jour de l'enquête. Elles ne doivent pas être confondues avec les surfaces effectivement irriguées au cours des 12 mois précédant l'enquête.

10. Source : Principaux résultats du recensement agricole 2012 en Nouvelle-Calédonie, ISEE-DAVAR, 140p.

11. La population agricole familiale, en métropole, a diminué de 39% en 11 ans, passant de 3 116 000 personnes en 1990 à 1 896 000 en 2000. Sur cette même période, la population agricole familiale européenne a diminué de 36%, passant de 24 146 000 à 15 567 000 personnes en 2000 (source : FAOSTAT).

Emplois et formations

La main-d'œuvre familiale agricole représente l'équivalent de 3 940 emplois à temps plein¹²

Les **actifs familiaux** (population agricole familiale de 16 ans ou plus participant aux travaux de l'exploitation, comprenant les chefs d'exploitation) sont au nombre de **9 476 personnes** et représentent 71,7% de la population agricole familiale totale. Le temps de travail effectué par ces actifs familiaux est évalué 3 943 unités de travail annuel (UTA)¹³, soit 25,6% de moins qu'en 2002.

L'agriculture fournit un peu plus de 1 000 emplois salariés

En 2012, 346 exploitations, soit 7,7% des 4 506 exploitations recensées par le RGA, emploient un ou plusieurs salariés permanents hors du cadre familial. 1 022 salariés permanents ont été recensés, représentant 894 UTA (contre 1 113 personnes et 938 UTA en 2002). Cette donnée s'entend hors sylviculture, aquaculture d'eau de mer et entreprises d'entretien d'espaces verts.

L'ISEE comptabilise un peu plus de 1 600 emplois en 2013 dans le secteur rural (culture et productions animales, chasse et services annexes, sylviculture, exploitation forestière, pêche et aquaculture), dont 66% ne concernant que les cultures et productions animales. Ces emplois représentent environ 2% de l'ensemble des 90 096 salariés en Nouvelle-Calédonie (source ISEE). Le nombre de salariés dans ce secteur a progressé régulièrement de près de 4% en moyenne par an jusqu'en 2002. Entre 2003 et 2013, le nombre de salariés du secteur rural a diminué de 6%.

Détail de l'activité salariée :

Nombre de salariés	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Culture et productions animales, chasse et services annexes	1 133	1 079	1 093	1 087	1 060	1 028	1 048	1 002	1 025	1 066
Sylviculture/ exploitation forestière	107	105	93	116	118	98	90	113	119	110
Pêche et aquaculture	521	495	513	525	471	453	411	444	446	449
TOTAL	1 760	1 679	1 700	1 728	1 648	1 579	1 549	1 559	1 589	1 625

(Source : ISEE-RIDET – données au 31 décembre de chaque année)

Autre main-d'œuvre¹⁴

Les exploitations faisant appel à des entreprises de travaux agricoles sont peu nombreuses : 49 en 2012. Le nombre de jours de travaux effectués s'élève à 873 journées.

La main d'œuvre saisonnière ou occasionnelle occupe en revanche une place croissante et non négligeable dans le fonctionnement des exploitations agricoles. En 2012, l'emploi de saisonniers concerne 1 286 exploitations (985 en 2002) et 7 212¹⁵ personnes pour 57 764 jours de travail dans l'année, soit 210 UTA ou 44,9 journées de travail par exploitation en bénéficiant (41,6 en 2002).

Enfin, 237 stagiaires ont été reçus dans 75 exploitations.

Les exploitations agricoles génèrent l'équivalent de 5 139 emplois à temps plein¹⁶

Avec 5 139 UTA en 2012, la main d'œuvre des exploitations agricoles a diminué de 20% en dix ans. Hors entreprises de travaux agricoles, cela concerne environ 18 000 personnes (les saisonniers

	Nouvelle-Calédonie		
	2002	2012	Evol.
Main d'œuvre familiale	5 297	3 943	-25,6%
Salariés agricoles	938	894	-4,7%
Saisonniers et entraide	206	302	46,6%
UTA totales	6 441	5 139	-20,2%
Nombre moyen d'UTA par exploitation	1,16	1,14	-1,7%

12. : Principaux résultats du recensement agricole 2012 en Nouvelle-Calédonie, ISEE-DAVAR, 140p.

13. L'UTA équivaut au travail d'une personne à temps complet (40 heures par semaine ou plus) pendant une année (275 jours ou plus par an).

14. Source : Principaux résultats du recensement agricole 2012 en Nouvelle-Calédonie, ISEE-DAVAR, 140p.

15. Un même saisonnier peut travailler dans plusieurs exploitations. Ce chiffre peut donc comporter des doubles comptes.

16. Source : Principaux résultats du recensement agricole 2012 en Nouvelle-Calédonie, ISEE-DAVAR, 140p.



pouvant travailler sur plusieurs exploitations agricoles, ce chiffre peut être, dans une certaine mesure, moins important).

Si le nombre moyen d'UTA par exploitation varie peu, en revanche rapporté à la superficie agricole entretenue (SAE), le nombre d'UTA varie très fortement en fonction de la dimension de l'exploitation. Les exploitations disposant d'au moins un hectare utilisent en moyenne 0,02 UTA/ha, les petites exploitations de moins d'un hectare utilisent en moyenne 2,97 UTA/ha. L'utilisation de main d'œuvre est par ailleurs très liée à la nature des spéculations.

La formation des Hommes

L'éventail des formations menant à des diplômes du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, ouvertes en Nouvelle-Calédonie, comprend en 2013, cinq filières en formation initiale (scolaire) et trois filières en formation continue (pour adultes). Le nombre d'élèves, d'apprentis et de stagiaires inscrits dans une formation agricole, s'est élevé à 476 en 2013. Les dernières années sont marquées par une forte baisse des élèves scolarisés en maisons familiales rurales. Depuis le 1^{er} janvier 2012, la compétence de l'enseignement agricole a été transférée à la Nouvelle-Calédonie. Les diplômes continuent d'être délivrés par l'Etat.

Formations agricoles en Nouvelle-Calédonie en 2013 (Source : DAFE)

	Formation Initiale	Formation continue
cycle court	CAPA (certificat d'aptitude professionnelle agricole)	CAPA-UC* (certificat d'aptitude professionnelle agricole)
	BEPA (brevet d'études professionnelles agricoles)	BPA-UC* (brevet professionnel agricole)
cycle long	BAC professionnel agricole	
	BAC technologique agricole	
	BTSA (brevet de technicien supérieur agricole)	BTSA (brevet de technicien supérieur agricole)

* UC : diplôme délivré selon les modalités des unités capitalisables (contrôle continu sans examen terminal)

Ces formations sont dispensées par un établissement public d'enseignement agricole (composé du lycée d'enseignement général et technologique agricole de Nouvelle-Calédonie à Pouembout, des CFPPA Îles, Nord et Sud), un centre de formation des apprentis agricoles et plusieurs établissements privés¹⁷.

Etablissements mettant en œuvre des formations agricoles en 2013 (Source : DAFE)

Etablissements	Niveau	Option
LEGTA de Nouvelle-Calédonie à Pouembout	BEPA-R	Services aux personnes
	BEPA-R	Travaux agricoles et conduite d'engins
	BEPA-R	Travaux d'entretien et d'environnement
	BAC Professionnel	Gestion des milieux naturels et de la faune
	BAC Professionnel	Services aux personnes et aux territoires
	BAC Professionnel	Conduite et gestion de l'exploitation agricole - spécialité : systèmes à dominante cultures
	BAC Technologique	Sciences et technologies de l'agronomie et du vivant
	BTSA	Développement de l'agriculture des régions chaudes
Lycée agricole professionnel (LAP) de Do Neva à Houaïlou	CAPA	Agriculture des régions chaudes
	BEPA-R	Travaux horticoles
	BEPA-R	Services aux personnes
	BAC Professionnel	Productions horticoles
	BAC Professionnel	Services aux personnes et aux territoires
Maisons familiales rurales (MFR) de Bélep, Koné	CAPA	Agriculture des régions chaudes
MFR de Bélep, Koné, Pouébo et Poindimié	4 ^e et 3 ^e	Dispositif d'initiation aux métiers en alternance (DIMA)

17. Un lycée agricole privé et des maisons familiales rurales.

Formations professionnelles diplômantes pour adultes en 2013 (Source : DAFE)

Etablissements	Niveau	Option
Centre de formation professionnelle et de promotion agricole (CFPPA) Sud	CAPA-UC*	Industries agroalimentaires, spécialité : ouvrier polyvalent de fabrication de produits alimentaires
	Brevet professionnel agricole (BPA-UC*)	Travaux des productions horticoles
CFPPA Nord	CAPA-UC*	Agriculture des régions chaudes
	BTSA	Développement de l'agriculture des régions chaudes

*UC : diplôme délivré selon les modalités des unités capitalisables (contrôle continu sans examen terminal)

Formations par apprentissage (source : DAFE)

Centre de formation des apprentis agricoles (CFAA) de la Chambre d'Agriculture de Nouvelle-Calédonie	CAPA-UC*	- productions horticoles - travaux paysagers
--	----------	---

Les formations professionnelles continues sont susceptibles de varier annuellement. Elles peuvent être consultées sur <http://www.formagri.nc>.

Elèves et stagiaires inscrits dans des formations agricoles (Source : DAFE)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
total élèves scolarisés	662	653	647	647	614	586	527	513	471	419
total stagiaires et apprentis en formation	118	115	124	151	146	120	105	90	66	57

Résultats aux examens (hors diplômes par unités capitalisables, source : DAFE)

	candidats	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
CAPA	présentés	95	136	90	92	77	74	43	29	5	10
	admis	39	64	43	39	39	39	21	15	4	8
BEPA	présentés	61	57	62	61	63	51	60	68	65	46*
	admis	38	32	38	43	44	36	42	56	58	38
BTA	présentés	34	33	31	9	0	0	0	0	0	0
	admis	18	15	19	4	0	0	0	0	0	0
BAC (technologique et professionnel)	présentés	36	36	31	56	58	54	48	47	72	81
	admis	25	25	25	45	43	50	36	37	44	64
BTSA	présentés	14	13*	17*	21*	35	28	24	29*	23	18
	admis	6	9	13	16	28	15	13	21	13	8

Résultats des formations par unités capitalisables (Source : DAFE)

	candidats	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
CAPA-UC	présentés	36	18	52*	54	69	60	34	18	22	16
	admis	29	17	41	38	61	27	20	13	19	11
BPA-UC	présentés	11	10	7	9	19	36	14	16	12	20
	admis	9	8	5	7	18	19	9	8	8	12*
Brevet Professionnel-UC	présentés	9	16	9*	12*	12	11	-	-	10	-
	admis	8	6	6	7	10	7	-	-	3	-

* On peut noter que 21 diplômes ont été délivrés par le biais de la validation des acquis de l'expérience (VAE) depuis 2003 : 9 BTSA, 1 BAC PRO, 8 BP-UC, 1 BEPA et 2 CAPA-UC.



En 2013, 43% des diplômés étaient du secteur de la production agricole, 33% du secteur de l'environnement, et 24% des services à la personne.

Les formations agricoles supérieures longues, et certains BTSA non présents en Nouvelle-Calédonie, se déroulent en métropole.

Enquête insertion de l'enseignement agricole

Une enquête a été menée à la demande du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie (DAFE) par l'Institut du développement des compétences de Nouvelle-Calédonie (IDCNC) sur le devenir des sortants de l'enseignement agricole (promotions 2007, 2009, 2011).

Principaux résultats de l'enquête :

Cette enquête permet de caractériser une population équilibrée (hommes/femmes), diplômée de 22 à 23 ans en moyenne avec 70% de diplômés.

58% d'entre eux ont des proches qui travaillent dans le domaine agricole, et ce choix est à 55% issu d'un engagement personnel. Plus de 90% des sortants sont satisfaits de la formation suivie. L'enseignement suivi est dans 83 à 90% des cas, utile pour leur vie personnelle, et dans 66 à 78% des cas, utile pour leur vie professionnelle. Cinq ans après la sortie de formation, plus de 7 sortants sur 10 travaillent.

L'enquête distingue deux catégories de salariés : les CAPA-BEPA, ouvriers agricoles non qualifiés, dont 66 à 70% sont en emploi avec un salaire inférieur à 200 000 F/mois, et les techniciens (bacheliers et BTSA), qui travaillent à plus de 78% avec un salaire moyen de 250 000F/mois.

71% des sortants de l'enseignement agricole sont en contrat à durée indéterminée trois ans après la sortie de formation. Les facteurs influençant l'insertion professionnelle sont la formation suivie, le soutien familial et l'obtention du permis de conduire.





LES PRODUCTIONS ANIMALES





En 2012, les productions animales concernent 3 454 exploitations (76,6% de l'ensemble des exploitations) quel que soit le type d'élevage. Elles intéressent 94,7% des exploitations en province des Iles Loyauté, 67,6% en province Nord et 72,5% en province Sud.

L'élevage bovin

En Nouvelle-Calédonie, l'élevage bovin tient une place prépondérante, tant par la surface qui lui est principalement¹ consacrée (96% de la SAU en 2012), que par son rang dans l'économie agricole. Longtemps élevée au premier rang des spéculations agricoles, la filière viande bovine a fortement régressé entre 2005 et 2009. Entre 2007 et 2012, on observe une tendance à la hausse. Seule l'année 2011 connaît une régression de 1% en valeur, conséquence de la sécheresse en 2010 sur la production 2011. En 2013, le chiffre d'affaires de la filière bovine est de 1,7 milliard de F CFP (-2,7% par rapport à 2012), représentant environ 16% de la production agricole finale², et la plaçant au 3^e rang des spéculations agricoles (après les légumes et l'aviculture).

Les résultats du RGA 2012³ montrent que le cheptel bovin poursuit sa régression. Après avoir diminué de 11,3% entre 1991 et 2002, les effectifs ont encore chuté de 24,0% entre 2002 et 2012 pour atteindre un nombre de 84 600 têtes. En vingt ans, le cheptel bovin s'est réduit d'un tiers. La grande majorité du cheptel de la Nouvelle-Calédonie est destinée à la production de viande.

Dans le même temps, les élevages bovins, au nombre de 1 199⁴, ont diminué de 18,4% en dix ans. Cette diminution affecte essentiellement la province Nord qui a perdu plus d'un tiers de ses éleveurs, et dans une moindre mesure la province Sud (-14,0%). La province Sud concentre aujourd'hui 46,2% des élevages bovins de Nouvelle-Calédonie et 60,5% du cheptel.

La diminution des surfaces pâturées est allée de pair avec celle du cheptel bovin et la charge à l'hectare est restée pratiquement identique à celle mesurée en 2002. L'élevage calédonien reste majoritairement semi-extensif avec un chargement moyen de l'ordre de 0,33 unité de gros bovin (UGB) par hectare (voir définition p98). En 2013, le taux moyen de fécondité s'élève à 0,56⁵ (ce taux correspond au nombre de veaux nés par vache et par an). Ce paramètre essentiel est très variable d'un élevage à l'autre. Dans certaines exploitations (environ 10% d'entre elles), ce taux peut atteindre une valeur supérieure à 0,8.

Une amélioration des volumes abattus, après une forte chute

Détail des abattages contrôlés réalisés de 2004 à 2013 (en tonnes de carcasses, poids brut)

		2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
province Nord	OCEF	1 220	1 082	942	975	942	1 043	1 162	1 174	1 133	1 108
	bouchers de l'intérieur	258	201	200	208	176	151	120	70	91	76
province Sud	OCEF	1 904	1 638	1 270	1 328	1 350	1 401	1 596	1 605	1 601	1 596
	bouchers de l'intérieur	579	575	568	603	654	578	543	565	586	516
	prestations de service*	73	23	12	18	24	20	4	0	5	1
total province Nord		1 478	1 283	1 143	1 183	1 118	1 193	1 282	1 244	1 224	1 184
total province Sud		2 556	2 237	1 849	1 949	2 029	1 999	2 143	2 170	2 192	2 113
total OCEF		3 197	2 743	2 224	2 320	2 317	2 463	2 762	2 780	2 739	2 706
total bouchers de l'intérieur		836	777	768	811	830	729	663	635	677	591
total des abattages contrôlés		4 034	3 520	2 992	3 131	3 147	3 192	3 425	3 414	3 416	3 297

(Sources : OCEF et DAVAR)

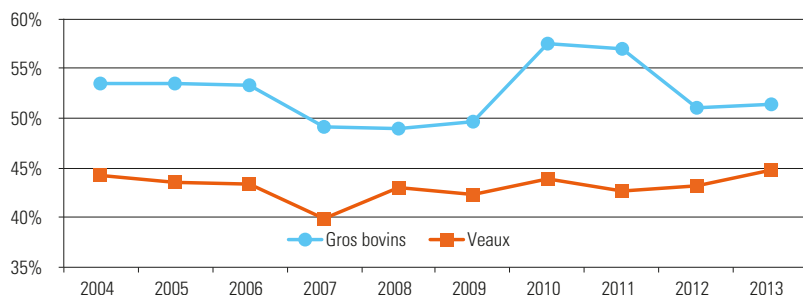
* Les prestations de service sont les abattages effectués par l'OCEF pour le compte d'entreprises agroalimentaires transformant la viande bovine.

1. La part de la SAU consacrée aux pâturages et fourrages, si elle n'est pas utilisée exclusivement pour les bovins (les équins, ovins et caprins l'utilisent aussi), l'est principalement pour ceux-ci.
2. Mémento agricole, données 2013 - DAVAR juillet 2014
3. Source : Principaux résultats du recensement agricole 2012 en Nouvelle-Calédonie, ISEE-DAVAR, 140p.
4. Le nombre d'élevages de petite taille reste élevé : 41,0% d'entre eux ont moins de 20 têtes mais ne totalisent que 3,6% des effectifs.
5. Les élevages considérés sont ceux inscrits à la mesure vache allaitante, avec environ 18 280 naissances et 32 890 vaches mères en 2013.

La production contrôlée de viande bovine⁶, qui était de 4 000 tonnes en 2004, s'est dégradée pour n'enregistrer que 3 000 tonnes en 2006. Au début des années 2000, il semble que la difficulté de certains emboucheurs à s'approvisionner en animaux maigres ait impliqué une reconversion de l'outil de production de ces derniers. Cette reconversion a pu contribuer à la baisse de la production observée par la suite. Le déclin inquiétant des volumes abattus en 2005 et 2006 a engendré la mise en place d'aides pour tenter de redresser la filière. En 2007, une « aide à la vache allaitante », ainsi que le versement d'un complément de prix au producteur, ont été mis en place par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie. L'amélioration des volumes abattus (avec 3 400 tonnes en 2010) est très probablement le résultat de ces aides.

Entre 2008 et 2009, l'effectif en vaches mères, pour les 286 élevages agréés inscrits à la mesure vache allaitante sur l'ensemble de la période 2007 à 2013, a augmenté de 5%. On constate par ailleurs une nette diminution sur l'année 2007 de la part des femelles abattues à l'OCEF (-8% en gros bovins et en veaux par rapport à 2006). Ces éléments permettent de penser qu'une certaine recapitalisation des troupeaux a eu lieu.

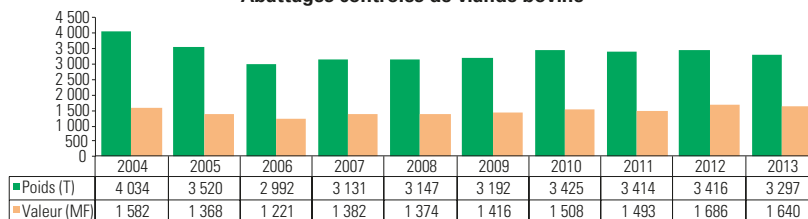
Part des abattages en bovins femelles à l'OCEF
(% du nombre de têtes abattues par catégorie)



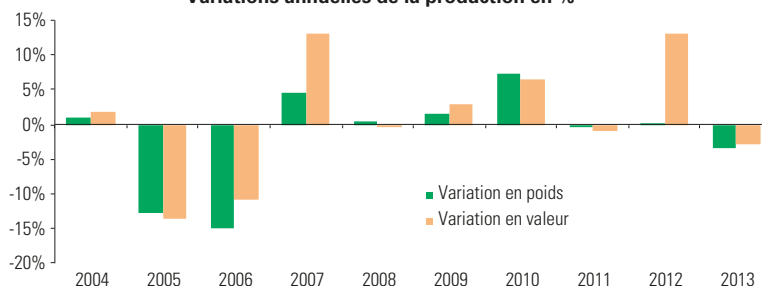
les éleveurs à vendre plus d'animaux en 2010 que d'habitude, et à un poids moyen plus faible (-6% pour les gros bovins abattus à l'OCEF en 2010 par rapport à 2009), afin d'alléger les pâturages. Pour permettre aux éleveurs de faire face à cet événement climatique, des abattages supplémentaires ont été organisés. La sécheresse a par ailleurs certainement impacté d'une certaine manière la production 2011 (accroissement de l'intervalle entre deux vêlages et report des naissances en fin d'année 2011).

Sur les trois dernières années, le nombre de vaches mères des élevages agréés reste stable. La part des gros bovins femelles abattus à l'OCEF diminue à nouveau, pour s'établir à 51% en 2012 et 2013. De 2010 à 2012, les volumes abattus s'établissent aux alentours de 3 400 tonnes. Avec moins de 3 300 tonnes, ils diminuent de 3,5% en 2013 et restent en deçà des 4 000 tonnes annuelles observés avant 2005.

Abattages contrôlés de viande bovine



Variations annuelles de la production en %



La sécheresse de 2010, déclarée dès le début de l'année, a rompu la dynamique d'accroissement des troupeaux (diminution du nombre de vaches mères de 1,6% entre 2009 et 2011 pour les 286 élevages agréés). La part des gros bovins femelles abattus à l'OCEF, s'établissant autour de 49 à 50% de 2007 à 2009, augmente par ailleurs en 2010 et 2011 (57%). Toutefois, le soutien apporté à la filière a permis d'éviter une décapitalisation massive suite à cet épisode climatique. L'épisode de sécheresse a par ailleurs conduit

6. La production contrôlée de viande bovine est évaluée en additionnant les abattages effectués par l'OCEF (source OCEF) pour son propre compte et en tant que prestataire de services, et les abattages effectués par les bouchers de l'intérieur (source DAVAR).



2/3 des abattages issus de la province Sud, 80% des abattages à l'OCEF

En assurant presque deux tiers des abattages bovins, la province Sud reste le principal fournisseur de viande bovine. Après une forte chute entre 2004 et 2006, les abattages de la province Sud ont eu tendance à progresser pour atteindre 2 192 tonnes en 2012. Avec 2 113 tonnes en 2013, ils régressent de 4%. La province Nord connaît également une forte chute de ses volumes entre 2004 et 2006, puis une progression entre 2008 et 2010. A partir de 2011, les volumes abattus sur cette province diminuent en moyenne de 2,5% par an pour atteindre 1 184 tonnes en 2013.

Les bovins sont principalement abattus par l'OCEF (office calédonien d'entreposage frigorifique⁷), mais également par les bouchers de l'intérieur⁸.

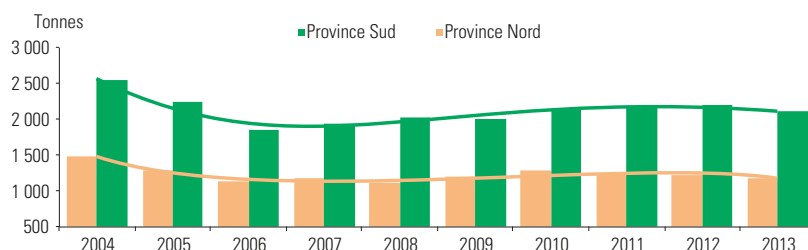
La forte diminution de la production semble ainsi avoir plus touché les abattages passant par l'OCEF (-26% entre 2004 et 2006, en nombre de têtes abattues), que ceux des bouchers de l'intérieur (-10% sur la même période). Par ailleurs, les plus gros élevages destinent préférentiellement leurs abattages aux bouchers de l'intérieur. A l'inverse, les plus petits élevages ayant tendance à privilégier les abattages par le biais de l'OCEF⁹, ces derniers semblent avoir été plus touchés par cette baisse de la production sur cette période. On notera par ailleurs que le poids moyen des veaux abattus par le biais des bouchers de l'intérieur est plus élevé (137 kg en 2013), que celui des veaux abattus à l'OCEF (121 kg en 2013).

A partir de 2009, les volumes abattus par les bouchers de l'intérieur diminuent, excepté en 2012, pour représenter 591 tonnes en 2013, soit 18% des abattages. A l'inverse, ceux réalisés par l'OCEF ont progressé et s'élèvent à nouveau à environ 80% des abattages totaux ces quatre dernières années. Suite à la diminution de la production, les calendriers d'abattage OCEF s'étant ouverts, les abattages par ce biais ont pu paraître plus attractifs.

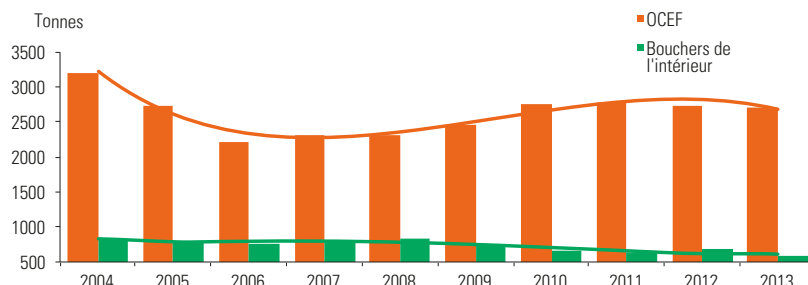
Les abattages OCEF sont soumis à une classification. Si la proportion en gros bovins reste identique sur les trois dernières années (37 à 38%), celle en jeunes bovins a perdu 6 points entre 2011 et 2013 pour atteindre 9% des abattages. La proportion des abattages en veaux a augmenté de 8 points, et est de 54% en 2013. Cette évolution est en partie expliquée par l'orientation d'une large partie des jeunes bovins vers la classe veau. La barre de poids a en effet évolué de 150 à 160kg pour les veaux lors de la mise en place d'une nouvelle classification on octobre 2011.



Abattages par province



Abattages OCEF et bouchers de l'intérieur
(Sources : OCEF, DAVAR)



7. Définition en page 97.

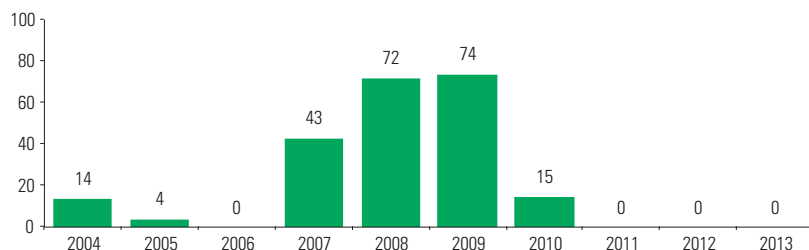
8. Définition en page 96.

9. Bilan d'étape 2007-2010 de la mesure « aide à la vache allaitante ».

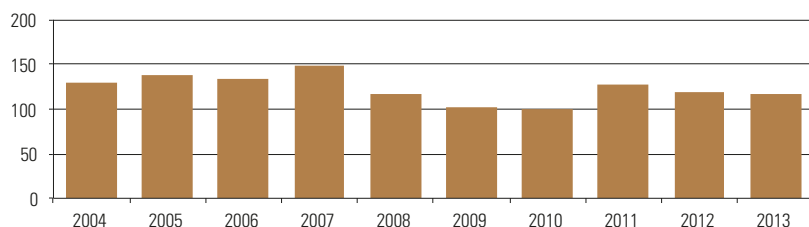
5 500 inséminations artificielles et 800 transplantations embryonnaires en dix ans

Les performances de croissance sont maintenues grâce aux améliorations techniques d'élevage, mais aussi à l'amélioration génétique, notamment avec les inséminations artificielles et les transplantations embryonnaires,

Nombre de bovins reproducteurs importés
(Source : douanes)



Nombre de reproducteurs vendus en Nouvelle-Calédonie



proposées par l'UPRA bovine dans le cadre du schéma d'amélioration génétique qu'elle conduit. En dix ans, 5 500 inséminations artificielles et près de 800 transplantations embryonnaires ont été mises en œuvre avec, en 2013, des taux de gestation atteignant respectivement 59 et 55 %.

La volonté d'amélioration génétique se traduit également par les importations non négligeables de bovins reproducteurs. En dix ans, 222 bovins reproducteurs ont été importés d'Australie et de Nouvelle-Zélande. À noter que depuis trois ans, aucune importation de bovin reproducteur n'a eu lieu.

Les produits issus du schéma d'amélioration génétique sont diffusés par la commercialisation de reproducteurs en Nouvelle-Calédonie. Plus d'une centaine de reproducteurs sont ainsi vendus par an.

Les prix à la production (prix carcasse, viande ressuée¹⁰) sont fixés par la délibération n° 56 du 18 avril 1997 (tableau ci-contre).

Ces prix d'achat à l'éleveur ne s'appliquent que pour l'OCEF et n'ont pas évolué jusqu'en 2013.

En décembre 2013, l'arrêté n°2013-3745/GNC fixe de nouveaux prix d'achat à l'éleveur. Ces derniers ne seront effectifs qu'en 2014.

Depuis 2006, le gouvernement, au travers de l'ERPA¹¹, verse une aide, comprise entre 45 et 60 F.CFP/kg de carcasse, afin de soutenir la filière bovine, principale raison de l'importante évolution de la valeur en 2007. En 2012, cette intervention a été revalorisée de 50F/kg en moyenne, expliquant également l'augmentation marquée de la valeur sur cette année.

Classes	Prix jusqu'en 2013 (en F.CFP par kg de viande ressuée)
Gros bovins	
classe Extra	460
classe A	440
classe B	400
classe C	355
classe D	230
Jeunes bovins	
classe Extra	445
classe A	410
classe B	365
classe E	185
Veaux	
classe A	450
classe B	415
classe C	375
classe E	185

10. 1 kg de viande ressuée équivaut à environ 1,03 kg de viande brute.

11. ERPA : établissement de régulation des prix agricoles.



Les ventes aux enchères des meilleurs animaux classés « extra » effectués par l'OCEF, permettent d'apporter aux éleveurs une plus-value parfois non négligeable. Cette surenchère a apporté une plus-value moyenne de 7 211 F CFP par animal en 2013. Le niveau moyen des surenchères a augmenté de manière pérenne avec la mise en place de l'appellation « Classe Extra Sélection ».

Bovins vendus aux enchères

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
nombre de carcasses (U)	1277	1129	968	1064	1197	1348	1407	1236	1247	1204
plus-value par carcasse (F/U)	1255	3322	9356	3484	3315	2662	2853	6338	6606	7211
plus-value au kg abattu (F/kg)	3,6	9,7	27,2	9,9	9,2	7,3	8,1	17,4	17,7	19,3
total plus-values (MF)	1,6	3,8	9,1	3,7	4,0	3,6	4,0	7,8	8,2	8,7

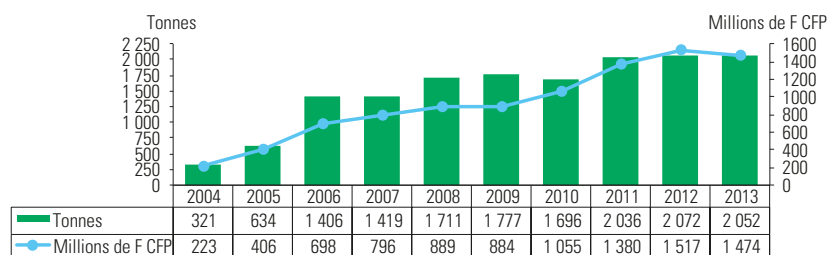
(Source : OCEF)

Les importations continuent leur progression

Les importations de viandes bovines ont connu une importante progression entre 2004 et 2013, passant de 321 tonnes à 2 052 tonnes. La chute du nombre d'animaux abattus à partir de 2005 est à l'origine de cette forte augmentation. L'augmentation des importations est encore plus saisissante en valeur : +67% entre 2009 et 2013 (contre une progression de 15% en volume). En effet, le prix d'achat moyen de l'OCEF¹² en 2010 a augmenté de 25% par rapport à 2009, du fait de l'augmentation de l'importation de morceaux nobles et chers, mais aussi d'une hausse notable de la devise Néo-Zélandaise (principal pays fournisseur de viande bovine). En 2011, les cours internationaux en forte hausse ont également impacté le prix moyen (+9% par rapport 2010). Si en 2013, le prix moyen a diminué de 2% par rapport à 2012, il reste néanmoins plus conséquent qu'en 2011 (+6%). Au cours de ces trois dernières années, les volumes des importations s'établissent autour de 2 000 tonnes annuelles. En 2013, les importations couvrent 44% des besoins du territoire.

Importations de viandes bovines

(Source : douanes)



Des exportations limitées à de rares ventes de reproducteurs

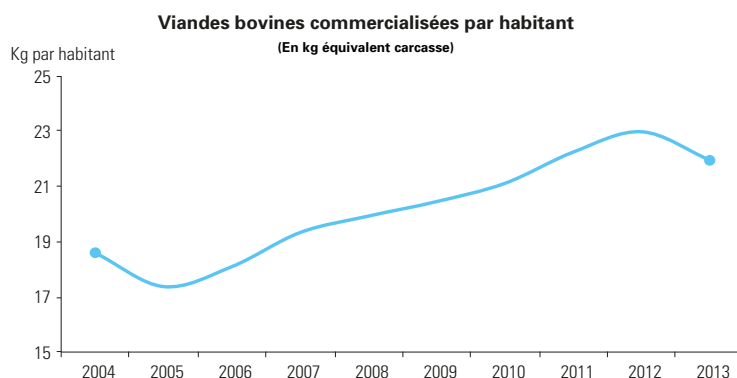
La Nouvelle-Calédonie n'exporte pas de viande bovine, seulement, et très rarement, des reproducteurs bovins. Les dernières exportations d'animaux concernent quinze reproducteurs en 1998 à destination de Fidji, trois en 2004 et deux en 2012 à destination de la Polynésie Française.

Les ventes contrôlées de viande progressent légèrement

Les ventes contrôlées de viande bovine, locale et importée, progressent entre 2005 et 2012 à un rythme régulier compris entre 3 et 9% par an. En 2013, ces ventes s'élèvent à 5 707 tonnes, soit 3% de moins qu'en 2012. Sur la base des ventes contrôlées, la consommation de viandes bovines (en équivalent carcasse) par habitant est d'environ 22 kg en 2013. A titre de comparaison, la consommation de viandes bovines est en 2013 de 24 kg en métropole (source : Agreste), 34 kg en Australie, 23 kg en Nouvelle-Zélande, 40 kg en Uruguay et 64 kg en Argentine (source : Economie de l'élevage, n°446, mai 2014, Institut de l'élevage, Confédération nationale de l'élevage). Mais la consommation réelle de viande bovine en Nouvelle-Calédonie est certainement supérieure, du fait notamment de l'autoconsommation, des échanges non monétaires (évalué à quelques centaines de tonnes par an).

12. L'OCEF a le monopole d'importation en viandes bovines.

Après avoir été pratiquement autosuffisante jusqu'en 2004 (le taux de couverture était alors de 92%), la Nouvelle-Calédonie a vu sa production de viande bovine fortement régresser en 2005 et 2006 et doit depuis importer plus du tiers de ses besoins. La couverture des besoins s'est encore dégradée en 2012 et 2013 avec un taux de couverture en volume de 56%, le niveau de consommation ayant par ailleurs fortement augmenté (+35% en dix ans).



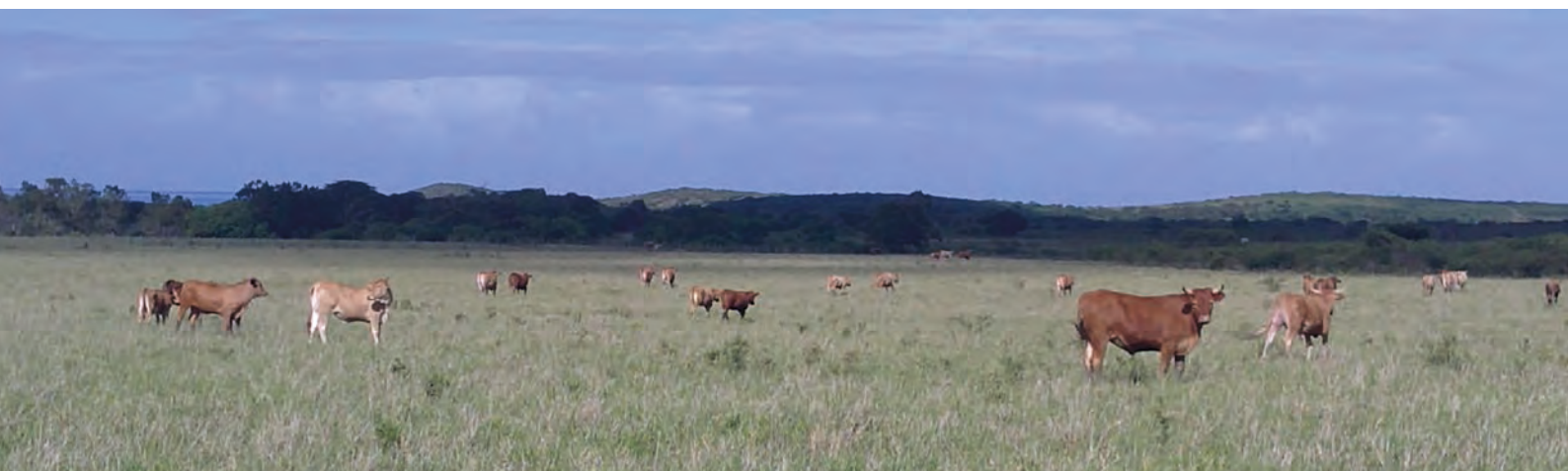
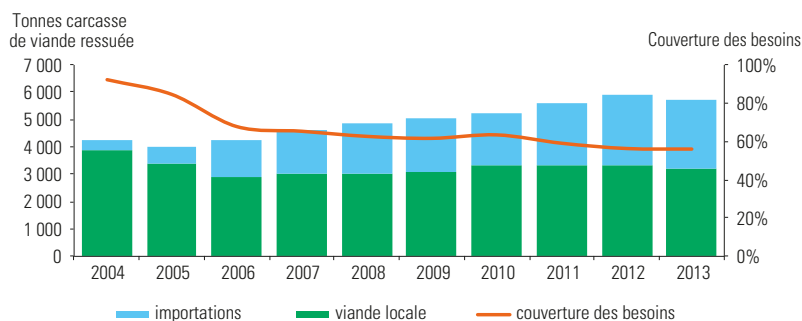
Ventes contrôlées de viandes bovines (en tonnes carcasse, viande ressuée)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Viandes locales	3 913	3 414	2 902	3 037	3 053	3 096	3 323	3 312	3 314	3 198
<i>dont OCEF + prestations de service</i>	<i>3 101</i>	<i>2 661</i>	<i>2 157</i>	<i>2 251</i>	<i>2 247</i>	<i>2 389</i>	<i>2 680</i>	<i>2 696</i>	<i>2 657</i>	<i>2 624</i>
<i>dont bouchers de l'intérieur</i>	<i>811</i>	<i>753</i>	<i>745</i>	<i>786</i>	<i>805</i>	<i>707</i>	<i>643</i>	<i>616</i>	<i>657</i>	<i>574</i>
Viandes importées*	328	620	1 378	1 610	1 817	1 926	1 914	2 294	2 570	2 509
Total (local + import)	4 241	4 035	4 280	4 647	4 870	5 023	5 236	5 606	5 883	5 707
<i>Couverture des besoins</i>	<i>92%</i>	<i>85%</i>	<i>68%</i>	<i>65%</i>	<i>63%</i>	<i>62%</i>	<i>63%</i>	<i>59%</i>	<i>56%</i>	<i>56%</i>

* Ventes OCEF de viandes importées, en équivalent carcasse

Sources : OCEF (y compris les prestations de service) et DAVAR (déclarations d'abattage des bouchers de l'intérieur. Les ventes réalisées par les bouchers sont considérées égales à leurs achats).

Viande bovine : production, importations et couverture des besoins





L'aviculture

Les volailles sont composées de l'espèce poule (poules pondeuses, poulettes, poulets de chair et autres poules et coqs formant les élevages familiaux), des canes et canards, des autruches, des oies, des couples de pigeons reproducteurs, des pintades, des dindes et dindons et des gibiers à plumes (faisans, perdrix et cailles). Les volailles sont présentes à travers toute la Nouvelle-Calédonie, dans 1 434 exploitations¹³. Les effectifs sont particulièrement importants dans certaines communes de la province Sud, qui concentre les principaux élevages industriels avicoles. En effet, les 10 principaux exploitants sont tous situés en province Sud et concentrent les trois quart du cheptel total. La province Sud totalise à elle seule 87,9% du cheptel calédonien.

Les éleveurs de **poules et poulets de chair** sont au nombre de 1 398 totalisant un cheptel de 337 955 animaux. En province des Iles Loyautés, les élevages sont essentiellement familiaux et de petites tailles. Seuls deux élevages possèdent au moins 1 000 animaux, les autres ont une vingtaine de têtes en moyenne. En province Nord, le nombre d'éleveurs a diminué d'un tiers en 10 ans mais le cheptel a progressé de 13,9%. De nombreux élevages familiaux ont disparu, au profit d'unités plus importantes. En province Sud, le nombre d'exploitations augmente. Cette province regroupe 87,4% du cheptel de poules et poulets de chair.



Plus encore que pour les autres productions animales, on observe pour l'aviculture un phénomène de concentration du cheptel dans quelques grosses unités : les 1 366 exploitations (97,7% de l'effectif) de moins de 500 têtes représentent 15,4% du cheptel avicole, et les 32 exploitations (2,3% de l'effectif) ayant au moins 500 têtes représentent 84,6% du cheptel total.

Concernant les **autres volailles**, le nombre d'exploitations s'élève à 316 pour 43 520 animaux. Comme pour les poules et coqs, la province Sud regroupe la grande majorité (91,8%) du cheptel.

Les productions avicoles ont un poids important dans l'économie agricole calédonienne. Avec un chiffre d'affaires de 1,7 milliard de F.CFP en 2013, la filière avicole se situe au deuxième rang des spéculations agricoles et représente 16% de la production agricole finale commercialisée (hors sylviculture et aquaculture).

Les abattages de poulets se maintiennent

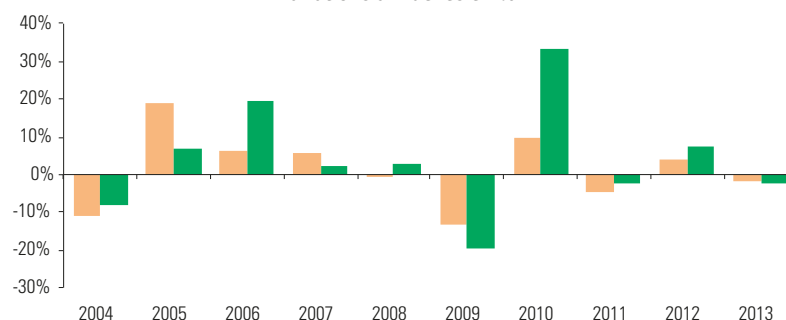
La viande de poulet provient de deux types d'élevage : les élevages de poulets de chair (standards, fermiers, coquelets, chapons...) et les élevages de poules pondeuses qui fournissent le marché de la viande avec les poules réformées. Les poulets de chair représentent 80 à 85% des abattages, les poules de réforme composant le reste.

La production locale a suivi dans l'ensemble une pente ascendante jusqu'en 2007/2008. En 2008, l'augmentation notable des prix des céréales et des poussins d'un jour a certainement impacté la production. La production baisse significativement en 2009, en raison notamment de la baisse de performance dans un des gros élevages, des difficultés d'approvisionnement en poussins d'un

Abattages contrôlés de poulets de chair et poules de réforme



Variations annuelles en %



13. Source : Principaux résultats du recensement agricole 2012 en Nouvelle-Calédonie, ISEE-DAVAR, 140p.

jour et en œufs à couvrir. L'amélioration de la production en 2010 semble provenir, pour certains des principaux producteurs de poulets standards en province Sud, de meilleures performances qu'en 2009. On notera également une augmentation notable des volumes abattus en province Nord, en majeure partie par le GIE Merü, avec une production principalement orientée en poulets fermiers.

En 2011, la filière enregistre une nouvelle baisse de production de près de 5%. En effet, à la pénurie de maïs local destiné à la provende (-22%) et au cours élevé du blé, est venue s'ajouter, en 2011, une augmentation des taux de mortalité dans les élevages (passés de 4% en moyenne en 2010 à près de 10% en 2011). Par ailleurs, les prix de vente en augmentation, ont sans doute contribué à la baisse de la demande du marché.

En 2012, la production augmente de 4%. Cette augmentation est principalement due à celle de la production de poulet fermier (+15%), du fait notamment de l'installation de producteurs et petits ateliers annexes¹⁴. La production ne connaît pas de forte variation entre les deux dernières années. Néanmoins, si la production de poulet de chair standard varie peu entre 2012 et 2013, celle de poulets fermiers diminue de manière plus importante (-8%). En 2013, sur les 648 tonnes abattues en poulets de chair (hors réforme), 77% sont des abattages en poulets standards.

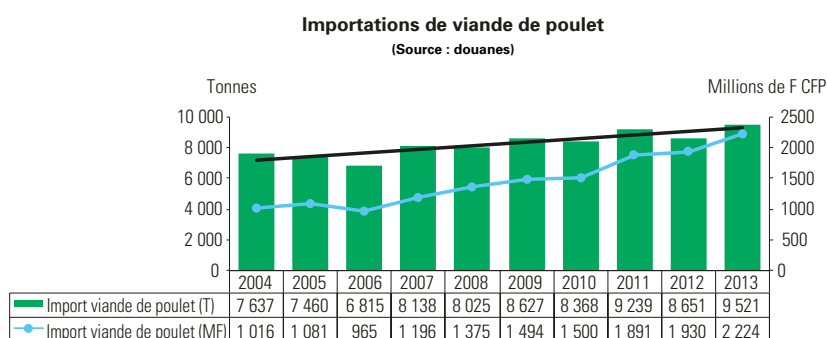
Des importations de viande de poulet qui ont tendance à progresser

En 2013, les importations de viande de poulet représentent 15,5% des importations de produits agricoles en valeur (2 224 millions de F CFP). Elles se situent au troisième rang des importations, après les produits laitiers et les céréales.

Représentant en volume 92% de la consommation totale de viande de poulet, ces importations ont tendance à augmenter sur ces dix dernières années, de près de 25% en volume et un peu plus du double en valeur.

Les importations de viande de poulet en morceaux ont augmenté de 51% en 10 ans en passant de 3 800 tonnes en 2004 à 5 700 en 2013. Celles des poulets entiers oscillent autour d'une moyenne de 3 600 tonnes par an.

La consommation de viande¹⁵ de poulet par habitant (abattages contrôlés et viandes d'importation) s'établit en 2013 à 40 kg/hab/an (contre 36 kg/hab/an en 2004). Ce volume est très important comparé à celui de la métropole, où le niveau de consommation de la viande de poulet se situe aux alentours de 15 kg/an/habitant en 2011 (25 kg/an/habitant pour l'ensemble des volailles)¹⁶.



14. Sources : données et informations : provinces Sud, Nord et Iles.

15. En équivalent carcasse. Les importations se composent néanmoins de carcasses et de morceaux, la consommation par habitant en équivalent carcasse est donc potentiellement plus élevée.

16. Source : Bilan production - consommation - France métropolitaine et DOM - AGRESTE, 2013.



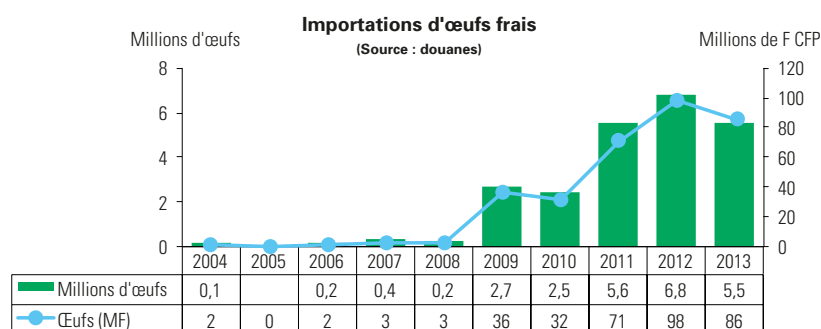
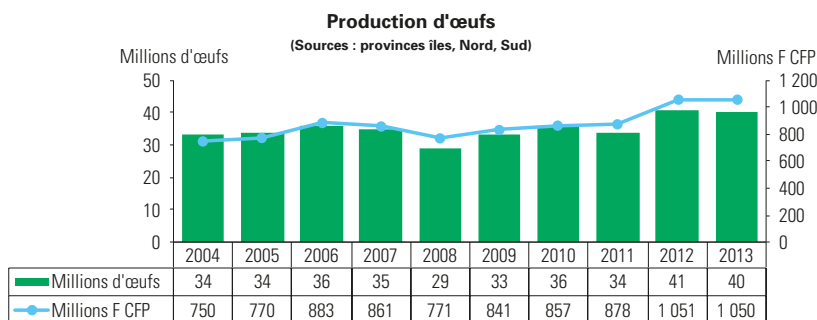
Une production d'œufs de consommation d'environ 40 tonnes

La production commercialisée d'œufs de consommation est essentiellement issue de la province Sud. Une petite production existe dans les provinces Nord et îles Loyauté, néanmoins marginale au regard de celle de la province Sud.

Après avoir connu une légère croissance jusqu'en 2006, la production d'œufs a connu une forte baisse en 2008, à la suite du déménagement et des travaux de modernisation d'une des principales unités de production. Retrouvant peu à peu son régime de croisière, la production a atteint en 2010 son niveau de 2006 (36 millions d'œufs). Une légère régression en 2011, due notamment à un cheptel vieillissant et des problèmes sanitaires, amène la production à 34 millions d'œufs.

Ces deux dernières années, on observe une hausse notable, avec une production d'environ 40 millions d'œufs, du fait principalement de meilleures performances observées chez les éleveurs (meilleur taux de ponte et augmentation de l'âge de réforme). La très légère régression observée en 2013 est principalement le fait d'une production quasi nulle sur la province des Îles Loyauté. En effet, si certains producteurs ont arrêté leur activité en 2013, deux autres producteurs des Îles sont en cours de restructuration¹⁷.

Les importations d'œufs frais étaient anecdotiques jusqu'en 2008, comparées aux besoins de la Nouvelle-Calédonie (1%).



Suite à la baisse de production de la filière enregistrée en 2008, une importation notable de 2,7 millions d'œufs pour 36 millions de F.CFP (prix CAF) a eu lieu en début 2009. La reprise d'activité progressive de la filière a nécessité le maintien de niveaux élevés d'importation avec notamment 5,6 millions d'œufs (pour 71 millions de F. CFP) en 2011. L'importation continue d'augmenter en 2012

en atteignant 6,8 millions d'œufs pour revenir aux alentours de 5,5 millions en 2013 (soit 349 tonnes), couvrant environ 12% des besoins.

Les importations d'ovo produits (œufs sans coquille transformés) destinés à la pâtisserie et à la restauration collective ont tendance à augmenter depuis 2004 même si l'évolution se fait en dents de scie. On observe deux pics : un en 2009 (21 tonnes) et un en 2012 (24 tonnes). En 2013, 12 tonnes ont été importées, représentant 11 millions de F.CFP (contre 2,6 tonnes en 2004 et 2,0 millions de F.CFP).

La commercialisation d'œufs frais par habitant tend à augmenter légèrement en passant de 148 en 2004 à 176 œufs par an en 2013. Elle reste tout de même inférieure à celle de la métropole avec un peu plus de 200 œufs en 2011¹⁸, mais proche de la Réunion avec 145 œufs par an et par habitant. Il y a de fortes disparités selon les régimes alimentaires. Les niveaux de consommation moyens d'œufs varient de plus de 300 œufs par personne et par an au Mexique, au Japon ou au Danemark, 230 à 250 œufs en Europe et aux USA, à moins de 100 œufs par personne et par an dans les pays africains¹⁹.

17. Sources : provinces.

18. Source : Bilan production - consommation - France métropolitaine et DOM - AGRESTE, 2013.

19. Source : ITAVI d'après FAO et Commission européenne.

L'accoupage et les reproducteurs

Importations et production²⁰ de produits d'accoupage

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
IMPORTATIONS (en millions de F.CFP)										
œufs à couvrir	34	34	29	31	57	53	30	37	43	40
poussins d'1 jour et reproducteurs	5	5	5	4	2	4	5	5	3	3
total des importations	39	39	34	35	60	56	35	42	46	43
PRODUCTION (en millions de F.CFP)										
Poussins d'1 jour et reproducteurs	97	102	101	109	109	106	99	86	110	105
<i>couverture des besoins (valeur)</i>	71%	72%	75%	76%	64%	65%	74%	67%	71%	71%

(Sources : douanes, provinces)

Les activités d'accoupage ont progressé jusqu'en 2007 pour représenter alors les trois quarts des besoins de la Nouvelle-Calédonie. Le recul de la production de poussins d'un jour enregistré en 2010 et 2011 s'explique principalement par la perte des marchés à l'exportation sur Tahiti et Wallis, ainsi que par le non renouvellement des cheptels ponte de certains producteurs d'œufs. La production remonte ces deux dernières années pour atteindre 71% en couverture des besoins en valeur en 2013. Cette hausse est principalement liée au renouvellement des cheptels de ponte des producteurs d'œufs entre 2011 et 2012, alors que sur les deux dernières années on observe un ralentissement de ce renouvellement. Par ailleurs, on note également la mise en place en province Nord d'un élevage de reproducteurs (GIE Merü).

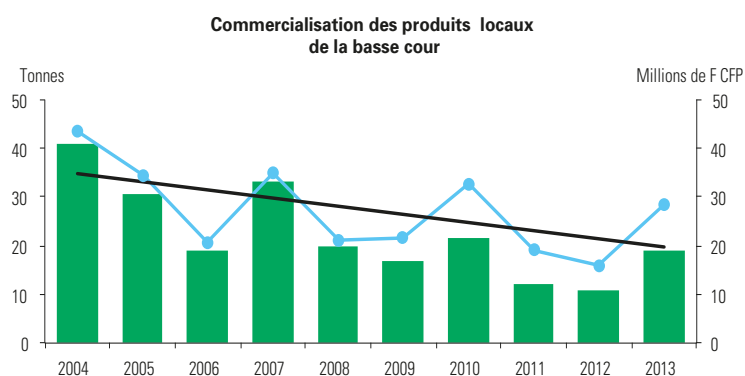
Les autres produits de basse-cour

Considérée comme « petite filière agricole », cette rubrique comprend les pigeons, les dindes et dindons, les canards et les pintades.

Commercialisation des produits locaux de la basse-cour

		2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
canards	tonnes	15,1	9,4	6,9	14,9	10,3	7,9	8,8	9,1	5,9	5,3
	millions de F	14,4	9,4	6,9	14,8	10,3	11,1	12,8	13,2	8,6	7,6
pigeons	tonnes	2,2	1,9	1,6	1,6	1,1	0,6	0,5	0,6	0,7	0,8
	millions de F	6,7	5,7	3,6	3,6	2,6	1,9	1,8	2,3	2,7	3,2
pintades	tonnes	22,0	18,3	8,3	14,5	6,5	8,3	10,7	1,9	4,2	4,6
	millions de F	20,9	18,3	8,3	14,5	6,5	8,7	15,8	2,6	4,6	5,1
dindes et dindons	tonnes	1,5	1,1	2,0	2,2	1,8		1,5	0,7	0,0	8,1
	millions de F	1,4	1,1	1,9	2,1	1,7		2,4	1,1	0,0	12,7
total	tonnes	41	31	19	33	20	17	21	12	11	19
	millions de F	43	34	21	35	21	22	33	19	16	29

(Sources : province Sud, producteurs)



Après une croissance remarquable jusqu'en 2001 (avec environ 80 tonnes), les produits de la basse-cour marquent depuis un déclin. Malgré l'adoption en 2006 par les producteurs d'une charte de qualité, qui a probablement participé à la reprise de la production en 2007, les difficultés de la filière persistent. Le marché du canard est toujours très demandeur en carcasse, mais la filière est handicapée par des coûts de production élevés et une pénurie de canetons d'un jour. Certains éleveurs de pigeons déclarent quant à eux réduire leur cheptel de reproducteurs en raison d'un prix de vente en boucherie dissuasif face au coût de production.

20. L'accoupage (œufs à couvrir, poussins, poulettes, canetons...), ainsi que les animaux reproducteurs, sont une consommation intermédiaire dont la valeur est incluse dans le produit fini. Le chiffre d'affaires de la production locale correspondante n'est donc pas individualisé dans le calcul de la production agricole finale.



Le gibier à plumes

La production de gibiers à plumes²¹ est essentiellement composée de cailles et, dans une moindre mesure, de faisans et de perdrix destinés à alimenter les parcours de chasse.

Production de gibiers à plumes

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
cailles (U x 1 000)	121,5	158,2	144,7	130,2	134,5	113,3	146,1	143,5	132,1	96,3
faisans et perdrix (U x 1000)	0,8		1,0	1,5	1,5	1,2	0,9	0,4	0,8	0
cailles (MF)	25,4	33,2	31,8	28,2	29,6	24,9	32,1	31,6	29,1	21,2
faisans et perdrix (MF)	1,8		2,3	3,8	2,5	3,0	2,1	1,1	1,8	0
total gibier à plumes (MF)	27,1	33,2	34,1	32,0	32,1	27,9	34,1	32,7	30,9	21,2

(Sources : province Sud, producteurs)

L'élevage de cailles est l'activité principale de quelques éleveurs localisés à Yaté, dans le sud de la Nouvelle-Calédonie. La production génère en 2013 un chiffre d'affaires de 21,2 millions de F.CFP, soit 31% de moins qu'en 2012.

Récapitulatif de la filière avicole

Bien que certaines données (productions autoconsommées ou échangées, ventes sur des circuits commerciaux informels,...) concernant des volumes plutôt faibles, restent imprécises, le bilan de la filière aviculture donne un aperçu de son évolution sur dix ans :

Importations et production de la filière avicole

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
IMPORTATIONS (en millions de F.CFP)										
viande de poulet	1 016	1 081	965	1 196	1 375	1 494	1 500	1 891	1 930	2 224
viande de basse-cour *	169	170	189	231	222	211	226	262	271	237
œufs de consommation	2	0	2	3	3	36	32	71	98	86
œufs à couver	34	34	29	31	57	53	30	37	43	40
poussins d'1 jour	6	5	5	4	2	4	5	5	3	3
total des importations	1 227	1 291	1 190	1 465	1 660	1 797	1 793	2 266	2 345	2 590
PRODUCTION (en millions de F.CFP)										
viande de poulet	390	417	500	510	526	424	565	552	592	578
viande de basse-cour *	71	68	55	67	53	50	67	52	47	50
poussins et autres animaux vivants exportés	8	9	7	6	10	12	13	3	1	1
œufs de consommation	750	770	883	861	771	840	857	878	1 051	1 050
total des productions	1 218	1 265	1 444	1 444	1 360	1 327	1 502	1 484	1 692	1 679
COUVERTURE DES BESOINS (calculée sur les volumes)										
œufs de consommation	100%	100%	100%	99%	99%	92%	94%	86%	86%	88%
viande de poulet et basse-cour	8%	9%	11%	10%	10%	8%	9%	8%	8%	8%

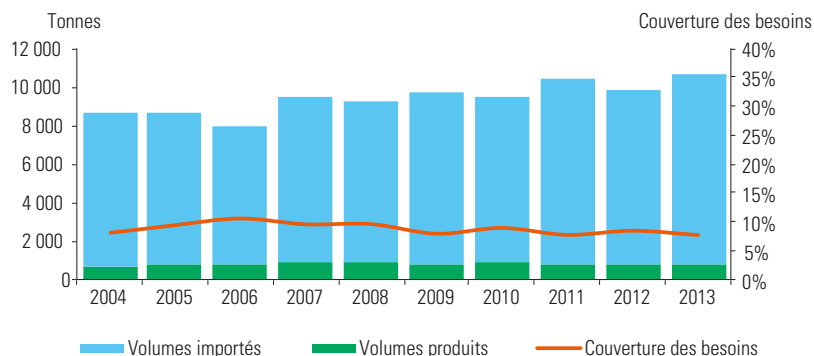
* Y compris gibier à plumes et viande d'autruche
(Sources : douanes, DAVAR, provinces, ERPA, producteurs)

En 2013, la production avicole locale, en valeur, est composée à 63% par les œufs de consommation et à 34% par les poulets et poules de réforme, le reste provenant des animaux de basse-cour et de poussins exportés.

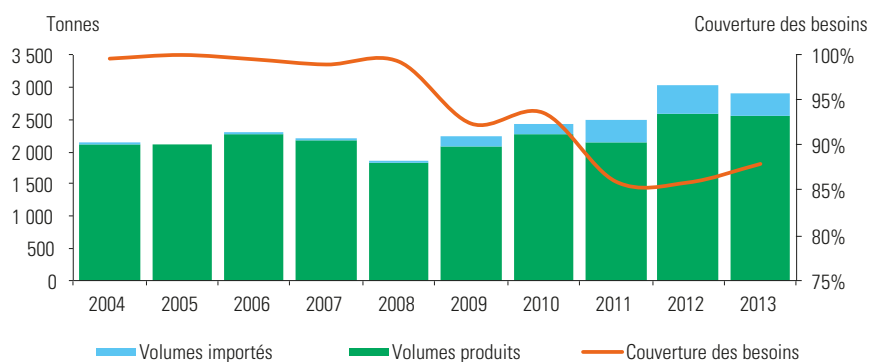
21. Dans les tableaux synthétiques, la production de gibier à plumes est comprise dans les animaux de basse-cour.

Après une augmentation marquée des volumes de viandes locales jusqu'à 2007 (+29% entre 2004 et 2007), ces derniers diminuent pour s'établir autour de 825 tonnes les quatre dernières années. Les importations continuent leur progression (+23% en dix ans), notamment en ce qui concerne la viande de poulets. Celles-ci constituent à elles seules 97 % du volume total des importations de viandes de volaille en 2013. Le taux de couverture en viande de volaille reste ainsi faible et équivalant à 8% en 2013. En ce qui concerne les œufs de consommation, la tendance s'oriente vers une diminution du taux de couverture, qui perd plus de 10 points en cinq ans (88% en 2013, contre 99% en 2008).

Viande de volaille : importations, productions et couverture des besoins



Œufs : importations, productions et couverture des besoins





L'élevage porcin

Le cheptel porcin, composé des verrats, truies mères, cochettes de remplacement, porcs à l'engrais et autres porcins²², compte 30 010 têtes en 2012, marquant une progression de 17,9% depuis 2002 (25 447 têtes). Le nombre d'élevages a quant à lui diminué de 20,6% sur cette même période, passant de 2 579 à 2 048. Les élevages porcins sont présents sur toute la Nouvelle-Calédonie, 45,5% des exploitations agricoles calédoniennes possèdent au moins un porc. Cette filière est très concentrée : sur les 2 048 éleveurs recensés, 8 possèdent la moitié du cheptel porcin. En revanche, on note une inégale répartition des exploitations et du cheptel.

Les îles Loyauté regroupent en effet plus de la moitié des élevages porcins (91,2% des exploitations de cette province possèdent au moins un porc). Mais ces derniers sont de type océanien, de taille modeste (6 porcs en moyenne), avec un mode de conduite non intensif. La conduite des élevages loyaltiens est orientée vers « l'épargne », la très grande partie de la production étant destinée aux dons et échanges à caractère coutumier.

A l'inverse, la plus grande partie du cheptel se situe en province Sud qui regroupe 60,4% des animaux. Les porcs à l'engrais prédominent et la taille moyenne des élevages est huit fois plus importante. Par rapport aux autres provinces, la vocation commerciale des élevages est plus marquée, avec une recherche de rentabilité de la production. La province Sud fournit la plus grande part du marché contrôlé de la viande porcine.

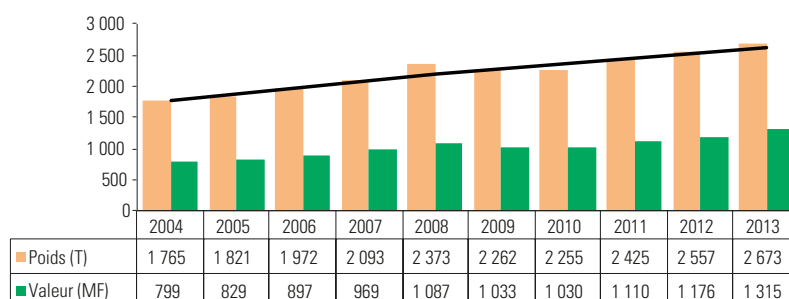
Enfin, en province Nord, la structure des élevages est intermédiaire. Les élevages familiaux y sont moins nombreux qu'aux Iles Loyauté et les autres ont une structure plus orientée vers une spéculation commerciale²³.



Progression régulière des abattages de porcs

La production contrôlée de viande porcine a progressé régulièrement depuis 2004, avec une croissance forte en 2008. Après une diminution de 5% sur les années 2009 et 2010, la filière rejoint en 2013 la croissance tendancielle observée ces dix dernières années avec 2 673 tonnes abattues. Comme pour la viande bovine, il existe un marché informel.

Abattages contrôlés de viande porcine



Variations annuelles en %



22. Il s'agit d'élevages familiaux composés de moins de dix têtes. Ils sont composés principalement de mâles et de femelles sevrés, non destinés à la reproduction ou au remplacement de reproducteurs, mais mis à l'engraissement à des fins principalement non marchandes (autoconsommation, dons, échanges, coutume).

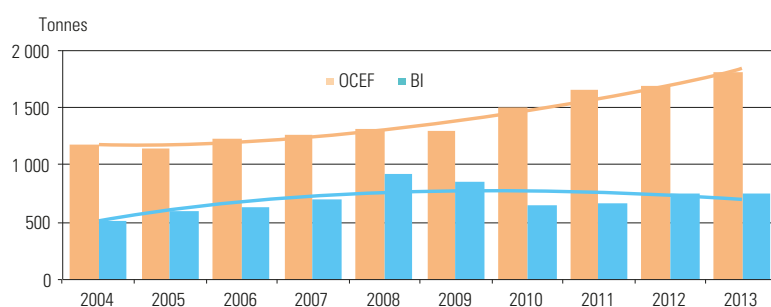
23. Source : Principaux résultats du recensement agricole 2012 en Nouvelle-Calédonie, ISEE-DAVAR, 140p.

Abattages réalisés par l'OCEF et les bouchers de l'intérieur (BI), par province

(en tonnes de carcasses, poids brut)

		2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
province Sud	OCEF	984	948	1 009	1 042	1 100	1 071	1 104	1 176	1 189	1 266
	BI	426	489	534	595	797	720	564	653	747	737
province Nord	OCEF	201	205	222	223	208	229	394	474	507	547
	BI	78	103	105	110	121	137	82	13	9	21
province îles	BI	0,3	0,2	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
total province Sud		1 410	1 436	1 542	1 636	1 897	1 791	1 669	1 829	1 936	2 004
total province Nord		278	308	327	333	329	366	476	487	516	568
total OCEF		1 184	1 153	1 231	1 264	1 308	1 299	1 498	1 650	1 696	1 813
prestations de service OCEF		77	77	103	124	147	105	110	109	106	101
total BI		504	592	638	705	917	857	646	666	756	759
total abattages contrôlés		1 765	1 821	1 972	2 093	2 373	2 262	2 255	2 425	2 557	2 673

(Sources : OCEF, DAVAR)

Abattages OCEF et bouchers de l'intérieur
(Sources : OCEF, DAVAR)

Après une légère progression entre 2004 et 2008, les volumes abattus par l'OCEF (hors prestations de service) augmentent rapidement ces quatre dernières années, passant de 1 300 tonnes en 2009 à 1 800 tonnes en 2013. On notera qu'en 2009, des mesures ont été prises par l'OCEF afin de reconquérir le marché.

Inversement, les volumes abattus et déclarés par les bouchers de l'intérieur arrêtent leur progression

enregistrée jusqu'en 2008, diminuant de 27% entre 2008 et 2011. Ils enregistrent une nouvelle hausse sur les deux dernières années (+14% entre 2011 et 2013) et représentent 30% des abattages en 2013 (hors prestations de service).

La production de viande porcine reste principalement issue de la province Sud qui fournit 78% des volumes abattus (hors prestations de service) en 2013. On note une augmentation importante ces quatre dernières années des abattages de l'OCEF en province Nord (plus de deux fois les volumes de 2009). La province Nord représente 30% du nombre de têtes abattues par l'OCEF en 2013, contre 16% en 2008. L'acquisition d'une importante exploitation située en province Sud et le déploiement progressif de ses activités en province Nord, auprès d'un certain nombre d'exploitants de la province, ont insufflé une certaine dynamique sur cette province.

Au dernier trimestre 2013, et suite au protocole d'accord sur l'accompagnement et le soutien financier apportés par la Nouvelle-Calédonie à la filière porcine, les prix d'achat de l'OCEF des carcasses locales de viandes porcines, qui n'avaient pas évolués depuis 1997, ont augmenté de 25 F CFP/kg (hors porcs de classe 3)²⁴. A l'image de la filière bovine, depuis octobre 2013, le gouvernement, au travers de l'ERPA, verse une aide de 125 F CFP/kg²⁵ de carcasse, afin de soutenir la filière porcine.

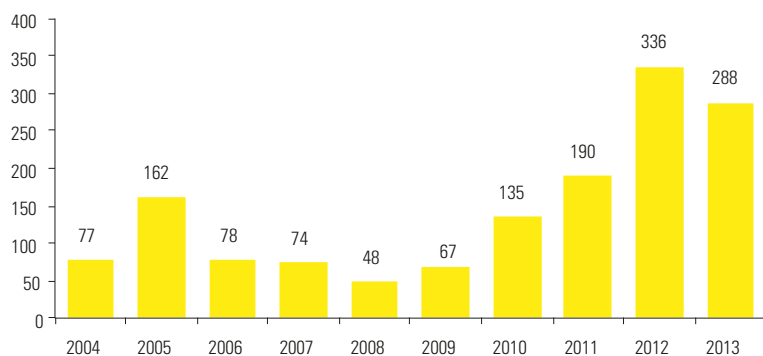
Classe	Prix 1997-sept 2013 (en F.CFP par kg de viande ressuée)	Prix à partir d'octobre 2013 (en F.CFP par kg de viande ressuée)
extra A	493	518
extra B	493	518
1A	458	483
1B	413	438
classe 2	378	403
classe 3	265	265

24. Arrêté n°2013-2597/GNC du 17 septembre 2013.

25. Cette aide concerne les carcasses classées en Extra A, 1A et classe 2, avec un poids compris entre 75 et 100kg.



Nombre de reproducteurs vendus en Nouvelle-Calédonie



Mise en œuvre par l'UPRA porcine, l'amélioration génétique du cheptel porcin calédonien repose sur trois actions principales : la sélection, l'insémination artificielle, la diffusion des reproducteurs. Le schéma de sélection repose sur quatre souches : Large-White, Landrace, Piétrain et Duroc. En 2012 et 2013, respectivement 336 et 288 reproducteurs (mâles et femelles) ont été commercialisés par deux élevages sélectionneurs-multiplicateurs. Ces reproducteurs

sont issus d'inséminations artificielles (semence congelée en provenance de métropole). L'amélioration génétique porcine passe aussi par l'amélioration de la diffusion de semence fraîche pour les éleveurs calédoniens. Le nombre de truies inséminées est en augmentation constante depuis dix ans (environ 16% par an) et s'élève à 321 en 2013, avec un taux de gestation de 72%.

Aucun reproducteur n'a été importé depuis 2000, où six animaux étaient arrivés de Nouvelle-Zélande.

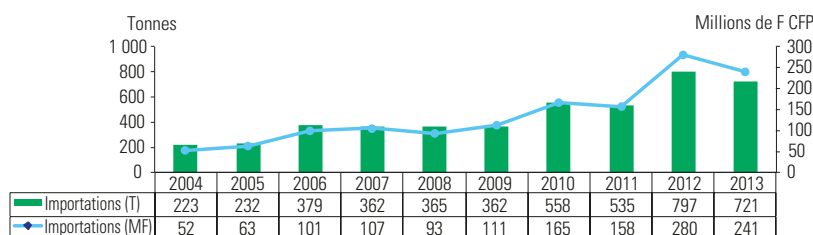
On notera par ailleurs que la qualité moyenne des animaux a progressé entre 2004 et 2008, pour ensuite se dégrader. En effet, alors que 58% des volumes abattus à l'OCEF étaient classés en extra (classes EA et EB) en 2004, ils s'élèvent à près de 80% en 2007 et 2008. La qualité des animaux s'est ensuite dégradée sur fin 2009 et 2010 (70%), pour s'améliorer ensuite sensiblement et s'établir en moyenne à environ 72% ces trois dernières années. Face à la demande croissante du marché, la pression exercée sur la production s'était ressentie sur le poids moyen des carcasses abattues à l'OCEF. En revanche en 2013, le poids moyen des porcs (hors cochons) a augmenté significativement passant de 84kg en 2012 à 86kg en 2013, notamment du fait des conditions d'écoulement plus tendues rencontrées à partir de la fin du deuxième trimestre²⁶.



Des importations plus conséquentes en 10 ans

Afin de répondre à une demande croissante, les volumes importés de viande porcine ont franchi un nouveau palier en 2012, approchant les 800 tonnes annuelles. Ces importations sont en partie destinées à la transformation (jambes, bardières, viande de cochon,...), les besoins en viande non transformée étant couverts en grande partie par la production locale. En 2013, les importations diminuent d'environ 10%. En effet, l'OCEF a dû substituer progressivement les découpes importées par la production locale supplémentaire. Le marché des carcasses porcines locales n'ayant pas été en mesure d'absorber la totalité de la production, cela a conduit à la découpe de 43 tonnes de porcs.

Importations de viandes porcines
(Source : douanes)



26. Source : Rapport d'activité de la section viandes, année 2013, OCEF.

A titre indicatif, on notera également des importations de lards et de viandes transformées²⁷ ainsi que de préparations à base de viandes et d'abats²⁸ (jambon et épaule) à hauteur respectivement de 213 tonnes et 1 209 tonnes en 2013. En volume, l'importation de ces produits a progressé de 30% ces dix dernières années.

Des porcs exportés essentiellement à Wallis et Futuna

Les exportations concernent essentiellement des animaux vivants, celles de viandes porcines étant rares et insignifiantes. Les animaux sont exportés à destination de Wallis et Futuna et, dans une moindre mesure, de la Polynésie Française. Ces exportations sont plus faibles que par le passé (plus de 200 animaux exportés par an en 2000 et en 2001). La dernière exportation date de 2010 et concerne cinq reproducteurs à destination de Wallis et Futuna.

Exportations de porcs vivants

		2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
porcs	unité	42	76	12	11						
	millions de F.CFP	1,8	3,2	0,5	1,3						
reproducteurs	unité	9						5			
	millions de F.CFP	1,1						0,3			

(Source : douanes)

Des ventes contrôlées de viande porcine qui augmentent

Les ventes contrôlées de viande porcine (viande locale et d'importation) augmentent fortement, passant de presque 2 000 tonnes en 2004 à 3 400 tonnes (+72% sur dix ans).

Ventes contrôlées de viandes porcines

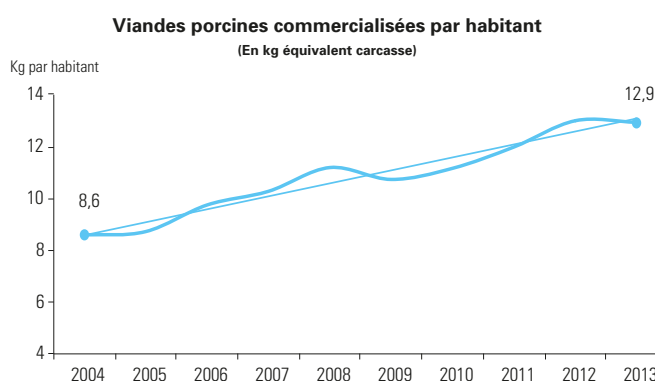
(en tonnes carcasse, viande ressuée)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Viandes locales	1 714	1 768	1 915	2 032	2 304	2 196	2 189	2 355	2 483	2 595
dont OCEF + prestations de service	1 225	1 194	1 295	1 347	1 413	1 363	1 563	1 708	1 749	1 859
dont bouchers de l'intérieur	489	574	619	684	891	832	627	647	734	736
Viandes importées*	239	257	391	438	431	439	579	665	818	768
total (local + import)	1 953	2 025	2 305	2 469	2 735	2 635	2 768	3 020	3 301	3 362
Couverture des besoins	88%	87%	83%	82%	84%	83%	79%	78%	75%	77%

* ventes OCEF de viandes importées, en équivalent carcasse

Sources : OCEF (y compris les prestations de service) et DAVAR (déclarations d'abattage des bouchers de l'intérieur. Les ventes réalisées par les bouchers sont considérées égales à leurs achats).

La commercialisation de viande porcine par habitant continue sa progression. Mais avec presque 13 kg équivalent carcasse par habitant et par an, elle reste inférieure à celle de l'union Européenne (39 kg en 2013, source : Agreste) ou de la France métropolitaine (environ 30 kg). Cependant, comme pour la viande bovine, la consommation réelle est supérieure, d'une part à cause du



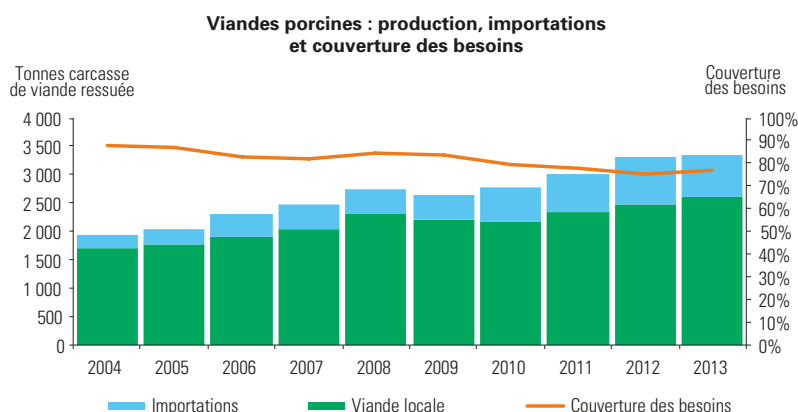
27. Lard et viandes salées ou en saumure, séchées ou fumées (jambons, poitrines et épaules salées ou en saumure, séchés ou fumés).

28. Autres préparations et conserves de viande (jambons, épaules et leurs morceaux), hors pâtés, saucissons ou autres produits transformés différents des jambons et épaules.



marché informel, mais aussi du fait de l'autoconsommation et des échanges non monétaires (plusieurs centaines de tonnes par an).

En 2004, la production locale couvrait 88% des besoins de la Nouvelle-Calédonie en viande porcine²⁹. Malgré une bonne progression de la production locale, ce taux de couverture régresse régulièrement, et atteint 77% en 2013. Cette évolution est liée au fort développement du marché de la viande porcine dans un contexte où la viande locale n'était pas suffisante. Courant 2013, ce marché s'est tassé et la production locale a atteint un seuil de saturation, entraînant un ralentissement des importations par l'OCEF.



Les ovins et les caprins

Sur l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie, les élevages de caprins ont diminué de 43% entre 2002 et 2012 et le cheptel de 61%. Le nombre d'élevages s'élève à 233 avec un total de 3 165 têtes.

La filière ovine est quant à elle en progression ces dix dernières années. En 2012, l'élevage ovien, exclusivement situé sur la côte Ouest, concerne 49 exploitations (+88% par rapport à 2002) et un cheptel de 3 654 animaux (+59%)³⁰.

Les activités de production et de commercialisation de ces filières sont mal connues. La part de l'autoconsommation, des échanges et des ventes d'éleveurs à des particuliers est importante par rapport aux autres ruminants, favorisée par le faible poids des carcasses. Les quantités de viande caprine locale mises sur le marché, de façon contrôlée, sont donc peu représentatives des quantités réellement consommées en Nouvelle-Calédonie. La Nouvelle-Calédonie n'importe, par ailleurs, pas de viande caprine. Les quantités commercialisées de viande ovine sont par contre beaucoup mieux connues car elles sont composées à 98% de viande d'importation. La production locale est faible et, même si une partie de sa commercialisation n'est pas connue, il est permis de penser que son poids influe très peu sur le volume total consommé.



29. Hors jambons, poitrines, épaules et lards en produits transformés.

30. Source : Principaux résultats du recensement agricole 2012 en Nouvelle-Calédonie, ISEE-DAVAR, 140p.

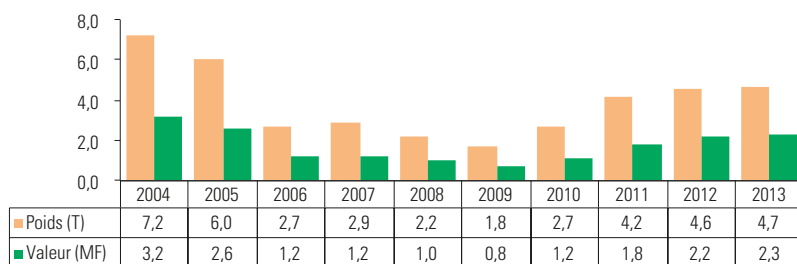
La production de viande caprine difficilement quantifiable

La mauvaise connaissance de la filière rend difficile l'estimation de la production de viande caprine. Au vu des déclarations d'abattage des bouchers de l'intérieur et des abattages réalisés en prestations de service par l'OCEF, la production contrôlée de viande commercialisée par ce circuit s'élève à 4,7 tonnes en 2013, en augmentation depuis 2009.

Par ailleurs, aucune importation de reproducteurs de race pure n'a eu lieu depuis 2000.

Abattages contrôlés de viande caprine

(Sources : DAVAR, OCEF)

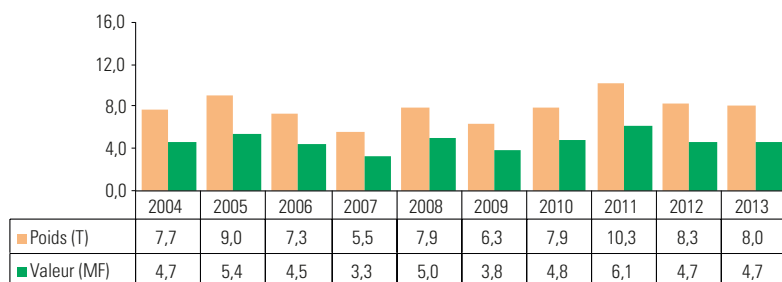


La viande ovine : des abattages concentrés en province Sud

L'élevage ovin est sur cette période exclusivement tourné vers la production de viande et n'existe que dans les provinces Nord et Sud. Si la province des îles Loyauté comporte un troupeau de caprins qui reste relativement important (selon le RGA 2012, 23% du cheptel calédonien se situe aux îles Loyauté), elle ne comprend à priori pas de mouton.

Abattages contrôlés de viande ovine

(Sources : DAVAR, OCEF)



Comme pour les caprins, la production et la commercialisation de viande ovine locale est mal connue. Les données disponibles sont issues des déclarations d'abattages des bouchers de l'intérieur et des abattages réalisés en prestations de service par l'OCEF. Depuis 2008, afin d'accompagner le développement de la filière, l'OCEF achète et commercialise également de la viande ovine.

Les abattages contrôlés varient peu sur ces dix dernières années. Ils s'élèvent en moyenne à 8 tonnes par an, la province Sud représentant environ 90% de ceux-ci.

Production de viande ovine par province

(tonnes de carcasses, poids brut)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
province Nord	0,9	0,5	0,6	0,5	0,8	0,8	0,2	0,8	0,5	0,9
province Sud	6,8	8,5	6,7	5,1	7,1	5,5	7,7	9,5	7,8	7,1

(Sources : DAVAR, OCEF)

Quelques reproducteurs destinés à l'amélioration génétique des troupeaux, ont été importés de Nouvelle-Zélande :

Importations d'ovins de race pure

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
reproducteurs de race pure (nombre)	56	10		2			243			
valeur (millions de F.CFP)	1,5	1,6		0,8			6,4			

(Source : douanes)

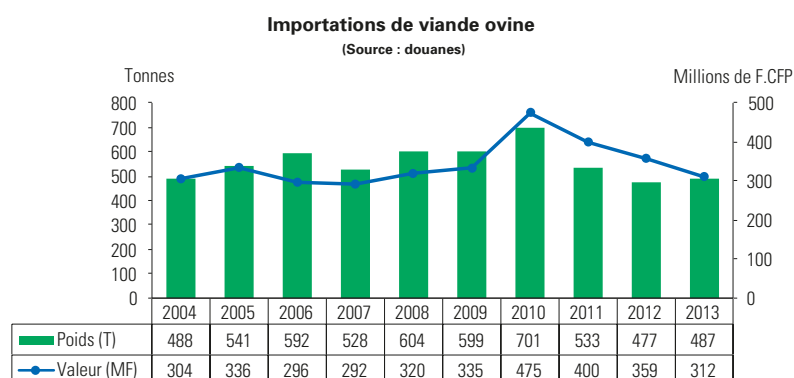
On notera également l'importation de 15 ovins en 2004, en plus des 56 classés dans les reproducteurs de race pure.



En raison de problèmes rencontrés sur l'importation de reproducteurs en 2009, la solution retenue afin de permettre une amélioration du cheptel ovin a été la constitution d'un troupeau de mères porteuses. 130 agnelles ont donc été achetées à des éleveurs calédoniens, expliquant en partie la baisse de la production sur 2009, baisse concernant principalement les abattages OCEF (-43% entre 2008 et 2009). Trois opérations de transferts embryonnaires ovins congelés (races Dorper et Suffolk) ont permis à partir des années 2011 et 2012 de constituer deux troupeaux pépinières ovins, sur financement de la province Sud. Le développement de bases de sélection et le contrôle des performances vise par ailleurs à produire des géniteurs mâles hautement qualifiés diffusés auprès des élevages sélectionneurs et commerciaux. D'autre part, la mise en place d'un projet en province Nord (Brebislait), avec deux bergeries et une fromagerie, pourrait permettre à terme une augmentation du nombre de têtes abattues. C'est dans le cadre de ce projet qu'a eu lieu en 2010 une importation importante de brebis et de deux béliers en provenance de Nouvelle-Zélande.

Les ventes de viande ovine en diminution

En volume, les importations de viande ovine ont progressé en moyenne de 23% sur la période 2004-2009. En 2010, ces importations augmentent brutalement avant de diminuer de nouveau de 30% et retrouver en 2013 un niveau équivalent à celui de 2004, avec environ 490 tonnes. Les prix moyens à l'importation ont fortement augmenté depuis 2010, passant d'une moyenne de 559 F.CFP/kg en 2009 à environ 680 en 2010 et un peu plus de 750 en 2011 et 2012. En 2013, le prix moyen à l'importation s'établit à 640 F.CFP/kg, soit 15% de moins qu'en 2012.



La production locale de viande ovine reste très faible au regard des quantités importées. Ainsi, les données de commercialisation de viande importée (représentant 98% des quantités commercialisées) permettent d'approcher la consommation de viande ovine en Nouvelle-Calédonie de manière plus précise que pour la viande caprine.

Commercialisation de viande ovine (en tonnes, viande ressuée)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
viande ovine d'importation	494	511	561	560	577	602	599	474	466	471
viande ovine locale	7	9	7	5	8	6	8	10	8	8
Commercialisation totale	501	520	568	565	585	608	606	484	474	479

(Sources : OCEF, DAVAR)

Les ventes de viande ovine ont diminué de 20% entre 2010 et 2011, du fait d'une diminution des volumes importés. Ces derniers ont été impactés par l'augmentation significative des prix à l'importation. Les ventes s'établissent ensuite à 480 tonnes en moyenne par an.

En 2013, si les ventes de carcasses importées et des découpes nobles sont stables, les découpes importées congelées, à destination des marchés de collectivités, augmentent significativement. D'autre part, en ce qui concerne les ventes de viande ovine locale de l'OCEF, les carcasses ovines locales font face à des difficultés d'écoulement, du fait d'une qualité hétérogène, tout comme la viande de transformation³¹.

Par habitant, la consommation de viande ovine est d'environ 1,8 kg (équivalent carcasse) en 2013. A titre de comparaison, cette consommation est en 2012 d'environ 2 kg dans l'Union Européenne (à 27 pays), 11 kg en Australie et 15 kg en Nouvelle-Zélande³².

31. Source : Rapport d'activité de la section viandes, 2013, OCEF.

32. Source : Estimation GEB-Institut de l'élevage d'après statistiques nationales et FAO.

L'élevage de cervidés

Le cerf rusa a été introduit en Nouvelle-Calédonie en 1870. « *Même s'il est d'origine exotique, il fait partie intégrante du contexte calédonien (contexte entendu au sens large)* » (extrait du rapport « Problèmes liés à la gestion des populations de cerfs sauvages et de chèvres ensauvagées en Nouvelle-Calédonie » CIRAD – 1997). Les cerfs (sauvages ou d'élevage) ne sont présents que sur la Grande Terre. Ils ne sont

représentés ni aux îles Loyauté, ni à l'île des Pins. Actuellement, le cerf, qualifié d'espèce envahissante, prolifère beaucoup trop et son impact sur les équilibres naturels est tel que des mesures de régulation de la population sont mises en œuvre depuis 2007. Afin de faire face au problème environnemental que pose le cerf sauvage, outre la réflexion menée sur la commercialisation de la viande de cerf chassé, une prime³³ à la mâchoire a été mise en place en 2008 par l'APICAN³⁴. Un Centre de Régulation des Gros Gibiers (CREGG) a été créé la même année. Ce centre s'est vu confier la collecte de mâchoires de cerfs sur l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie jusque fin 2012. En 2013, cette opération a été reprise par le Conservatoire des espaces naturels (CEN).



Les premières créations d'élevage de cerfs ont été autorisées en 1985³⁵, les conditions

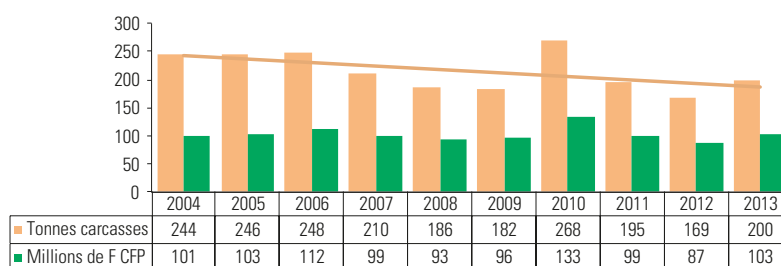
d'élevage et la commercialisation (uniquement à l'exportation) de la viande et des produits annexes sont alors réglementés.

D'après les données du RGA 2012, si une 60^e d'exploitations agricoles possèdent au moins un cerf, 36 n'ont aucune activité commerciale ni touristique, avec des cheptels de quelques animaux. Les éleveurs de cerfs en Nouvelle-Calédonie sont donc au nombre de 25 et possèdent 8 903 cerfs d'élevage (-33% en 10 ans).

Une production contrôlée irrégulière

La filière viande de cerfs d'élevage avait connu un essor remarquable jusqu'en 2002. Stabilisés trois ans autour de 245 tonnes entre 2004 et 2006, les abattages régressent jusqu'en 2009 pour retrouver les niveaux de 2000 (180 tonnes). Les abattages font ensuite un bond de près de 50% en 2010 avec 268 tonnes. 2011 et 2012 connaissent ensuite une diminution des volumes abattus (-37% par rapport à 2010). En 2013, les volumes abattus hors saisies s'élèvent à 200 tonnes, soit 18% de plus qu'en 2012, dont 79% proviennent de la province Sud.

Abattages contrôlés de viande de cerfs, hors saisies
(Source : OCEF)



33. De 1 000 F CFP par mâchoire, elle est passée à 3 000 F par mâchoire de cerf adulte et 5 000 F pour les faons en 2010, puis 1 000 F par mâchoire de mâle adulte et 3 000 F pour les femelles adultes ou les faons. En 2013, seules les mâchoires de femelles adultes sont primées (3 000 F).

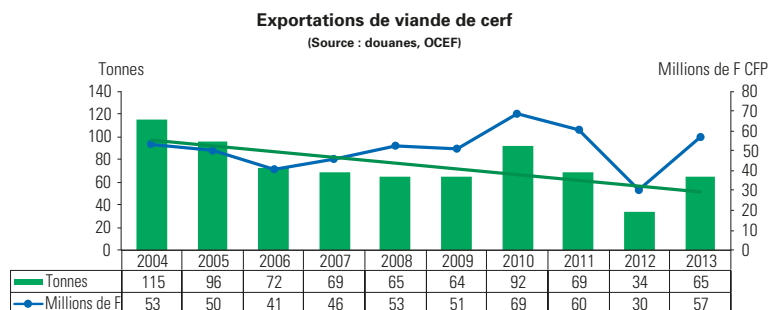
34. Agence pour la prévention et l'indemnisation des calamités agricoles ou naturelles.

35. Délibération n° 133 du 22 août 1985.



Des exportations à destination de la France métropolitaine

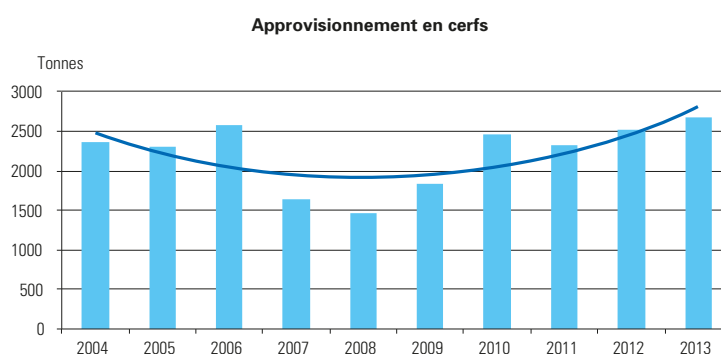
Les exportations de viande de cerf d'élevage se font essentiellement à destination de la France métropolitaine. Par convention avec l'EDEC et l'ERPA³⁶, l'OCEF assure l'abattage et la commercialisation du cerf à l'exportation. Depuis 1999, fort d'un nouveau partenariat métropolitain, les exportations de viande de cerf ont d'abord progressé de façon spectaculaire, avec toutefois une chute en 2003, conséquence du cyclone Erica. Après avoir retrouvé le cap des 100 tonnes en 2004, les exportations se sont rétractées. On notera le pic de 2010, conséquence de l'augmentation des abattages contrôlés cette même année. En 2012, la faiblesse de la production locale, et dans un contexte de crise européenne qui par ailleurs semble avoir impacté négativement les ventes de cerfs à l'exportation, avait engendré une chute des volumes de viande de cerfs exportés vers la France métropolitaine (34 tonnes). En 2013, les exportations s'élèvent à 65 tonnes, représentant 44% des ventes. En 2004 et 2005, les exportations représentaient près de 60% des ventes. Le marché local s'avère être désormais le premier débouché pour la viande cerf d'élevage.



La viande de cerf consommée issue à 90% de la chasse

Actuellement, la consommation de viande de cerfs dans les foyers calédoniens serait de l'ordre de 2 500 tonnes en moyenne par an (dont près de 90% provenant de l'autoconsommation, des dons et échanges)³⁷, soit environ 10 kg par an et par habitant, et approcherait ainsi celle de la viande de porc.

On observe en 2007 une chute brutale des volumes, concernant ceux en provenance du marché non monétaire. Le démarrage du gigantesque chantier minier de Goro Nickel a pu avoir un impact sur les prélèvements. Les travaux de construction in situ, en 2007 et 2008 principalement, ont absorbé une très grosse quantité de main d'œuvre sur cette période³⁸. On retrouve ensuite à partir de 2010 des niveaux de prélèvements au-delà des 2 000 tonnes.



En ce qui concerne les viandes de cerfs commercialisées en boucherie, elles font l'objet d'un abattage à l'OCEF. Il convient cependant de préciser que, depuis 2007, une modification des textes a rendu possible cet abattage dans des abattoirs agréés et inféodés aux élevages de cerfs.

Ventes locales de viande de cerf par l'OCEF

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
vente locales (T)*	69	68	102	84	71	65	87	79	66	83

* ventes de viande vendue localement, soit hors exportations. (Sources : OCEF, douanes)

On notera quelques importations marginales de viande et abats de cerf, anecdotiques au regard de la production locale et uniquement destinées à l'industrie de transformation.

36. EDEC : Etablissement de l'élevage de cervidés / ERPA : Etablissement de régulation des prix agricoles.

37. Approvisionnement des ménages calédoniens en produits d'origine animale, en fruits et en légumes (cette étude, financée par la Nouvelle-Calédonie, ne comptabilise pas les volumes passant par le hors foyer : restaurants, cantines, gamelles,...). Mesures effectuées sur un échantillon représentatif de ménages, une fois par trimestre jusqu'en 2013.

38. Plus de 5 000 personnes travaillaient sur le site fin 2007, environ 6 000 en juin/juillet 2008, 4 500 fin 2008 et 900 courant 2009 (source : IEOM, rapport annuel 2009).

L'élevage équin

Le RGA 2012 fait état de 5 584 équidés (contre 7 512 en 2002), présents dans les exploitations agricoles. Les équidés comprennent ici chevaux, poneys et ânes, présents sur les exploitations agricoles recensées. Sont notamment exclus du recensement les animaux présents dans des clubs d'équitation ou chez des particuliers, qui ne font pas de reproduction d'équidés, ou dans des unités dont la dimension est inférieure au seuil déterminant l'exploitation agricole. Le nombre d'équidés calédoniens est donc supérieur à celui entrant dans le cadre du recensement agricole.

Audrey GUILLEMIN³⁹, en 2004, estimait le nombre de chevaux à 10 000. Philippe SEVERIAN, dans le cadre d'une étude demandée par l'Upa équine à la province Sud⁴⁰, évaluait à environ 8 500 le nombre de chevaux domestiques en Nouvelle-Calédonie en 2005. Aujourd'hui, la population équine serait d'environ 10 000 individus, soit environ un cheval pour 26 habitants (soit plus de 4 fois par rapport à la métropole).

Peu structurée jusqu'à la création fin 1998 de l'Upa équine, la filière équine a une importance notable si l'on considère le nombre de chevaux en Nouvelle-Calédonie. En 2013, l'Upa équine rassemble 480 éleveurs et propriétaires adhérents, issus à plus de 70% de la province Sud⁴. Le CRE (comité régional d'équitation) recense 2 552 licenciés en équitation en 2013 (rapport annuel 2013 du CRE). Le nombre de personnes travaillant dans cette filière représentait, selon Philippe SEVERIAN, 330 équivalents temps plein (ETP) en 2006. On estime aujourd'hui qu'environ 350 ETP évolueraient dans la filière.

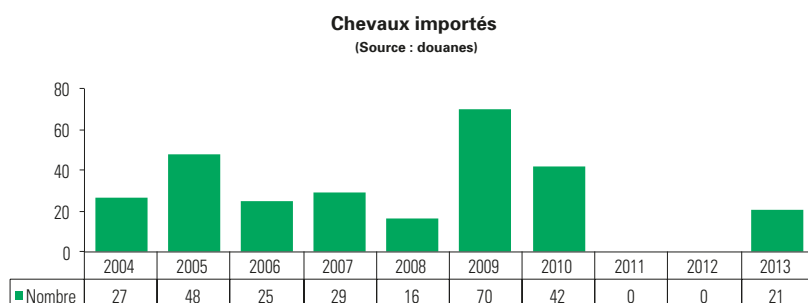
Si des indicateurs existent et permettent un suivi technique de la filière, peu d'éléments statistiques concernant la production de la filière équine sont disponibles. Les données suivies concernent les saillies (en moyenne 280 par an) et les naissances qui ont progressé ces cinq dernières années (220 en moyenne par an), déclarées à l'Upa équine. En 2013, les races Pur-sang, Quarter Horse et Cheval de Selle Calédonien représentent près de 50% des 230 naissances de l'année.

Le nombre de chevaux importés (reproducteurs inscrits dans un stud book) montre l'intérêt des éleveurs pour améliorer leurs élevages. Ces dix dernières années, 278 chevaux ont été importés en Nouvelle-Calédonie, pour une valeur totale de 208 millions de F.CFP⁴¹. Aucune importation n'ont eu lieu en 2011 et 2012 du fait de la fermeture de la quarantaine. En 2013, 21 chevaux ont été importés d'Australie et de Nouvelle-Zélande, dont environ la moitié sont des Pur-sang.

Quelques abattages de chevaux ont été déclarés par les bouchers de l'intérieur jusqu'en 2009.

Les importations de viande chevaline restent anecdotiques : 640 kg en 2005, 370 kg en 2012 et 640 kg en 2013.

La filière équine est sans nul doute dotée d'un poids important dans l'économie agricole et rurale de la Nouvelle-Calédonie, en particulier avec le cheval de travail (« cheval de stock »), lié à l'élevage bovin sur la Grande Terre.



39. « Le cheval en Nouvelle-Calédonie : espace et société », Audrey GUILLEMIN, mémoire de maîtrise en géographie – 2004.

40. « La passion du cheval en Nouvelle-Calédonie » - 2005 - et « A la rencontre de la filière Cheval en Nouvelle-Calédonie » - 2006, Philippe SEVERIAN, mémoire de master de développement territorial et d'aménagement du territoire.

41. Source : douanes.



La cuniculiculture

En 2012, la cuniculiculture intéresse une centaine d'élevages avec environ 6 000 animaux⁴² (-22% par rapport à 2002). Elle est fortement concentrée en province Sud, qui regroupe 99% du cheptel total, en grande partie à Païta et à Bourail. A l'image des volailles, l'élevage des lapins est très concentré. Une dizaine de producteurs principaux regroupent 76% du cheptel total avec en moyenne 450 animaux, fournissant une grande partie de la production commercialisée. Les autres élevages possèdent en moyenne 16 animaux.

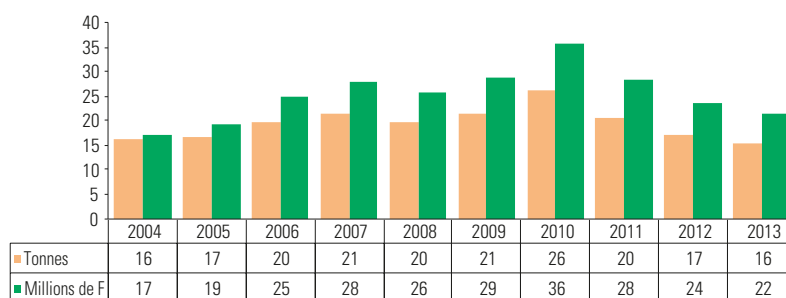
La production reste stable

La production locale a connu une année 2010 en progression avec 26 tonnes commercialisées. Elle se situe en moyenne autour de 19 tonnes par an. L'importation de viande de lapin a diminué de moitié en 2012 et 2013 (6 tonnes), alors que la Nouvelle-Calédonie importait, auparavant, entre 11 à 16 tonnes par an.

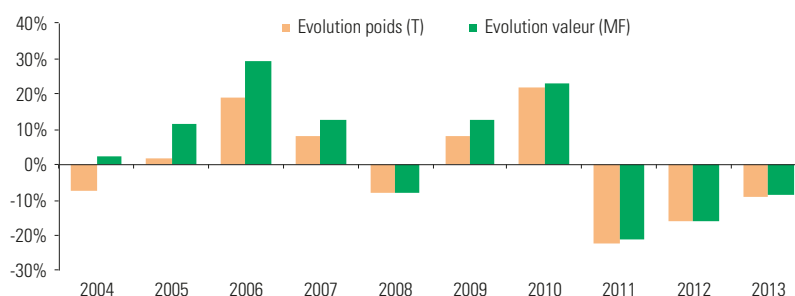
Pour maintenir et améliorer le potentiel génétique, la Nouvelle-Calédonie a importé un nombre non négligeable de lapins reproducteurs. On retrouve principalement le lapin Hyla, Californien ou Néo-Zélandais. On trouve également dans les élevages des lapins de race Fauve de bourgogne, Papillon ou Argenté de champagne. Entre 2004 et 2011, plus de 200 animaux ont été importés de France métropolitaine.

L'impossibilité d'importer des reproducteurs depuis fin 2010, et donc de renouveler le cheptel, a sans doute participé à la chute de la production en 2011 (perte de qualité génétique). En 2013, 5 animaux ont à nouveau été importés.

Production commercialisée de lapins



Variations annuelles en %



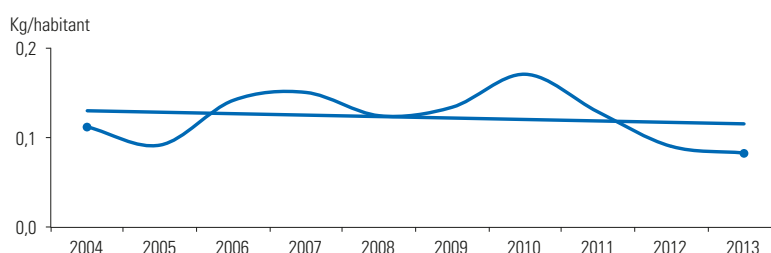
Commercialisation de viande de lapin

		2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
production commercialisée	tonnes	16	17	20	21	20	21	26	20	17	16
	millions de F	17	19	25	28	26	29	36	28	24	22
importations	tonnes	9	5	14	15	11	11	16	12	6	6
	millions de F	5	3	9	11	7	7	10	10	5	5

(Sources : provinces, douanes)

Les volumes commercialisés représentent 0,08 kg/an/habitant et par an en 2013. La consommation réelle de viande de lapin est très certainement supérieure avec la présence d'élevages à caractère familial. Elle est toutefois faible si on la compare à celle de la métropole qui était de l'ordre de 1,3 kg/an/habitant.

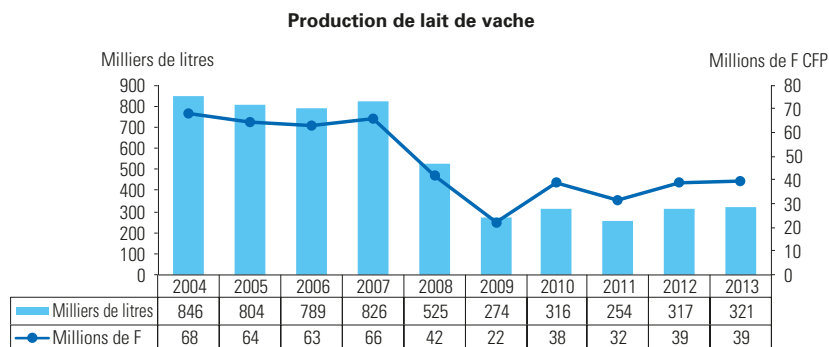
Consommation de viande de lapin par habitant



42. RGA 2012

La production laitière

La production locale couvre 0,4% des besoins



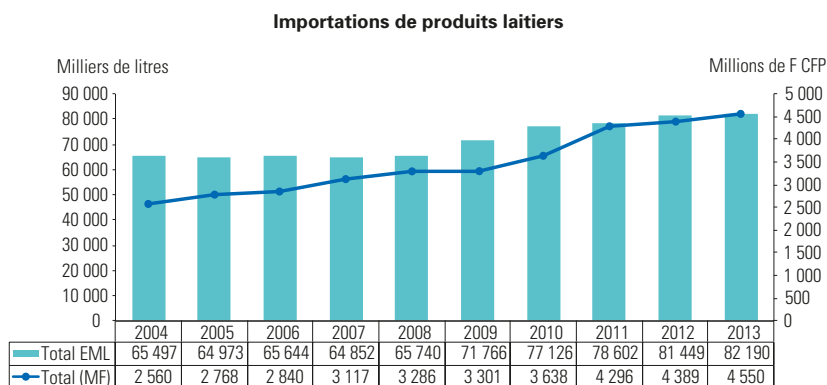
En 2013, la Nouvelle-Calédonie produit principalement du lait de vache, issu exclusivement de la province Sud. Le seul élevage de caprins laitiers a cessé son activité en 2000. Il était installé en province Sud avec une trentaine de chèvres dans les années les plus fastes, pour une production de lait (15 à 20 000 litres par an) entièrement transformée en fromages (2,5 à 3 tonnes de fromages par an). Un projet de production laitière (lait

de brebis) et de transformation fromagère a par ailleurs vu le jour en province Nord.

La Nouvelle-Calédonie n'a pas, à proprement parler, de tradition laitière. Au regard de la consommation totale de lait et de produits laitiers en 2013, la production calédonienne couvre 0,4% des besoins exprimés en équivalent milliers de litres de lait. Trois unités de production, toutes situées en province Sud, commercialisaient du lait et des produits laitiers locaux jusqu'en 2007. En 2009, deux d'entre elles ayant cessé leurs activités, la Nouvelle-Calédonie ne compte plus qu'un seul producteur laitier bovin. Après une relative stabilité jusqu'en 2007, la production laitière en Nouvelle-Calédonie décroît ainsi fortement pour se stabiliser autour de 300 milliers de litres par an depuis 2009.

Les produits laitiers au 1^{er} rang des importations de produits agricoles

Les importations de lait et de produits laitiers s'élèvent à 4,5 milliards de francs en 2013. Elles se situent ainsi au premier rang des produits agricoles importés en Nouvelle-Calédonie, bien avant les produits de l'aviculture (2,6 milliards de F.CFP en 2013) et les céréales (2,5 milliards de F.CFP). Ces importations couvrent plus de 99% des besoins de la Nouvelle-Calédonie.



Importations de produits laitiers (exprimées en EML : équivalent milliers de litres de lait*)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
lait UHT	3 638	3 943	4 046	4 224	4 712	3 925	3 466	4 535	4 359	4 282
lait en poudre	19 130	17 617	20 303	18 475	14 426	16 405	15 513	17 250	16 885	13 409
crèmes, fraîche et UHT	11 693	11 872	10 597	10 155	12 057	16 728	22 974	18 456	22 280	23 385
autre lait concentré non solide	446	171	298	192	225	216	249	253	228	941
laits fermentés	3	9	16	28	36	67	99	180	241	259
beurre et autre matière grasse	14 433	15 563	14 650	14 797	16 818	15 972	15 988	17 487	16 655	17 346
tous fromages	16 154	15 797	15 735	16 980	17 466	18 454	18 837	20 440	20 801	22 568
total (EML)	65 497	64 973	65 644	64 852	65 740	71 766	77 126	78 602	81 449	82 190

(Source : douanes, conversion en EML)

*. Les volumes d'importation sont traduits en équivalent milliers litres de lait (EML) pour rendre comparables les quantités importées et les quantités produites, d'une part, et pour connaître la quantité de lait frais qu'il faudrait produire pour se substituer aux importations. Cette approche théorique permet une comparaison entre la production actuelle de lait frais et le volume total virtuellement consommé en Nouvelle-Calédonie.



Importations de produits laitiers

(en millions de F.CFP)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
lait UHT	266	298	297	320	384	299	300	417	391	391
lait en poudre	792	776	898	979	794	806	871	1 073	1 055	937
crèmes, fraîche et UHT	211	241	223	242	302	342	440	449	512	584
autre lait concentré non solide	31	11	14	17	21	21	24	36	27	101
laits fermentés	2	3	7	13	12	22	34	65	89	93
beurre et autre matière grasse	214	261	238	274	356	327	386	468	445	466
tous fromages	1 045	1 177	1 164	1 274	1 417	1 483	1 582	1 788	1 870	1 978
total (millions de F.CFP)	2 560	2 768	2 840	3 117	3 286	3 301	3 638	4 296	4 389	4 550

(Source : douanes)

En 10 ans, les importations de produits laitiers ont augmenté de 25% en quantité, et plus fortement en valeur (+78%). En 2013, ces importations sont composées à 28% par les crèmes fraîches, 27% par les fromages, 21% par le beurre et autres matières grasses du lait et 16% par les laits en poudre. Le lait UHT ne représente que 5% des importations (pourcentages calculés sur les valeurs EML).

Le marché du lait de vache et de ses produits dérivés

Largement dominée par les importations, la consommation de lait et de produits laitiers représente l'équivalent de 327 kg de lait par personne en 2013 (378 kg en France métropolitaine en 2010, source : Agreste).

Si, en Europe, la consommation de lait longue conservation est constituée de 90% de lait UHT et 10% de lait en poudre, en Nouvelle-Calédonie, le rapport est quasiment inversé (24% de lait UHT et 76% de lait en poudre, converti en lait reconstitué). La consommation de lait liquide est de moins de 20 litres par habitant, contre 54 litres en moyenne en France métropolitaine en 2013. Pour l'anecdote, on notera également que le calédonien mange 9 kg de fromages par an, contre 26 kg en métropole en 2013.



L'apiculture

Un rucher en essor

Les pères Maristes, venus d'Australie, auraient apporté les premiers essaims à l'île des Pins et aux îles Loyauté en 1848. Le centre de promotion de l'apiculture⁴⁴ (CPA) de Boghen/Bourail a permis d'importer d'Australie, de Nouvelle-Zélande et d'Europe des reines sélectionnées, pour enrichir le patrimoine génétique des essaims, dès 1987. L'essentiel du cheptel de production a une forte dominante italienne (*Apis mellifica ligustica*) et le gros des essaims sauvages est à dominante noire (*Apis mellifica mellifica*)⁴⁵. La Nouvelle-Calédonie produit un miel dont les qualités techniques et gustatives sont appréciées et reconnues (le miel calédonien a remporté à plusieurs reprises des prix à la foire de Paris).

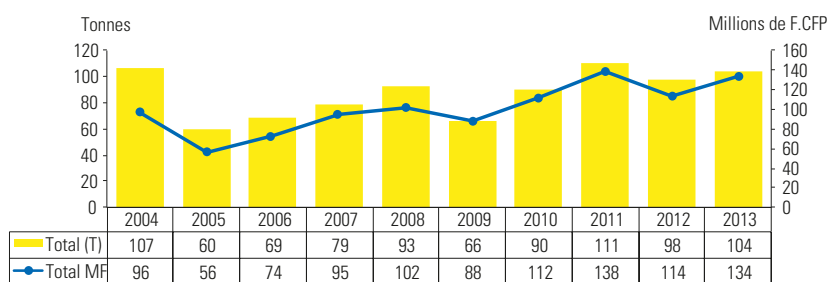


Comme dans de nombreux pays, l'apiculture en Nouvelle-Calédonie est une activité modeste, occupant une main d'œuvre équivalant à près de 36 emplois à plein temps⁴⁶. Activité secondaire pour une grande majorité de producteurs, ils sont une dizaine à consacrer l'essentiel de leur temps à la profession d'apiculteur.

Néanmoins, le recul de l'apiculture qui frappe aujourd'hui un nombre croissant de pays, parfois de façon inquiétante, épargne la Nouvelle-Calédonie. Au contraire, l'apiculture connaît ici un essor remarquable, le nombre de ruches ayant plus que triplé en dix ans (source : RGA 2012). Ce développement concerne les trois provinces et tout particulièrement la province Sud où le cheptel apicole a quadruplé. A elles seules, les communes de Bourail, Dumbéa et Païta concentrent un quart des apiculteurs calédoniens. Au total, 300 apiculteurs ont été recensés élevant 6 804 colonies. Parmi eux, 46% vendent au moins la moitié de leur production et possèdent 81% des ruches. Plus de la moitié ne procèdent à aucune vente, dénotant le caractère généralement amateur et passionné de l'apiculture.

La production locale couvre 96% des besoins

Production commercialisée de miel



L'enquête 2011 évaluait la production totale de miel en 2010 à un peu moins d'une centaine de tonnes, dont 90 tonnes étaient commercialisées, le reste étant autoconsommé, donné ou échangé. Les producteurs ont déclaré commercialiser environ 50% à la distribution, et plus de 40% en vente directe.

Après une chute en 2009, à la suite de mauvaises récoltes dues à une floraison peu abondante, la production commercialisée de miel repart à la hausse. Elle s'élève à environ 100 tonnes en 2013.

44. Le CPA est un des cinq centres de l'association interprovinciale de gestion des centres agricoles (AICA).

45. Source : Audit du rucher Calédonien – Gérard Laroque et Gilles Ratia – 2002

46. Enquête sur l'apiculture en Nouvelle-Calédonie – DAVAR – 2011. Enquête recensant 341 personnes possédant 6 150 colonies.



Evaluation de la production commercialisée de miel par province (en tonnes)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
province Sud	51	31	35	45	55	40	67	70	51	55
province Nord	50	22	25	30	33	20	20	35	35	35
province îles	6	7	9	4	5	6	3	6	12	14
Total	107	60	69	79	93	66	90	111	98	104

(Sources : provinces, DAVAR et Centre de promotion de l'apiculture)

En Nouvelle-Calédonie, le miel est en grande partie consommé en frais. Il est peu transformé (bonbons, pains d'épice...). Quelques autres produits de la ruche sont commercialisés, le tableau ci-joint donne les quantités relevées lors des enquêtes conduites en 2008 et 2011.

Commercialisation (kg)	2006	2007	2008*	2009	2010
Pollen (équivalent frais)	155	165	Valeurs non disponibles	62	117
Gelée royale**		0,5		3	4
Cire	245	402		385	613
Propolis	0,5	10		8	10
Essaims (unités)***	281	211		127	387
Reines (unités)	82	119		96	228

* L'enquête 2008 a permis de recueillir les quantités produites en 2006 et 2007. Celle de 2011 a permis d'obtenir les données de 2009 et 2010. Les productions de l'année 2008 ne sont donc pas connues.

** Les quantités de gelée royale et de propolis déclarées produites en 2009 et 2010 semblent surestimées.

*** Les essaims peuvent être vendus en paquets ou sur cadre.

Les importations de miel sont en moyenne de 3,6 tonnes par an sur la période. Elles restent néanmoins faibles au regard de la production locale. Les maxima sont atteints en 2004 et 2010 avec 4,5 tonnes.

La consommation de miel par habitant s'établit à 0,41 kg de miel en 2013. A titre de comparaison, cette consommation annuelle par habitant est de 0,4 kg à la Réunion, 0,6 kg en Métropole et près de 1,6 kg en Grèce qui est le plus gros consommateur européen de miel. Ces données permettent de penser que la production locale possède toujours une marge de manœuvre, d'autant plus que le miel calédonien bénéficie d'une excellente réputation et que l'environnement sanitaire calédonien reste préservé.

Importations de miel

(Source : douanes)





LES PRODUCTIONS VÉGÉTALES





LES LÉGUMES

Avec un chiffre d'affaires de 2,8 milliards de francs CFP en 2013¹, les légumes se situent au premier rang des productions agricoles calédoniennes commercialisées et représentent 26% de la production agricole finale commercialisée. La production maraîchère de Nouvelle-Calédonie est variée (voir liste des principaux légumes en page 99). Elle regroupe (successivement traités dans ce chapitre) :

- les légumes frais ;
- les oignons ;
- les légumes secs ;
- les tubercules tropicaux ;
- les pommes de terre ;
- et les squashes².

La Nouvelle-Calédonie produit aussi bien des légumes dits « tempérés » (tomates, salades, choux fleurs, oignons...), que ceux traditionnellement cultivés (bananes poingos, ignames, taros,...).

En 2013, 83,5% des légumes commercialisés sont produits par la province Sud, 16,5% par la province Nord, la production déclarée commercialisée de la province des îles Loyauté restant marginale.



Les légumes frais

En 2012, 535 exploitations ont déclarés cultiver des légumes frais³ sur 546,8 hectares (soit 10% de la surface totale occupée par des cultures), dont environ 70% en commercialisent une partie. Cependant, dans de nombreux cas, les légumes frais sont associés à d'autres cultures, en particulier dans les jardins familiaux. Les surfaces effectivement occupées par les légumes frais sont donc supérieures à celles déclarées par les maraîchers. Les cultures de légumes frais se situent généralement à proximité des principaux centres de consommation. Ainsi, près de 90% des surfaces sont localisées en province Sud, en particulier sur les communes de Bourail, Dumbéa et Païta qui regroupent 58% des surfaces maraîchères calédoniennes. En province Nord, Pouembout concentre 52% des surfaces provinciales.

6 700 tonnes de légumes frais locaux commercialisées en 2013

Les légumes frais sont composés d'une trentaine de variétés de légumes et d'une vingtaine de plantes aromatiques. Mais, sur un total de 3 460 tonnes déclarées au marché de gros en 2013, huit légumes constituent 80% de ces volumes : les concombres (18%), les tomates (15%), les salades (13%), les choux verts (12%), les carottes (9%), les courgettes (5%), les choux de chine (4%) et les citrouille (4%).

Sur environ 250 exploitants⁴ déclarant commercialiser des légumes frais lors de l'enquête mensuelle de la direction des affaires vétérinaires, alimentaires et rurales en Nouvelle-Calédonie, environ 80% d'entre eux se trouvent en province Sud. Si un peu plus de 40% des producteurs ont un chiffre d'affaires inférieur à un million de F.CFP, sept d'entre eux totalisent près de 50% des volumes commercialisés en 2013, dénotant une concentration de l'activité.

1. Il est difficile d'évaluer la production totale de légumes car la production familiale (autoconsommation), les dons et les échanges, et la production commercialisée hors des circuits officiels, sont moins connus. Malgré tout, grâce aux données de l'OCEF, de l'ERPA, du Marché de Gros et aux données issues de l'enquête mensuelle, réalisée par la DAVAR auprès de la quasi-totalité des maraîchers des provinces Nord et Sud, il est possible d'approcher les quantités et valeurs de la production commercialisée et surtout d'en suivre l'évolution.

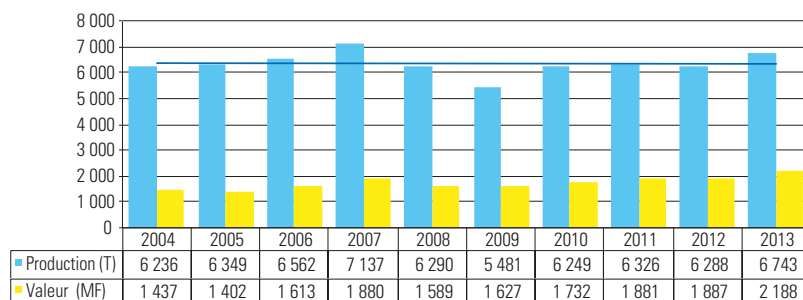
2. Squash : variété de citrouille originaire d'Amérique du sud, différenciée des autres légumes dans le présent ouvrage car quasiment uniquement destinée à l'exportation.

3. RGA 2012.

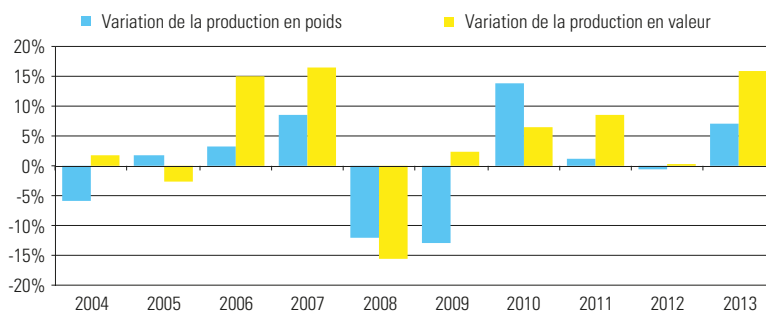
4. Hors producteurs des îles et en ne considérant que ceux déclarant commercialiser une partie de leur production au RGA 2012, le nombre de producteurs suivis par la DAVAR en ce qui concerne les légumes frais approche 80% des producteurs recensés en 2012 (RGA).

La production commercialisée de légumes frais progresse jusqu'en 2007. Après une succession de phénomènes climatiques « El Niño » et « La Niña », en 2008 et 2009, elle régresse pour retrouver, en 2009, le même volume que sept ans auparavant. Malgré la sécheresse déclarée dès février et la persistance de « La Niña » en fin d'année 2010, puis la dépression tropicale « Vania » en début d'année 2011, la production calédonienne progresse de 22% en volume entre 2009 et 2011, atteignant 6 300 tonnes en 2011. Après une année 2012 sans incident climatique majeur, 2013 connaît notamment au cœur de la saison fraîche de violents orages causant des dégâts importants dans les zones maraîchères du sud-ouest. Le bilan de l'année reste néanmoins positif : avec un volume de 6 700 tonnes, 2013 affiche une augmentation de 7% en volume et de 16% en valeur par rapport à 2012⁵.

Production commercialisée de légumes frais



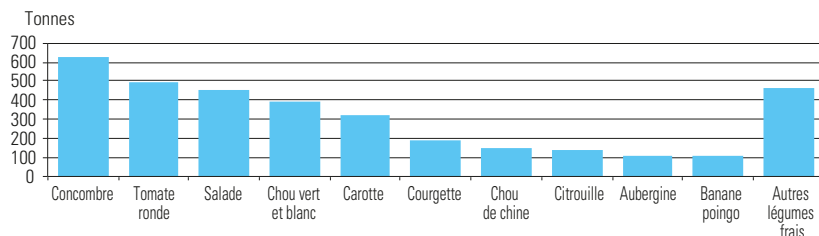
Variations annuelles en %



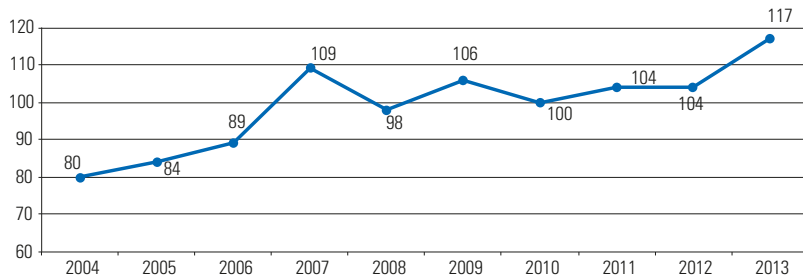
Les légumes frais au marché de gros de Nouméa

Les fruits et légumes locaux commercialisés dans le grand Nouméa doivent être déclarés au marché de gros, géré par la Chambre d'agriculture. En dehors de cette zone, cette obligation n'a pas lieu. On estime, en moyenne sur les dix dernières années, qu'un peu moins de 60% des

Volumes des 10 premiers légumes enregistrés au marché de gros en 2013



Indice des prix des légumes au marché de gros



légumes frais commercialisés en Nouvelle-Calédonie transitent par le marché de gros. En 2013, environ 3 460 tonnes de légumes frais ont transité par le Marché de gros (soit 52% des volumes déclarés commercialisés), pour une valeur d'un milliard de F.CFP.

Sur la base d'un indice 100 en 2010, l'indice des prix des produits au marché de gros⁶ a progressé régulièrement, avec toutefois une flambée des prix notée en 2007, l'ensemble de l'année n'ayant pas permis de compenser un dernier trimestre décevant, où les cultures ont été impactées par des pluies fréquentes. Cette progression a été de 46% en dix ans, l'indice des prix passant de 80 en 2004 à 117 en 2013. On notera que l'indice des prix au détail (source : ISEE, indice 100 en décembre 2010), conditionné par la production locale, mais aussi par les volumes et prix des produits importés, s'élève à 112 en 2013, soit 2% de plus qu'en 2012, tandis que celui au marché de gros augmente de 12%, du fait notamment d'une arrivée un peu plus tardive de la pleine saison maraîchère en 2013.

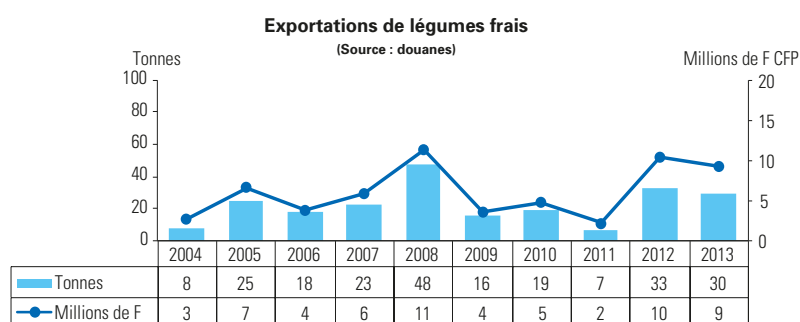
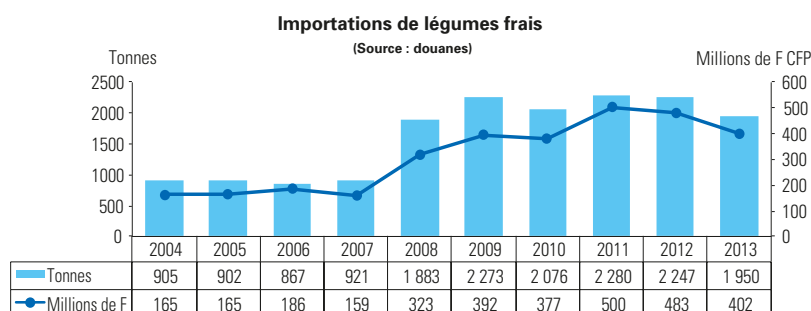
5. On notera néanmoins qu'au 3^{ème} trimestre 2012 (entrée en pleine saison de production pour certaines cultures maraîchères), au vu de tensions apparues sur le marché, il a parfois été difficile de collecter les données de commercialisation, le bilan 2012 pouvant ainsi s'en trouver minoré.

6. Base 100 en 2010. Cet indice est comparable à celui utilisé et diffusé par le ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt concernant l'indice mensuel des prix des produits agricoles à la production (IPPAP).



Importations et exportations de légumes frais

Afin de compléter une production maraîchère souvent insuffisante en basse saison pour approvisionner correctement le marché, le recours aux importations est nécessaire. Après une relative stabilité, les importations de légumes frais ont explosé en 2008. Deux raisons principales à cela : la faiblesse de la production locale en 2008 et 2009, et le réajustement, en 2008, de l'évaluation des besoins de consommation, utilisée pour réguler le marché. En 2011, viennent s'ajouter, les dégâts provoqués par la dépression « Vania », notamment sur les productions maraîchères en début d'année. En 2013, les importations représentent 23% des légumes frais commercialisés, alors qu'avant 2008, ce pourcentage était de l'ordre de 12%. Les carottes, les tomates, les choux verts et l'ail représentent 74% en volume de ces importations.



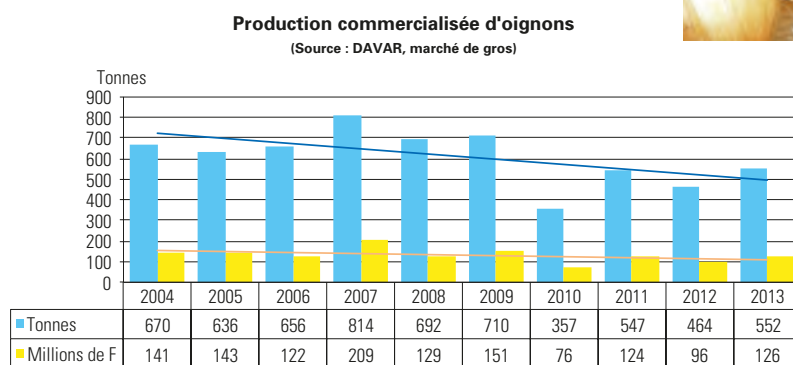
Les exportations de légumes frais restent modestes. Elles s'élèvent en moyenne sur l'ensemble de la période à 22 tonnes annuelles et concernent essentiellement les aubergines et les courgettes, à destination de la Nouvelle-Zélande. D'autres légumes frais peuvent être exportés, en plus petites quantités.

Les oignons frais

En 2012, 31 exploitations ont déclaré cultiver des oignons sur une surface d'environ 90 hectares (RGA 2012). Ils sont moins d'une quinzaine à l'origine des volumes déclarés commercialisés en 2013.

Après la pomme de terre, l'oignon frais⁷ est le deuxième légume consommé en Nouvelle-Calédonie. La production d'oignon débute réellement en 1999. Auparavant, la production était aléatoire, elle atteignait 200 tonnes quand la saison était bonne et se limitait dans le temps aux mois d'octobre et novembre. Depuis, non seulement les quantités produites ont augmenté de façon importante (plus de 800 tonnes en 2007), mais la production s'est étalée dans le temps, de juin à février lors des meilleures campagnes. La production tend à diminuer depuis 2007 avec une année catastrophique en 2010, où les récoltes ont été les plus basses observées depuis 1998. La quantité produite ces trois dernières années est stable avec une moyenne de 520 tonnes par an.

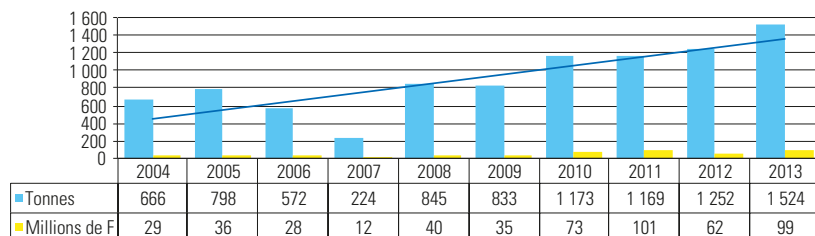
La mauvaise année 2010 a rendu nécessaire le recours à des volumes importés plus conséquents. L'année 2011 a vu les volumes produits localement augmenter de plus de 50% par rapport à 2010, mais le recours à l'importation est resté à un niveau quasiment équivalent à celui de 2010, dénotant une hausse de la consommation d'oignons. On notera, par ailleurs, la mise en place



7. L'oignon frais est communément appelé oignon sec. Il ne doit cependant pas être confondu avec ce dernier qui est le résultat d'une transformation par séchage. L'oignon frais (tarif douanier 07.03.10.10) et l'oignon sec (07.12.20.00) sont bien différenciés par les services douaniers notamment.

en 2011 d'un accord interprofessionnel entre producteurs d'oignons et grossistes. L'importation continue d'augmenter (multipliée par 2 en 10 ans) et atteint en 2013 plus de 1 500 tonnes pour une valeur de près de 100 millions de F.CFP. On notera toutefois qu'une partie des 296 tonnes importées en décembre 2013 a permis d'approvisionner le marché début 2014.

Importations d'oignons frais
(Source : douanes)



Avec plus de 2 000 tonnes commercialisées en 2013, la consommation par habitant est proche de 8 kg/an. Elle était de moins de 6kg/an en 2004. Cette quantité reste faible comparée à certains pays consommateurs. C'est en Libye que la consommation d'oignons est la plus élevée, avec 30 kg/an/habitant⁸. La consommation européenne s'élève à environ 10 kg/an/habitant (source : FAO).

La consommation de légumes frais

Les légumes consommés par les calédoniens en 2013 issus des marchés identifiés⁹ (hors légumes secs, tubercules tropicaux et autres féculents comme la pomme de terre) comprennent :

- 7 200 tonnes de légumes et oignons frais locaux commercialisés ;
- 2 000 tonnes de légumes et oignons frais locaux écoulés sur le marché non monétaire : autoconsommation, échanges, dons¹⁰ ;
- 3 500 tonnes de légumes et oignons frais importés ;
- 1 900 tonnes de légumes et oignons surgelés importés.

Soit un total de 14 500 tonnes de légumes frais, équivalent à un peu plus de 55 kg par an et par personne, ou 150 grammes par jour et par personne.

A cela peuvent s'ajouter environ 3 000 tonnes de légumes en conserve importés, pour lesquels il est difficile d'attribuer un équivalent légumes frais.

D'autre part, la consommation moyenne par habitant est sans doute plus importante, la production totale de légumes pouvant être supérieure, du fait de volumes transitant par des marchés moins bien connus.

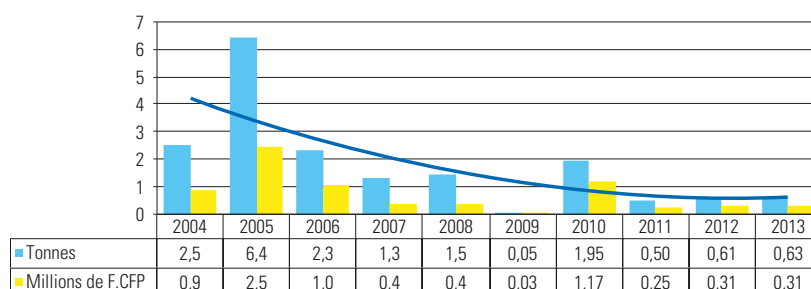
Les légumes secs

Une production anecdotique

La production de légumes secs en Nouvelle-Calédonie concerne principalement les haricots secs. En régression ces dernières années, la production est très faible (elle est même quasiment inexistante en 2009 avec seulement 50 kg), comparée aux quantités totales commercialisées (410 tonnes par an en moyenne ces dix dernières années).

Les haricots secs ne sont pratiquement plus cultivés (7 exploitations concernées au RGA 2012) et représentent au total 1,8 hectare.

Production commercialisée de légumes secs
(Source : DAVAR)



8. Source : Le magazine de l'Oignon, Edition francophone n°3 – Mars 2014. Bejo - De Groot en Slot

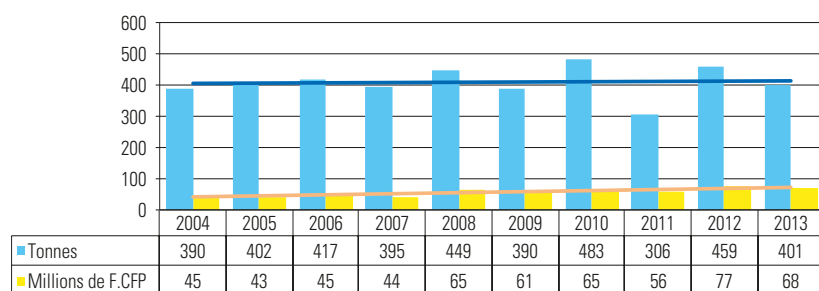
9. Certains marchés informels peuvent être moins bien connus.

10. Estimation faite d'après les résultats des enquêtes de consommation auprès des ménages calédoniens, étude financée par la Nouvelle-Calédonie (mesures effectuées sur un échantillon représentatif de ménages, une fois par trimestre, depuis 2004).



Importations de légumes secs

(Source : DAVAR)



Les importations concernent tous les légumes secs (haricots secs, lentilles, pois...). Relativement stables, elles ont atteint un maximum en 2010 avec 480 tonnes et un minimum en 2011 (300 tonnes).

La consommation de légumes secs est stable et représente 1,5 kg par habitant en 2013. Celle de la France métropolitaine approche les 2 kg/an/

habitant, mais concerne pour 60% des produits en conserve et pour 40% des produits secs (le chiffre Nouvelle-Calédonie ne concerne que les légumes secs hors conserves, ces dernières représentant un volume importé de 400 tonnes environ en 2013 pour les préparations à base de légumes secs). La consommation de l'Union européenne est plus importante avec près de 4 kg par habitant, et est sans commune mesure par rapport à celle du Burundi avec 41 kg/an/habitant, où le haricot sec constitue une culture de très grande importance alimentaire¹¹ !

Les tubercules tropicaux

Les tubercules tropicaux¹² sont cultivés essentiellement de manière traditionnelle, mais on assiste à une progression de la mécanisation des cultures de tubercules. Une grande partie de la production est destinée à l'autoconsommation ou aux échanges non monétaires. L'igname, qui possède une valeur sociale importante dans la culture mélanésienne, fait l'objet de nombreux échanges coutumiers. « C'est un marché important en volume, mais peu structuré et hermétique, les transactions étant majoritairement confidentielles » (extrait de « La filière des tubercules tropicaux en Nouvelle-Calédonie, résultats d'enquêtes 1997 »).

En 2012, 463,5 hectares¹³ (soit 8% de la surface totale occupée par des cultures et 41,2% de moins qu'en 2002) ont été déclarés occupés par les tubercules tropicaux. 40,5% sont situés en province Sud, 41,2% en province Nord et 18,3% sur les Iles Loyauté. Mais de nombreux pieds sont plantés au milieu de cultures associées ou de jardins potagers, sur des surfaces difficilement mesurables, en particulier sur foncier coutumier où les tubercules occupent une place souvent prépondérante. Les surfaces effectivement occupées par les tubercules sont donc supérieures à celles mesurées lors du recensement.

2 773 exploitations produisent des tubercules tropicaux. Parmi elles, 87,8% sont situées sur des terres soumises au droit coutumier. Par ailleurs, 58% commercialisent au moins une partie de leur production.

Si la production et la commercialisation des tubercules tropicaux sont mal connues, leur place dans l'économie n'est pourtant pas négligeable. Une étude conduite en 1997 sur la filière des tubercules tropicaux¹⁴ estimait la production calédonienne à 4 100 tonnes au minimum. Le marché monétaire était estimé, lui, à 1 250 tonnes de tubercules répartis en 530 tonnes d'ignames, 520 tonnes de patates douces, 160 tonnes de taros et 40 tonnes de manioc. 2 850 tonnes seraient destinées à l'autoconsommation ou aux échanges traditionnels.

Plus récemment, une étude de consommation¹⁵ évalue celle en tubercules tropicaux à environ 3 900 tonnes par an, en moyenne sur les 5 dernières années. Ces volumes se répartissent en 46% d'ignames, 21% de taros, 19% de manioc et 14% de patates douces.

En moyenne sur les 5 dernières années, 75% seraient échangés, donnés ou autoconsommés, 15% proviendraient d'achat direct, de foires et marchés et 10% des volumes consommés seraient



11. Sources : Prolea – février 2015 et Ciacam / La filière protéagineuse. Quels défis ? – Editions Quae, 2008

12. Ignames, manioc, patates douces, taros, waré, wael...

13. Source : RGA 2012

14. « La filière des tubercules tropicaux en Nouvelle-Calédonie, résultats d'enquêtes 1997 » - mars 1999 ; A.C. Garcia-Floc'h/DER-SESA

15. Mesures effectuées sur un échantillon représentatif de ménages, une fois par trimestre, depuis 2004.

commercialisés dans les GMS et commerces de détail. A titre d'information, les quantités relevées sur les circuits connus sont les suivants :

Commercialisation de tubercules tropicaux sur les circuits commerciaux connus (en tonnes)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
igname	158	128	108	62	98	70	68	103	87	195
manioc	11	15	10	14	8	10	12	29	45	34
patates douces	247	254	169	278	159	132	305	206	137	252
taro bourbon	11	11	24	11	18	37	22	18	13	23
taro d'eau	25	21	37	45	38	46	132	129	43	132
taro de montagne	11	13	15	10	12	13	13	15	21	23
autres tubercules tropicaux	4	2	1	1	1	1	2	3	2	0.5
Total tubercules tropicaux	467	443	365	420	335	308	554	503	348	659

(Sources : DAVAR, marché de gros)

Les exportations et les importations de tubercules tropicaux n'ont pas lieu en Nouvelle-Calédonie, sauf cas très exceptionnels et pour des quantités anecdotiques.



Les pommes de terre

Une production très irrégulière

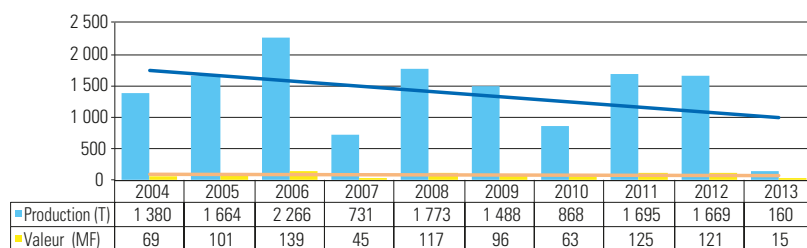
D'après le RGA 2012, 66 exploitations cultivent des pommes de terre sur une surface déclarée de 136,7 hectares.

Les pommes de terre sont produites essentiellement dans deux communes de la province

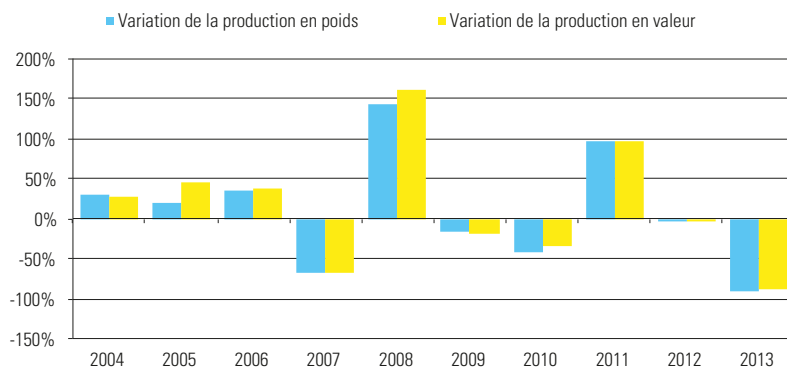
Sud (Bourail et La Foa), où sont d'ailleurs situés les deux centres de tri et de stockage (hors Nouméa) de l'OCEF, qui a le monopole de la commercialisation et de l'importation, à la fois des semences (toutes importées) et des pommes de terre de consommation. Les pommes de terre « nouvelles » ou « primeurs » sont commercialisées par les producteurs.

Production commercialisée de pommes de terre

(Sources : OCEF, marché de gros)



Variations annuelles en %



Fortement dépendante des conditions météorologiques, en particulier des inondations qui peuvent être désastreuses dans la région de Bourail et La Foa, la production calédonienne est irrégulière. Après trois années de progression pour dépasser 2 000 tonnes en 2006 (mais loin du record de 1992 avec 3 760 tonnes), la saison 2007 a été catastrophique avec 730 tonnes. L'embellie de 2008 laisse place à une nouvelle chute de la production en 2010 avec 870 tonnes. La production dépasse les 1 600 tonnes en 2011 et 2012. En 2013, suite aux effets conjugués de l'épisode de « galle » sur les semences de variété « Mondial », aux pluies de début juillet et aux attaques de Mildiou, la production a été très faible : 160 tonnes. En dent de scie, la production calédonienne de pommes de terre, oscille en moyenne autour de 1 400 tonnes annuelles.



Les semences de pomme de terre sont importées ces dernières années principalement de Nouvelle-Zélande, mais aussi d'Australie et de Métropole.

Importations de semences de pomme de terre

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
tonnes	297	291	252	247	203	192	208	184	195	183
millions de F.CFP	24,7	28,2	19,8	17,8	15,1	14,6	18,8	16,7	20,4	19,8

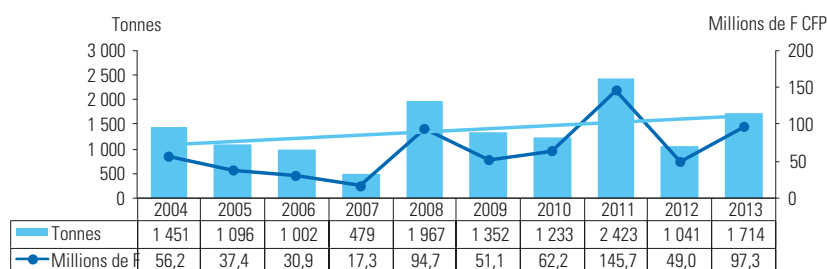
(Sources : douanes)

Les importations de pommes de terre fraîches

Les importations de pommes de terre fraîches sont ajustées de façon à rendre prioritaire la vente de la production locale. Elles ont atteint leur plus bas niveau depuis 20 ans en 2007 (480 tonnes importées), le marché étant alors bien approvisionné par la bonne campagne de 2006. En moyenne sur dix ans, la Nouvelle-Calédonie importe 1 400 tonnes de pommes de terre par an.

Importations de pommes de terres fraîches

(Source : douanes)

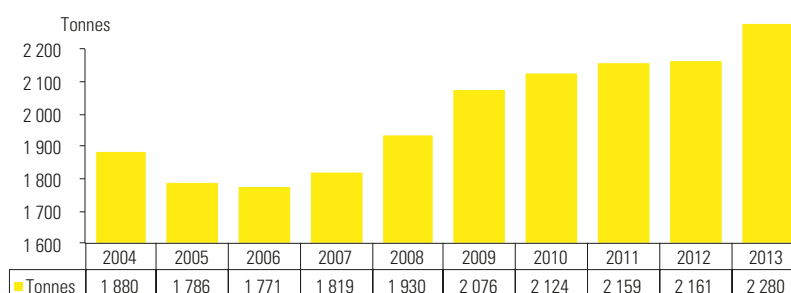


Le marché de la pomme de terre fraîche se redresse

L'OCEF ayant le monopole de la commercialisation des pommes de terre, ses ventes, auxquelles sont ajoutées les quantités de pommes de terre nouvelles enregistrées au marché de gros, donnent un aperçu de la consommation de pommes de terre fraîches en Nouvelle-Calédonie.

Proches de 2 000 tonnes par an jusqu'en 2000, les ventes de pommes de terre fraîches ont diminué pour atteindre un minimum de 1 770 tonnes en 2006. Elles ont depuis progressé rapidement et totalisent en 2013 près de 2 300 tonnes. Cette embellie est probablement le résultat cumulé de l'accroissement des importations et des efforts déployés par l'OCEF pour promouvoir la pomme de terre fraîche : gamme enrichie et amélioration des emballages, du conditionnement (et notamment depuis 2010 mise en marché de pommes de terre en vrac, du champ, jardinières et gourmandes), meilleure communication... La consommation de pommes de terre fraîches par habitant, atteignant 8,8 kg/hab/an en 2013, reste cependant faible. Cette consommation reste loin derrière la France métropolitaine (environ 25 kg de pommes de terre fraîches¹⁶ par habitant et par an). Ce faible niveau est cependant compensé par la consommation de tubercules tropicaux qui, avec une quinzaine de kilogrammes par habitant, offre ainsi au calédonien une gamme variée de féculents dans son régime alimentaire.

Ventes de pommes de terre fraîches, locales et importées



Celui de la pomme de terre transformée continue sa progression.

En 1992, l'OCEF a ouvert une unité de transformation de quatrième gamme et propose des pommes de terre transformées, sous vide, prêtes à l'emploi sous plusieurs formes notamment en dés, lamelles, chips, pommes vapeur. Les quantités de pommes de terre transformées commercialisées par l'OCEF ont augmenté régulièrement jusqu'en 2008, atteignant un maximum de 760 tonnes.

16. Consommation en France métropolitaine y compris DOM : 50 à 55 kg de pommes de terre par habitant et par an, dont environ la moitié consommée en frais - Source : La filière pomme de terre en chiffres, CNIPT Pommes de Terre de France.

Depuis cinq ans, cette production décroît pour atteindre 297 tonnes en 2013, notamment sur le segment des chips (trois fois moins qu'en 2008), qui subit la concurrence des produits importés. De même, les produits surgelés et 5^e gamme importés, plus faciles à conserver et à travailler, semblent avoir trouvé la faveur des restaurateurs et des collectivités. Malgré la mise en place d'un plan de relance, les perspectives concernant l'unité de transformation restent mitigées.

Les importations de pommes de terre transformées concernent essentiellement les pommes de terre congelées (frites notamment), dont les volumes importés ont considérablement progressé, passant de 1 800 tonnes en 2004 à près de 3 000 tonnes en 2013. Alors que les importations de pommes de terre congelées se sont stabilisées en 2013 par rapport à 2012, sur les 599 tonnes importées d'autres pommes de terre transformées non congelées, 190 tonnes sont des importations de chips, dont les volumes ont presque doublé par rapport à 2012.

Importations de pommes de terre transformées (en tonnes)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
pommes de terre congelées*	1 779	2 044	2 035	2 279	2 224	2 559	2 793	2 874	2 972	2 994
autres p. de t. non congelées**	274	186	178	241	213	266	275	432	536	599
farines, flocons et fécule***	248	176	268	206	256	240	249	265	326	240

(Source : douanes)

* Tarifs douaniers 20.04.10.00. ** Tarifs douaniers 20.05.20.10 et 20.05.20.90. *** Tarifs douaniers 11.05.10.00, 11.05.20.00 et 11.08.13.00.

La consommation totale de pommes de terre

L'affectation de coefficients¹⁷ sur les pommes de terre transformées (coefficient 1,55 pour les pommes de terre congelées d'importation – frites... – coefficient 4 pour les pommes de terre non congelées importées – chips... –, coefficient 6,7 pour les farines et flocons, coefficient 7 pour la fécule) permet de faire une approche théorique¹⁸ des quantités qu'il faudrait produire pour répondre aux besoins totaux du marché en équivalent pommes de terre fraîches.

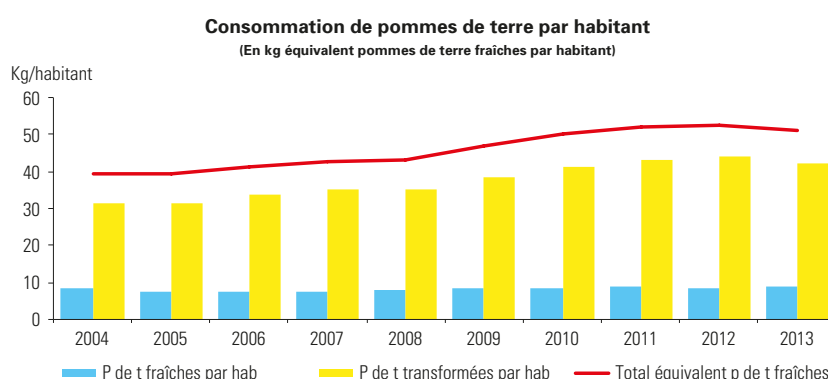
Consommation totale de pommes de terre (en tonnes équivalent pommes de terre fraîches)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
pommes de terre fraîches locale*	859	1 032	1 143	1 479	551	1 129	1 192	401	1 355	974
pommes de terre fraîches import*	1 021	754	628	339	1 379	946	932	1 758	806	1 307
pommes de terre transformées localement**	304	537	684	712	759	729	752	630	412	297
pdt transformées congelées import	4 447	5 145	5 110	5 755	5 605	6 429	7 001	7 185	7 435	7 500
pdt transformées non congelées import	696	453	398	596	500	649	722	1 044	1 277	1 579
farine et flocons de pommes de terre	1 638	1 091	1 736	1 346	1 676	1 558	1 609	1 727	2 111	1 544
fécule de pomme de terre	25	92	65	37	41	51	63	50	75	65
consommation totale	8 990	9 103	9 764	10 265	10 510	11 492	12 270	12 795	13 472	13 266
<i>couverture des besoins en volumes***</i>	13%	17%	19%	20%	7%	13%	14%	4%	12%	8%

* Ventes OCEF. ** Ventes OCEF de pommes de terre locales ou importées transformées localement. *** Dans la mesure du possible, pour les ventes de pommes de terre transformées localement, celles provenant de l'importation ne sont donc pas comptabilisées dans la production locale.

(Sources : OCEF, douanes, marché de gros)

La consommation globale de pommes de terre (en équivalent pommes de terre fraîches) a progressé de 48%, en dix ans, atteignant 13 250 tonnes en 2013. La consommation par habitant de pommes de terre transformées a augmenté en dix ans (+35%) pour s'établir à 42 kg/an, alors que celle des pommes de terre fraîches est relativement stable



17. Les coefficients de transformation de la pomme de terre varient selon les sources. Ceux présentés dans cet ouvrage sont les coefficients utilisés par les douanes en Europe.

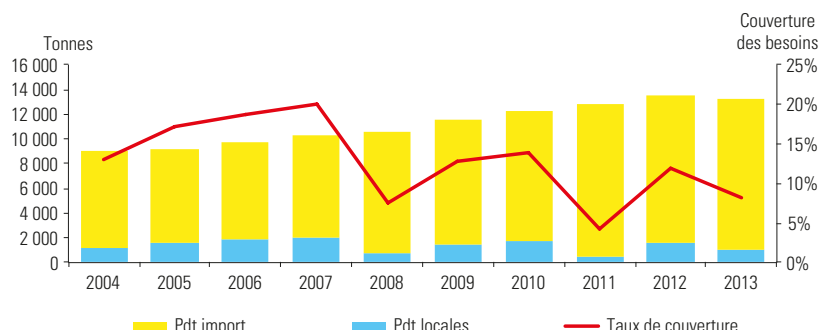
18. Sans prise en compte des contraintes techniques et économiques.



(autour de 8 à 9 kg/an). Toutes formes confondues, la consommation par habitant, en équivalent pommes de terre fraîches, a progressé de façon notable évoluant de 39 kg/an en 2002 à 51 kg/an en 2013. Pour indication, cette consommation en France métropolitaine est de 49 kg/an dont 29 kg de pommes de terre transformées, et de 53 kg/an en Australie dont 33 kg de pommes de terre transformées.

En termes de volume (équivalent tonnes de pommes de terre fraîches), la couverture des besoins de la Nouvelle-Calédonie par la production locale a tendance à diminuer. Elle a atteint son niveau le plus bas en 2011. En 2013, elle s'élève à 8%. Néanmoins, si l'on ne considère que les pommes de terre de consommation vendues par l'OCEF, le taux de couverture s'élève à 43% en 2013 (il est de 50% en moyenne sur les dix années considérées).

Production de pommes de terre, importations et couverture des besoins
(Equivalent tonnes de pommes de terre fraîches)



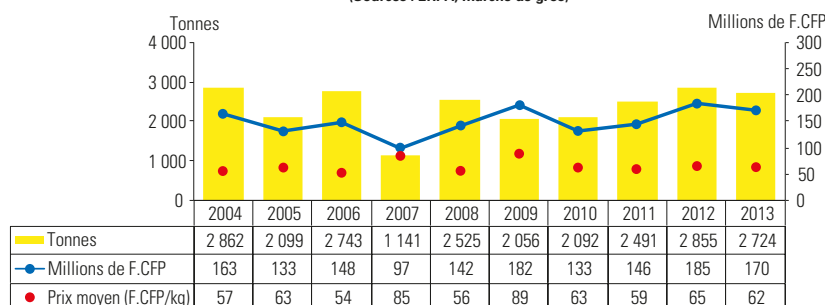
Les squashes

Essentiellement destinées à l'exportation

La culture de squashes est orientée vers l'exportation à destination du Japon, essentiellement, et de la Nouvelle-Zélande dans une moindre mesure.



Production commercialisée de squashes
(Sources : ERPA, marché de gros)



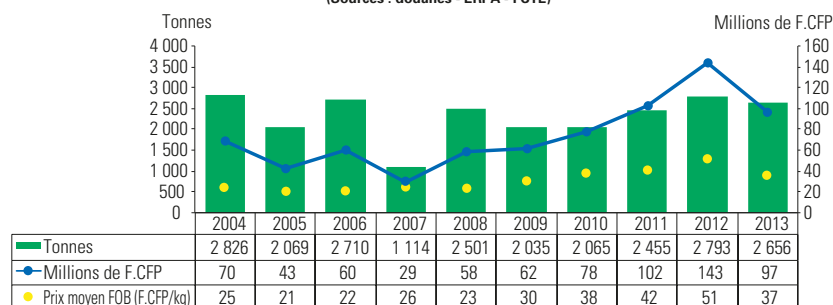
La Nouvelle-Calédonie commercialise entre 2 000 et 2 900 tonnes de squashes par an, avec une année catastrophique en 2007 avec environ 1 140 tonnes, en raison de trois épisodes pluvieux ayant détruit 45% des surfaces mises en culture.

La quasi-totalité des légumes exportés par la Nouvelle-Calédonie est composée par les squashes. Plus

de 2 400 tonnes sont exportées en moyenne par an (sauf en 2007). En 2013, environ 260 ha ont été mis en terre, pour un volume exporté de 2 660 tonnes. Le marché japonais, fortement demandeur de ce type de citrouille, est le principal destinataire (96% des volumes exportés en 2013).

Fortement dépendante des cours internationaux et du yen, la valeur des exportations est très fluctuante. Intéressantes en 2012 (les squashes étaient alors exportées à un prix FOB moyen de 51 F.CFP/kg), elles l'étaient beaucoup moins en 2005 (21 F.CFP/kg). Le prix moyen en 2013 s'établit à 37 F.CFP/kg.

Exportations de squashes
(Sources : douanes - ERPA - FCTE)



Récapitulatif de la filière légumes

Valeurs de légumes commercialisés

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
IMPORTATIONS (en millions de F.CFP)										
légumes frais	165	165	186	159	323	392	377	500	483	402
légumes secs	45	43	45	44	65	61	65	56	77	68
pommes de terre	56	37	31	17	95	51	62	146	49	97
oignons	29	36	28	12	40	35	73	101	62	99
tubercules tropicaux					ε		ε	0,7		ε
squashes		1,5	0,7	0,5	1,4	1,6	2,1	ε	ε	
total des importations	295	283	290	232	524	541	579	803	671	667
PRODUCTION (en millions de F.CFP)										
légumes frais	1 437	1 402	1 613	1 880	1 589	1 627	1 732	1 881	1 887	2 188
légumes secs	0,9	2,5	1,0	0,4	0,4	ε	1,17	0,25	0,31	0,31
pommes de terre	69	101	139	45	117	96	63,4	125	121	15
oignons	141	143	122	209	129	151	76	124	96	126
tubercules tropicaux	125	108	104	101	102	109	199	215	149	275
squashes	163	133	148	97	142	182	133	146	185	170
total des productions	1 937	1 889	2 126	2 333	2 079	2 100	2 203	2 491	2 439	2 773

Volumes de légumes commercialisés

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
IMPORTATIONS (en tonnes)										
légumes frais	905	902	867	921	1 883	2 273	2 076	2 280	2 247	1 950
légumes secs	390	402	417	395	449	390	483	306	459	401
pommes de terre	1 451	1 096	1 002	479	1 967	1 352	1 233	2 423	1 041	1 714
oignons	666	798	572	224	845	833	1 173	1 169	1 252	1 524
tubercules tropicaux					0,4		ε	3,9		ε
squashes		17	7	6	20	23	25	1	0,001	
total des importations	3 413	3 214	2 866	2 025	5 164	4 870	4 991	6 182	4 999	5 588
PRODUCTION (en tonnes)										
légumes frais	6 236	6 349	6 562	7 137	6 290	5 481	6 249	6 326	6 288	6 743
légumes secs	2,5	6,4	2,3	1,3	1,5	ε	1,95	0,5	0,61	0,63
pommes de terre	1 380	1 664	2 266	731	1 773	1 488	868	1 695	1 669	160
oignons	670	636	656	814	692	710	357	547	464	552
tubercules tropicaux	467	443	365	420	335	308	554	503	348	659
squashes	2 862	2 099	2 743	1 141	2 525	2 056	2 092	2 491	2 855	2 724
total des productions	11 618	11 197	12 594	10 244	11 617	10 044	10 120	11 562	11 625	10 839
COUVERTURE DES BESOINS* (calculée sur les volumes commercialisés)										
<i>Légumes frais</i>	87%	88%	89%	89%	77%	71%	75%	74%	74%	77%
<i>Légumes secs</i>	0,6%	1,6%	0,6%	0,3%	0,3%	0,0%	0,4%	0,2%	0,1%	0,2%
<i>Pommes de terre de consommation**</i>	45%	58%	64%	81%	28%	54%	56%	18%	62%	43%
<i>Oignons</i>	48%	44%	53%	78%	45%	46%	23%	32%	27%	27%***
<i>Tubercules tropicaux</i>	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	99%	100%	100%

*Couverture des besoins = (production commercialisée locale-exportations) / (production commercialisée locale-exportations+volumes importés), hors produits surgelés ou transformés.

**Couverture des besoins en pommes de terre fraîches établie sur la base des ventes OCEF. Les pommes de terre achetées aux producteurs peuvent être commercialisées l'année suivante.

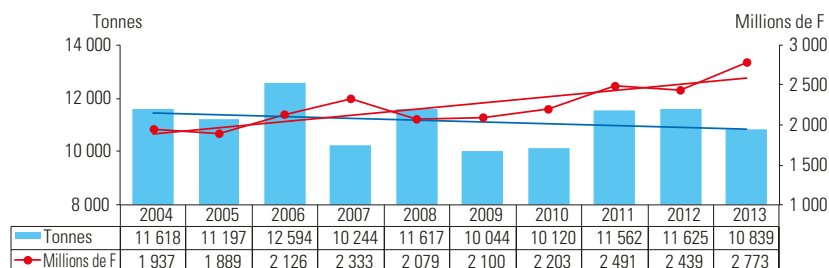
***Le taux de couverture en oignons pour l'année 2013 est potentiellement plus élevé, une partie des 296 tonnes importées en décembre 2013 ayant permis d'approvisionner le marché début 2014.

(Sources : Marché de Gros, DAVAR (enquêtes mensuelles), douanes, ERPA, OCEF, FCTE)



Entre 2004 et 2013, la valeur des légumes locaux commercialisés a augmenté de 43%. Les volumes commercialisés n'ont quant à eux pas suivi la même évolution (-8%). Après une relative stabilité et un pic de production en 2006, ils enregistrent une baisse de près de 20% en 2007, essentiellement en raison de la diminution de la production des squashes et des pommes de terre cette année-là. Après des années 2009 et 2010 encore mitigées en raison notamment de conditions climatiques peu favorables, la production commercialisée de légumes reprend son cap et enregistre une progression de 14% entre 2010 et 2011. En 2013, l'augmentation de la production d'oignons et de tubercules n'aura pas permis de compenser la diminution notable de la production de pommes de terre, et voit le volume de sa production totale diminuer de 8% par rapport à 2012, mais sa valeur augmenter de 14%.

Production commercialisée de légumes
(légumes frais, tubercules, squashes, p. de t., oignons)



LES FRUITS

Les fruits (voir liste des principaux fruits produits en Nouvelle-Calédonie en page 99) se situent au cinquième rang des productions agricoles calédoniennes, juste devant les productions horticoles, et représentent 12% de la production agricole finale commercialisée avec un chiffre d'affaires de 1,3 milliard de F.CFP en 2013.

La Nouvelle-Calédonie ne produit que des fruits frais et aucun fruit sec. Quelques fruits frais sont transformés localement en jus, pulpes, liqueurs ou confitures, mais les volumes transformés restent encore modestes comparés à ceux importés.

72% des fruits déclarés commercialisés par les producteurs sont produits par la province Sud, 26% par la province Nord et 2% par la province des îles Loyauté.

On peut distinguer trois types de cultures fruitières :

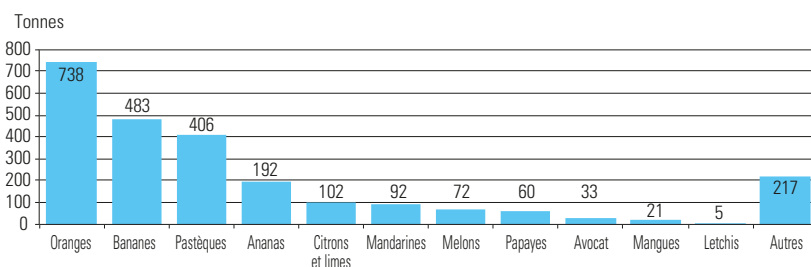
- les vergers avec une surface de 966,3 hectares (soit 17% des surfaces occupées par les cultures recensées en 2012) en forte progression (+52% par rapport à 2002) ;
- les fruits de plein champ occupant 605,8 hectares (soit 11% des surfaces cultivées) ;
- les arbres fruitiers isolés qui correspondent à 434,9 hectares (soit 8% des surfaces occupées par les cultures).



4 600 tonnes de fruits locaux commercialisés en 2013¹⁹

Les fruits cultivés en Nouvelle-Calédonie sont composés d'une trentaine d'espèces. Mais, sur un total de 2 388 tonnes déclarées au marché de gros en 2013, les oranges dominent représentant un tiers des transactions (738 tonnes). Quatre autres fruits se répartissent près de la moitié du volume transitant au marché de gros : les bananes (20%), les pastèques (17%), les ananas (8%) et les citrons et limes (4%).

Principaux fruits commercialisés au marché de gros en 2013



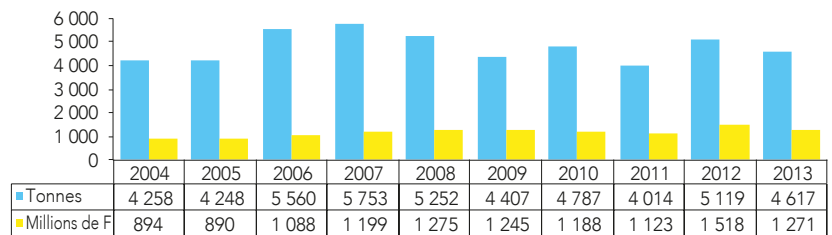
19. Deux sources fournissent des données sur les quantités commercialisées de fruits : les chiffres du marché de gros et l'enquête mensuelle fruits, menée par l'association ARBOFRUITS, en convention avec la DAVAR. Cette enquête couvre l'intégralité de la Nouvelle-Calédonie, y compris les îles Loyauté. Le marché de gros enregistre notamment les transactions des fruits commercialisés sur Nouméa et le Grand Nouméa (Mont Dore, Dumbéa).

La production commercialisée est évaluée à partir des données mensuelles d'une enquête menée sur l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie. Environ 280 producteurs sont à l'origine de ces volumes. Pour un grand nombre d'entre eux, la production fruitière (arboriculture ou fruits de plein champ) représente un complément de revenus. En effet plus de 50% des producteurs ont un chiffre d'affaires inférieur à 1 million de F.CFP, et 50% des volumes commercialisés sont réalisés par une dizaine de producteurs en 2013.

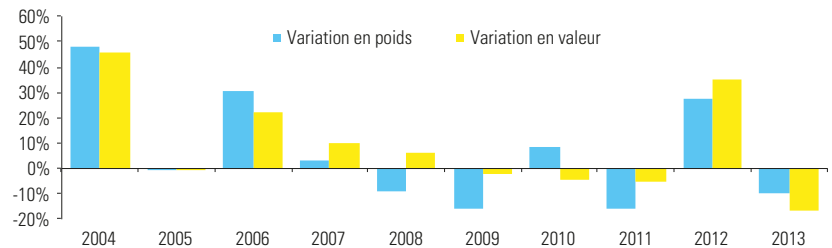
La production commercialisée de fruits est irrégulière car fortement soumise aux aléas climatiques. Elle est notamment passée de 2 900 tonnes en 2003, marqué par le cyclone « Erica », à 5 800 tonnes, soit le double, quatre années plus tard. Entre 2004 et 2013, elle est en moyenne de 4 800 tonnes par an. A l'image des légumes, cette production a fortement augmenté en valeur (+42% entre 2004 et 2013).

Production commercialisée de fruits frais

(Sources : DAVAR, marché de gros)

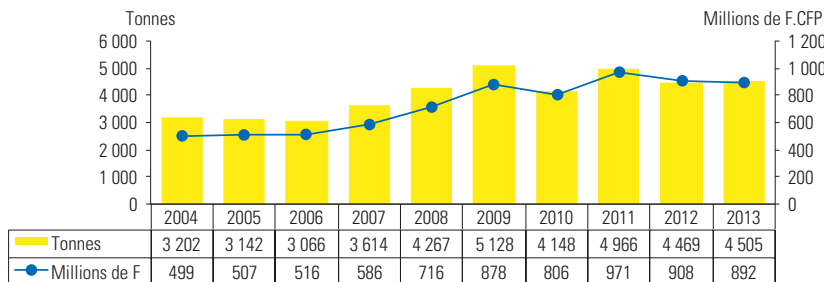


Variations annuelles en %



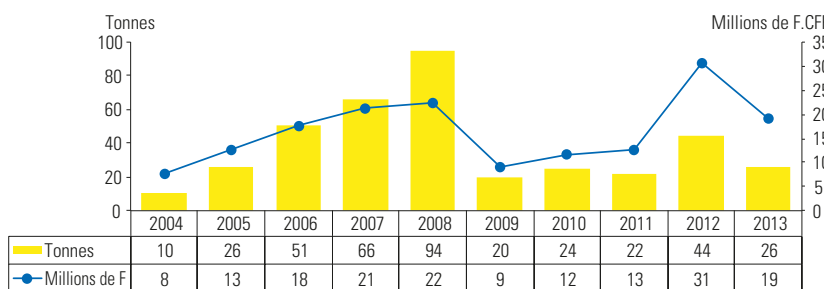
Importations de fruits frais

(Source : douanes)



Exportations de fruits frais

(Sources : douanes, FCTE, Arbofruits)



Les importations suppléent la production fruitière locale insuffisante en basse saison, et approvisionnent les étals notamment avec des fruits qui ne sont pas produits en Nouvelle-Calédonie comme les pommes (2 026 tonnes importées en 2013), le raisin (646 tonnes), les poires (619 tonnes), les kiwis (357 tonnes)...

Parmi les fruits importés, les fruits séchés et fruits secs représentent des volumes non négligeables avec 290 tonnes en 2013. Les importations de fruits (frais, secs et séchés), relativement stables jusqu'en 2006, et oscillant autour de 3 100 tonnes par an, ont fortement progressé depuis pour approcher une moyenne de 4 800 tonnes par an ces cinq dernières années.

Les exportations de fruits sont encore timides. En effet, les niveaux de production calédoniens sont faibles comparés à la taille des marchés étrangers, par ailleurs demandeurs, d'un approvisionnement régulier en quantité et en qualité. Le marché néo-calédonien reste par ailleurs attractif en termes de prix. D'autre part, les barrières phytosanitaires étrangères sont sévères. Les principaux fruits exportés sont les limes. En 2006, 2007, et 2008, des volumes conséquents en pastèques avaient également été exportés. Par ailleurs, lorsque la saison est bonne, des exportations en litchis ont également lieu. En 2013, au total, 26 tonnes de limes ont été exportées vers la Nouvelle-Zélande pour une valeur de 19 millions de F.CFP.

doniens sont faibles comparés à la taille des marchés étrangers, par ailleurs demandeurs, d'un approvisionnement régulier en quantité et en qualité. Le marché néo-calédonien reste par ailleurs attractif en termes de prix. D'autre part, les barrières phytosanitaires étrangères sont sévères. Les principaux fruits exportés sont les limes. En 2006, 2007, et 2008, des volumes conséquents en pastèques avaient également été exportés. Par ailleurs, lorsque la saison est bonne, des exportations en litchis ont également lieu. En 2013, au total, 26 tonnes de limes ont été exportées vers la Nouvelle-Zélande pour une valeur de 19 millions de F.CFP.



La consommation de fruits

Commercialisation en fruits frais (en tonnes)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
production commercialisée	4 258	4 248	5 560	5 753	5 252	4 407	4 787	4 014	5 119	4 617
dont exportations	10	26	51	66	94	20	24	22	44	26
importations	3 202	3 142	3 066	3 614	4 267	5 128	4 148	4 966	4 469	4 505
commercialisation locale en fruits frais	7 450	7 364	8 576	9 302	9 425	9 514	8 911	8 959	9 544	9 096
couverture des besoins en volume	57%	57%	64%	61%	55%	46%	53%	45%	53%	50%

La consommation en fruits frais augmente jusqu'en 2007 (+25% par rapport à 2004), pour s'établir ensuite aux alentours de 9 200 tonnes annuelles. En 2013, la couverture des besoins, calculée sur les volumes commercialisés en fruits frais, est de 50%. Elle approcherait les 70% si l'on considère les volumes écoulés sur le marché non monétaire (autoconsommation, échanges, dons).

De manière plus générale, les fruits consommés par les calédoniens en 2013 issus des marchés identifiés²⁰ sont composés de :

- 4 600 tonnes de fruits frais locaux commercialisés ;
- 6 000 tonnes de fruits frais locaux écoulés sur le marché non monétaire²¹ ;
- 4 500 tonnes de fruits importés ;
- 80 tonnes de fruits congelés importés.

Soit un total d'environ 15 000 tonnes, soit près de 60 kg par an et par personne (ou 160 grammes par jour et par personne).

A cela viennent s'ajouter :

- 800 tonnes de fruits préparés ou en conserve importés²² ;
- 3 500 tonnes de jus de fruits importés.

De même que pour les légumes frais, il est difficile d'intégrer les conserves et jus de fruits. D'autre part, la consommation totale de fruits peut être supérieure, du fait de volumes transitant par des marchés moins bien connus.

On notera que la pomme, avec près de 8 kg par an et par personne, arrive en tête de tous les fruits consommés par le calédonien.

L'HORTICULTURE ORNEMENTALE PROGRESSE

L'horticulture ornementale est connue au travers d'études et d'enquêtes régulières, la dernière ayant eu lieu en 2012, recensant la production horticole de 2011. Cette enquête a permis de recenser 395 exploitations dans le domaine de la production horticole ornementale répondant au seuil minimal d'enquête (au moins un are cultivé et vendant une partie de sa production)²³ sur une surface d'environ 100 hectares. Le recensement agricole 2012, dont le champ d'enquête diffère (avoir au moins 350 points « registre de l'agriculture »), recense quant à lui 313 exploitations sur 86 hectares.

Le grand Nouméa (Dumbéa, Nouméa, Mont-Dore mais aussi Païta) totalise près des trois quarts de la valeur ajoutée générée par la filière, alors que la province Nord regroupe plus de 50% des exploitations. Ces dernières sont en général de très petite taille et installées sur la côte est, notamment à Houaïlou, Pouébo, Touho et Canala.



20. Certains marchés informels peuvent être moins bien connus.

21. Estimation faite d'après les résultats des enquêtes de consommation auprès des ménages calédoniens (mesures effectuées sur un échantillon représentatif de ménages, une fois par trimestre, de 2003 à 2013). En moyenne sur les trois dernières années, ce volume est de 4 800 tonnes.

22. Code douanier 2008, hors fruits préparés ou en conserve à l'eau de vie ou à l'alcool.

23. En 2012, les exploitations réalisant la production de plants destinés à la revégétalisation ont été intégrées.

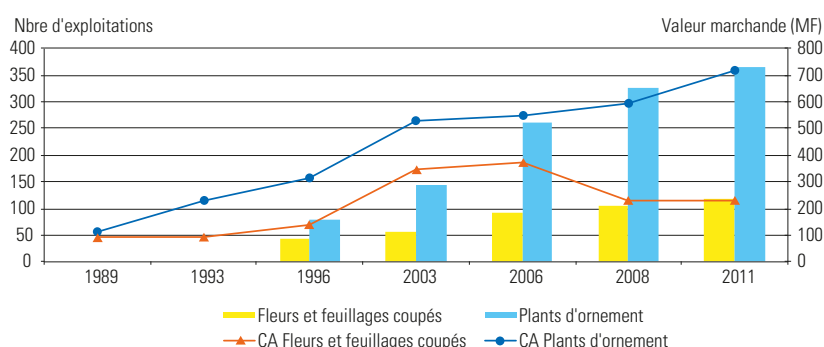
Evolution de la filière horticole ornementale

		2003	2006	2008	2011
fleurs et feuillages coupés	nombre d'exploitations	57	93	106	117
	valeur marchande (MF)	348	375	229	367
plants d'ornement	nombre d'exploitations	144	261	325	367
	valeur marchande (MF)	532	547	593	719
plants de revégétalisation	nombre d'exploitations				20
	valeur marchande (MF)				90
total productions horticoles	nombre d'exploitations	168	275	340	395
	valeur marchande (MF)	880	922	822	1 038

(Source : DAVAR)

Avec un chiffre d'affaires évalué plus d'un milliard de francs CFP en 2013, l'horticulture ornementale se situe en sixième position des filières agricoles, juste après la filière fruits.

Répartition de l'activité horticole et son évolution



En constante progression, la filière a cependant connu en 2008, une chute du chiffre d'affaires de son segment des fleurs et feuillages coupés, probablement en raison de conditions climatiques plutôt mauvaises pour l'agriculture cette année-là, marquées par La Niña.

Après avoir évolué en faveur de la province Nord, la répartition provinciale du nombre d'exploitations s'est stabilisée. En 2011, 56% des exploitations

présentes dans le nord, génèrent 18% de la valeur marchande de la filière (les 184 exploitations du sud totalisant 80% du chiffre d'affaires).

La production horticole est très concentrée. 10% des exploitations réalisent 80% du chiffre d'affaires généré par la filière. Cette concentration est extrêmement marquée pour la production de fleurs coupées : cinq exploitants réalisent 80% du chiffre d'affaires sur ce segment. En production de plants d'ornement, la tendance est un peu moins marquée : 36 exploitants réalisent 80% du chiffre d'affaires.

Répartition provinciale de l'activité horticole ornementale en 2011

		Province des îles Loyauté	Province Nord	Province Sud	Nouvelle-Calédonie
Fleurs et feuillages coupés	Nombre d'exploitations	14	69	34	117
	Valeur marchande (MF)	2	11	216	367
Plants d'ornement	Nombre d'exploitations	28	212	127	367
	Valeur marchande (MF)	17	160	542	719
Plants de revégétalisation	Nombre d'exploitations		5	15	20
	Valeur marchande (MF)		13	77	90
Total productions horticoles	Nombre d'exploitations	28	221	146	395
	Valeur marchande (MF)	19	184	835	1 038

(Source : DAVAR – enquête horticole 2012)



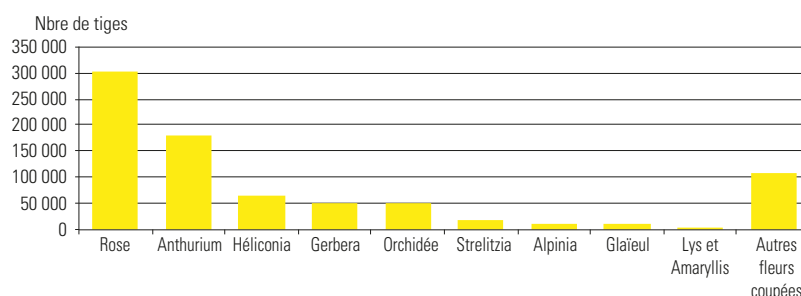
Le segment des fleurs coupées représentait en 2006, près de deux millions de tiges. Depuis, le segment décline (- 42% entre 2008 et 2011) et représente 805 200 tiges en 2011. Cette production reste dominée par les roses, qui représentent près de 40% des tiges vendues.

A l'inverse, la production de plants d'ornements continue de progresser régulièrement avec une augmentation de 10% depuis 2006 du nombre de plants commercialisés et de 30% du chiffre d'affaires généré. En 2011, la production de plants d'ornement est d'environ 478 000 sujets et 27 000 m² de gazon en plaque.

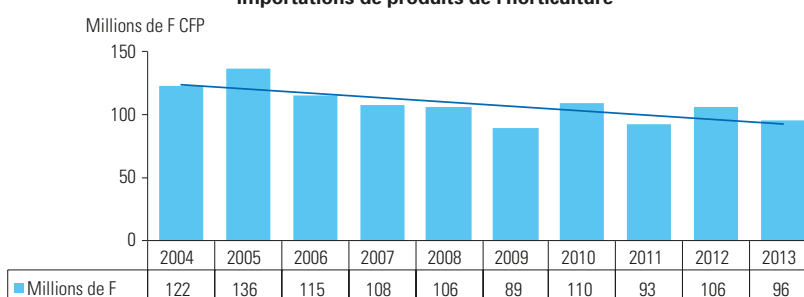
La production de plants pour la revégétalisation est une activité en devenir. Elle compte aujourd'hui 20 exploitations recensées, qui produisent près de 300 000 pieds pour un chiffre d'affaires de 90 millions de F.CFP. Le marché étant porteur, de nouvelles entreprises étaient en cours de création au moment de l'enquête 2012.

En 2011, la filière occupe 663 personnes, dont 190 à plein temps et 473 à temps partiel, représentant au total 277 UTA²⁴. 235 exploitations (60%) n'occupent qu'une seule personne à temps partiel, démontrant ainsi le très faible niveau d'activité dans bon nombre d'exploitations horticoles. Plus qu'un métier, la production horticole ornementale est encore très souvent une passion.

Production commercialisée de fleurs coupées en 2011



Importations de produits de l'horticulture



Les importations sont composées, en valeur, à 50% de matériel végétal (bulbes, plants, arbres et arbustes) et à 50% de fleurs coupées. Elles ont progressé jusqu'en 2005, pour atteindre un maximum de 136 millions de F.CFP, et régressent depuis, représentant 96 millions de F.CFP en 2013.

En progression, la production horticole locale continue à couvrir en valeur plus de 90% du marché calédonien.

LES CÉRÉALES

La céréaliculture, qui nécessite une mécanisation adaptée représentant un investissement parfois élevé, concerne une soixantaine d'exploitations, dont une quarantaine est à l'origine des volumes commercialisés ci-après. Elles sont localisées sur la côte ouest de la Grande Terre. Six communes concentrent 98% des surfaces céréalières, les plus importantes étant Boulouparis, Bourail et Pouembout²⁵.

Avec une production maximale de 6 300 tonnes atteinte en 2005, la production de céréales est quasi exclusivement centrée sur le maïs à destination de la provende. La consommation calédonienne avoisine en 2013 les 51 000 tonnes, dont 20 000 tonnes destinées à la provende (parmi lesquelles 13 000 tonnes de blé et 7 000 tonnes de maïs, dont 4 200 tonnes produites localement). Depuis deux ans, la production céréalière calédonienne amorce une diversification. Ainsi, 40 tonnes de blé et 160 tonnes de sorgho ont été produites en 2013. La transformation des céréales pour l'alimentation animale intéresse deux provendiers²⁶. Cependant, plusieurs éleveurs achètent des céréales pour préparer eux-mêmes leurs aliments pour animaux (porcs et volailles essentiellement).



24. Unité de travail annuel, voir définition en annexe.

25. RGA 2012.

26. Provendier : fabricant d'aliments pour le bétail.

La production calédonienne se diversifie

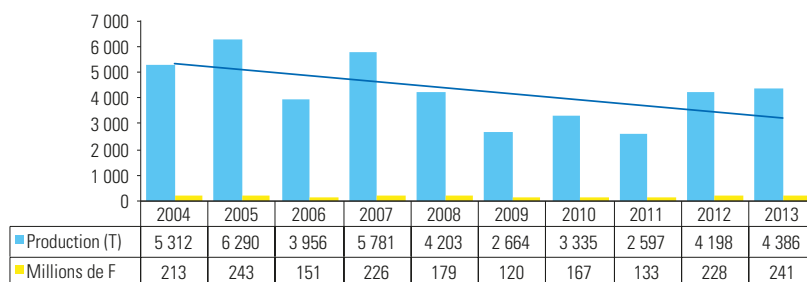
De 2004 à 2008, la production calédonienne fluctuait et se situait en moyenne à 5 000 tonnes par an, avec un record à plus de 6 000 tonnes en 2005. En raison d'épisodes climatiques défavorables à répétition, et d'un certain désintérêt pour les spéculations céréalières, la production a ensuite chuté pour atteindre son minimum en 2011 avec 2 600 tonnes. Sur la base d'un diagnostic dressé en 2011, un plan de relance associant l'ensemble des acteurs de la filière a été mis en place et porte sur la période 2013-2015. Les deux objectifs principaux sont une augmentation des volumes produits et une amorce de diversification. On peut constater que la production de céréales, qui a augmenté de 50% ces deux dernières

années avec une moyenne de 4 300 tonnes par an, retrouve un niveau correct mais peine encore largement à couvrir les besoins du marché local de la provende. En 2013, trois types de céréales sont cultivés sur un peu plus de 600 ha : le maïs, le blé et le sorgho.

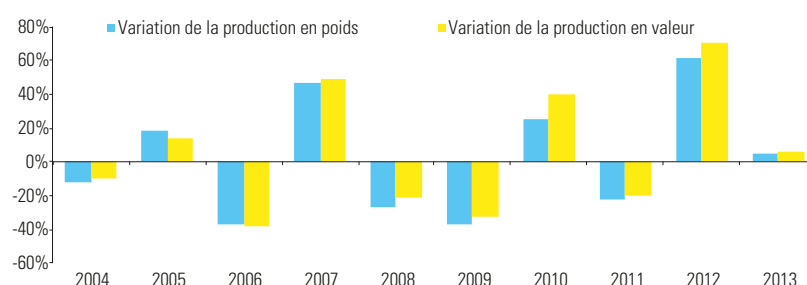
Les rendements moyens (de l'ordre de 30 quintaux/ha pour le blé et 70 à 80 quintaux/ha pour le maïs) situent la céréaliculture calédonienne à un niveau intermédiaire entre l'européenne, intensive, et l'américaine ou l'australienne, délibérément extensive mais peu coûteuse en intrants.

Avec 241 millions de F.CFP, la production céréalière représente 2 % de la production agricole finale commercialisée en 2013 (hors aquaculture et bois).

Production céréalière



Variations annuelles en %



Production de céréales (en tonnes)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
maïs	5 267	6 254	3 956	5 781	4 203	2 664	3 335	2 597	4 178	4 188
sorgho										157
blé	45	36							20	41
Total céréales	5 312	6 290	3 956	5 781	4 203	2 664	3 335	2 597	4 198	4 386

(Source : ERPA)

Le stockage : une capacité d'environ 9 000 tonnes

La Nouvelle-Calédonie a une capacité de stockage des céréales en silos (hors céréales de minoterie) d'environ 9 000 tonnes, répartie dans les principaux bassins de production (Kaala-Gomen, Pouembout, Boulouparis, Bourail et Païta) et chez les provendiers.



Les importations : principalement du blé et du riz

Importations de céréales (hors semences) en tonnes

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
maïs	71	490	386	222	1 618	2 657	1 798	3 488	3 397	2 766
<i>dont maïs pour la provende</i>	41	473	366	201	1597	2 633	1 772	3 455	3 375	2 739
<i>dont maïs à pop corn</i>	30	17	20	21	21	24	26	33	22	27
blé	25 359	28 456	31 548	29 437	26 743	26 735	30 965	32 198	29 968	31 509
<i>dont blé pour la minoterie</i>	15 552	16 201	17 078	14 676	16 307	16 872	16 385	18 976	16 511	18 280
<i>dont blé pour la provende</i>	9 807	12 255	14 471	14 761	10 436	9 863	14 580	13 222	13 457	13 229
riz	10 283	11 004	10 008	10 156	11 458	9 965	10 967	10 833	10 477	11 691
<i>dont riz cargo ou brun</i>	7 585	9 288	8 243	8 283	9 336	7 469	9 052	9 097	8 627	9 875
<i>dont riz blanc</i>	2 699	1 716	1 765	1 873	2 122	2 496	1 915	1 735	1 850	1 816
seigle	0	0,03	0,01	10	21	21	0	0	0	0
avoine	47	69	58	64	65	39	44	17	19	14
sorgho	4	4	2	4	1645	845	390	0	407	0,4
millet	73	99	116	90	87	89	76	80	68	109
orge	115	115	94	95	106	61	66	80	80	284
autres	21	14	36	4	16	19	12	16	19	25
importations totales (T)	35 974	40 250	42 248	40 079	41 759	40 430	44 317	46 712	44 434	46 397
valeur importations (MF)	1 134	1 288	1 333	1 456	1 993	1 878	1 933	2 067	2 220	2 492

(Source : douanes)

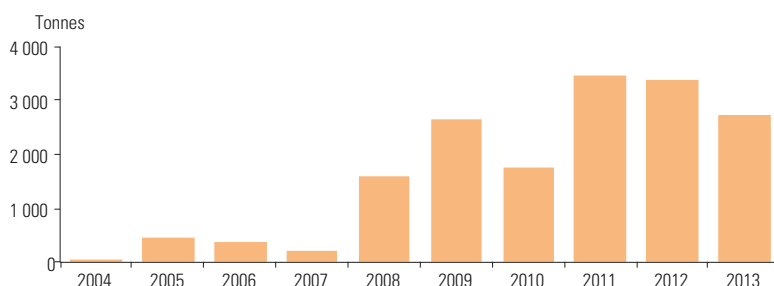
Malgré des fluctuations annuelles, les importations de céréales ont progressé ces dix dernières années de 29% en volume et de 120% en valeur. Cette augmentation a été particulièrement marquée en 2008-2009 et en 2012-2013, en raison notamment de la flambée des prix. En effet, à titre d'exemple, le prix du riz est passé de 63 F CFP/kg en 2007 à 104 F CFP/kg en 2009 pour atteindre 94 F CFP/kg en 2013. Le blé a lui aussi augmenté de 27 F CFP/kg en 2007 à 39 F CFP/kg en 2013.

Avec 2,5 milliards de F.CFP en 2013, les céréales se situent en troisième position des produits agricoles importés, après le lait et les produits laitiers (4,5 milliards de F.CFP) et les produits de l'aviculture (2,6 milliards de F.CFP). Le blé représente 50% de la valeur des importations et le riz 44%.

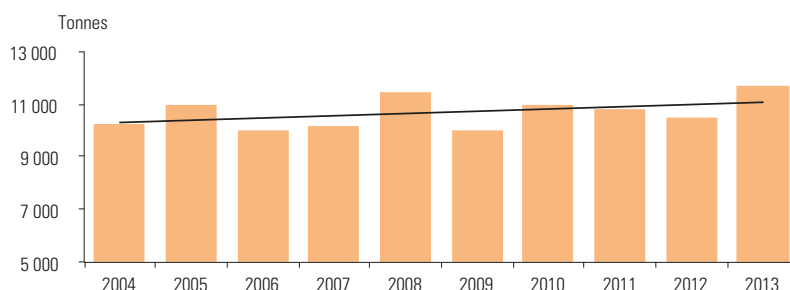
Avant 2008, les quantités de maïs importées oscillaient autour de 270 tonnes/an. A la suite de mauvaises récoltes, les importations de maïs de provende ont explosé pour atteindre 3 500 tonnes en 2011, de manière à satisfaire le marché de la provende qui absorbe près de 7 000 tonnes à l'année.

Sur la décennie 2004 à 2013, les importations de riz (tous riz confondus) fluctuent autour de 10 700 tonnes. En moyenne, 80% du riz importé est du riz cargo, transformé en riz blanc en Nouvelle-Calédonie²⁷.

Importations de maïs de provende
(Source : douanes)

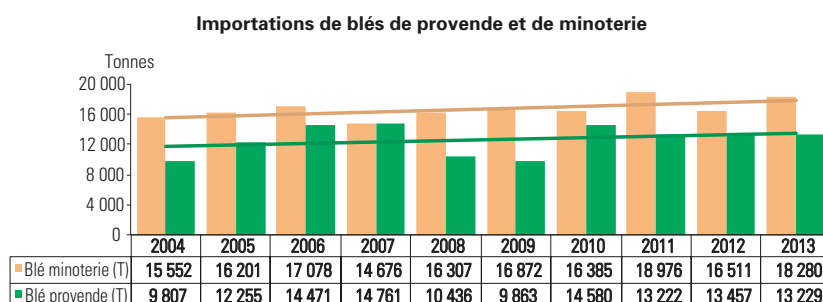


Importations de riz
(Source : douanes)



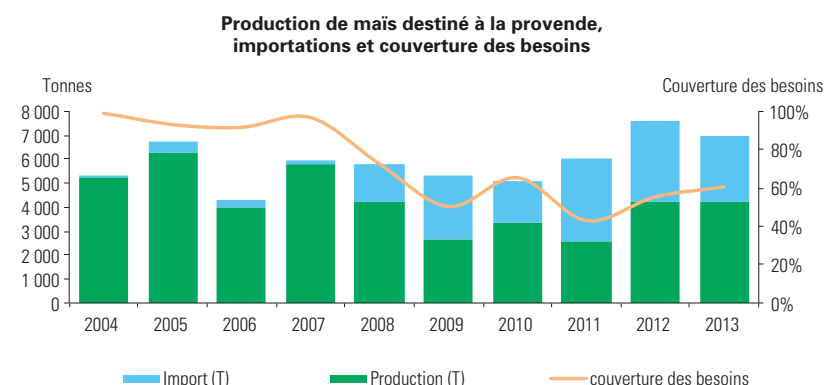
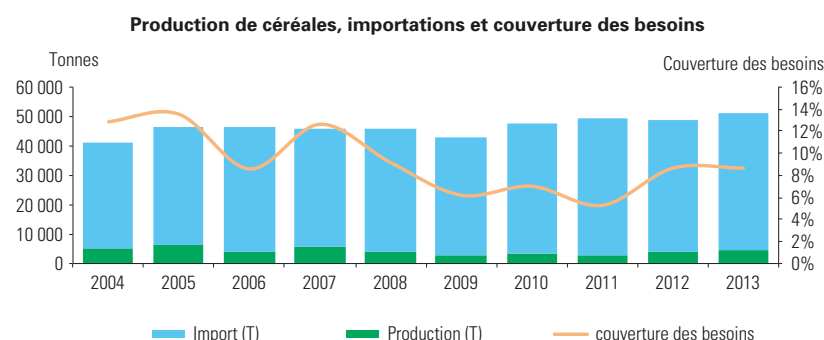
27. 1 kg de riz cargo, ou riz brun, donne environ 0,75 kg de riz blanc.

La consommation moyenne de riz blanc oscille autour de 35 kg par an et par personne. Elle est modeste comparée à celle de l'Indonésie (113 kg/an²⁸), un peu inférieure à celle du Vanuatu (43 kg/an) et bien supérieure à celle de la métropole (5 kg/an²⁹). La consommation moyenne de riz par habitant au niveau mondial est de 57 kg/an³⁰.



Depuis 2004, les importations de blé pour la minoterie fluctuent autour de 16 700 tonnes. Celles de blé de provende oscillent autour de 12 600 tonnes, importations conditionnées par le développement des productions hors sol de porcs et de volailles, ainsi que de l'aquaculture de crevettes.

La Nouvelle-Calédonie est fortement dépendante de l'extérieur pour les céréales. Toutes céréales confondues, la couverture des besoins a fortement diminué jusqu'en 2011 où elle a atteint son niveau le plus bas avec 5%. La couverture s'améliore ces deux dernières années pour atteindre 9%. Elle est néanmoins bien supérieure si l'on ne considère que le maïs destiné à la provende pour lequel le taux de couverture est de plus de 60% en 2013.



28. Bureau central des statistiques, Indonésie

29. *Des chiffres et des céréales – L'essentiel de la filière*, Passion Céréales.

30. Suivi du marché du riz, décembre 2014, FAO



LE CAFÉ

Les volumes produits restent faibles

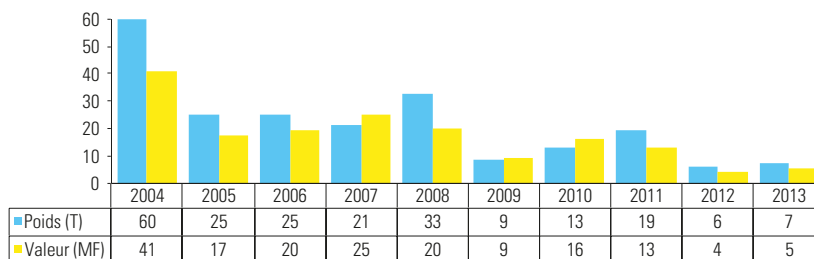
La Nouvelle-Calédonie a produit jusqu'à 2 350 tonnes de café en 1939. Par la suite, cette production n'a cessé de diminuer pour atteindre un minimum de 6 tonnes en 2012. Elle représente 7 tonnes en 2013. L'« Opération café », réalisée dans la décennie 1980-90 (ambitieux programme pour atteindre 800 tonnes en 1996, mais avec des petites parcelles de 0,25 à 2 ha, en milieu mélanésien essentiellement) n'a permis d'enrayer la chute que sur 1985-87 (400 à 550 tonnes/an). Les événements politiques de 1988 ont précipité le déclin de la production (107 tonnes en 1988). La remontée à 275 tonnes en 1992, dernière année de l'Opération Café, marquera la fin de la période d'autosuffisance de la Nouvelle-Calédonie en café non soluble. La production actuelle est très loin de couvrir les besoins de la Nouvelle-Calédonie, lesquels sont estimés à 1 400 tonnes d'équivalent café vert³¹ en 2013.

Depuis 1998, de gros efforts ont été consentis par plusieurs producteurs et la province Sud pour relancer la production de café, notamment par la mise en culture de variétés haut de gamme. L'association U.P.C.C.³² a été créée en avril 1999, avec pour objectif de relancer la filière en l'orientant vers des cafés de qualité, dits de spécialité. La « star » de cette relance est un café arabica, le « café Leroy », ou bourbon pointu, dont la faible teneur en caféine et l'arôme développé en font une valeur sûre sur le marché mondial des amateurs de « grands crus ». Cette production ne concerne aujourd'hui plus que quelques producteurs.

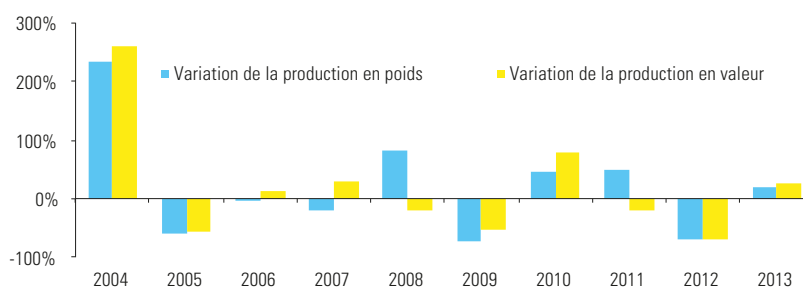
Aujourd'hui la production de café se concentre principalement en province Nord autour de l'activité du GAPCE (Groupement agricole des producteurs de la côte est), et concerne principalement le robusta. Le GAPCE collecte et transforme le café et fournit aux producteurs les équipements dont ils ont besoin. C'est par le biais de ce groupement qu'est commercialisé le café de marque Hoïa.

Malgré les soutiens développés ces dernières années et la légère progression enregistrée en 2010 et 2011, la production calédonienne de café reste très faible et inconstante. Elle est majoritairement assurée par une trentaine de producteurs (25 en province Nord et 5 en province Sud) et le complément par une multitude de petits producteurs de la côte Est en province Nord.

Production de café

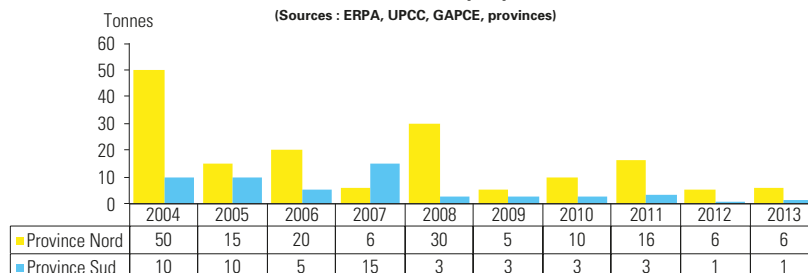


Variations annuelles en %



Production de café vert par province

(Sources : ERPA, UPCC, GAPCE, provinces)



31. Facteurs de conversion tels que définis dans l'Accord international de 2001 sur le café : *Café torréfié* : l'équivalent en café vert s'obtient en multipliant par 1,19 le poids net du café torréfié – *Café liquide* : l'équivalent en café vert s'obtient en multipliant par 2,6 le poids net des solides de café déshydratés contenus dans le café liquide – *Café soluble* : l'équivalent en café vert s'obtient en multipliant par 2,6 le poids net du café soluble.

32. UPCC : unité de promotion de la caféiculture calédonienne

La consommation de café : les cafés en poudre dominent

Importations de cafés (en tonnes et millions de F.CFP)

		2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
café vert	tonnes	353	279	236	247	199	320	270	180	327	355
	MF	69	70	61	62	57	90	80	73	129	118
café torréfié	tonne	63	83	96	138	132	171	140	146	174	175
	MF	83	109	141	176	165	220	199	243	284	278
extraits, essence et concentrés de café	tonnes	158	234	304	363	308	339	326	298	376	326
	MF	95	141	188	188	202	240	323	393	416	457
valeur totale (millions de F.CFP)		247	321	390	426	424	549	601	709	829	854

(Source : douanes)

Transformées en équivalent café vert (ECV), les quantités produites et importées permettent d'évaluer les besoins de la Nouvelle-Calédonie :

Café commercialisé sur le marché local (en tonnes équivalent café vert)

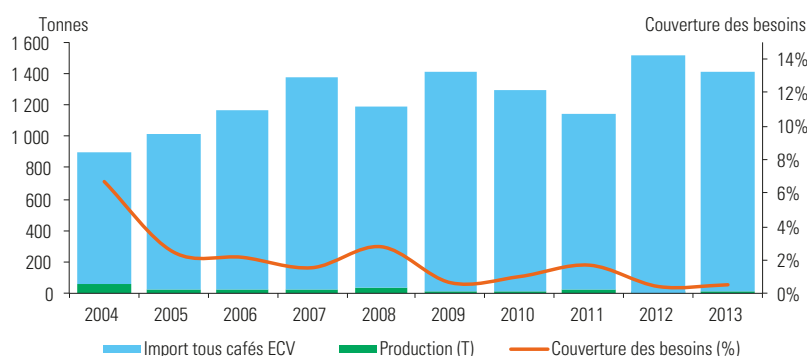
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
café vert import	353	279	236	247	199	320	270	180	327	355
café torréfié import	75	99	115	165	157	203	166	174	207	208
extraits et concentrés import	410	608	790	944	800	881	848	774	979	847
café vert commercialisé localement*	60	24	23	17	30	7	11	18	6	7
total café consommé	897	1 010	1 163	1 373	1 186	1 410	1 296	1 145	1 519	1 416

(Sources : ERPA, GAPCE, UPCC, douanes)

* Une partie de la production locale est exportée, mais l'évaluation des volumes exportés de café produit localement n'est pas toujours évidente.

Les importations de café fluctuent et ont tendance à augmenter. Les cafés en poudre occupent la première place, représentant plus de la moitié de ces importations en volume. Après avoir atteint un maximum en 2012 avec 1 500 tonnes, les besoins de la Nouvelle-Calédonie s'établissent en 2013 à 1 400 tonnes d'équivalent café vert. Avec seulement 7 tonnes, la production locale en couvre une infime partie.

Café : production, importations et couverture des besoins





LE COPRAH

Exclusivement produit à Ouvéa

La Nouvelle-Calédonie possède un climat tout juste favorable à la croissance du cocotier qui apprécie des températures plus élevées. On le trouve donc principalement dans les régions les moins froides : à Ouvéa et dans le Nord de la Nouvelle-Calédonie. L'exploitation du cocotier est très localisée. Elle existe exclusivement sur l'île d'Ouvéa pour la production du coprah. Dans le reste de la Nouvelle-Calédonie, le ramassage des noix de coco (consommation humaine ou animale) est important mais plus difficilement quantifiable.

Les cocoteraies sont naturelles, parfois à peine entretenues (nettoyage succinct) afin de faciliter le ramassage des noix. L'exploitation liée au cocotier (cocos secs ou verts, coprah) s'apparente plus à une activité de cueillette vue comme une source de revenus ponctuelle, qu'à une véritable culture du cocotier.

Aujourd'hui, seule l'île d'Ouvéa produit du coprah (l'île de Lifou a produit de petites quantités de coprah jusque dans le début des années 80). La surface de sa cocoteraie couvre environ 2 500 ha et son rendement moyen serait de l'ordre de 150 à 170 kg de coprah à l'hectare³³ avec ainsi un potentiel de 400 à 500 tonnes de coprah par an.

La plus grosse production de coprah sur cette île date de 1954 avec 2 009 tonnes. Depuis, la production a régulièrement diminué, atteignant son plus bas niveau en 1989 (10 tonnes). Une franche reprise s'est opérée en 1993, année de la mise en route de l'huilerie d'Ouvéa, avec une production de 225 tonnes. La filière coprah a ensuite connu une forte progression pour atteindre un pic de 450 tonnes en 1997.

Puis de 2004 à 2011, elle connaît dans l'ensemble une forte régression. En 2009, la production chute à 56,5 tonnes et l'on doit avoir recours à l'importation de 229,5 tonnes. A partir de mi-2011, à la faveur d'une meilleure structuration de la filière et surtout d'une animation de terrain réussie, l'effectif de coprahculteurs croît et la production fait un bond en avant. La production totale de 2013 vient assoir cette relance avec un tonnage qui n'avait plus été atteint depuis 9 ans (255 tonnes). Cette production concerne 233 producteurs.

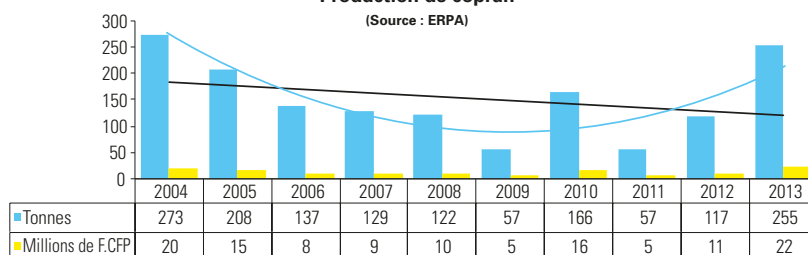
Autrefois séché au soleil sur la plage³⁴, le coprah est aujourd'hui séché à l'air chaud, dans des petits fours artisanaux, alimentés avec la bourre des noix de coco, à proximité ou sur les lieux de ramassage des noix.

Depuis début 2011, la SAPO (Société Agricole des Producteurs d'Ouvéa) gère l'unité de traitement du coprah installée près du quai de Wadrilla, à Ouvéa, pour la production d'huile. Seule la production de qualité supérieure est achetée, cet unique opérateur transformant après expertise. L'huile produite est ensuite commercialisée auprès de la savonnerie (gérée par la SODIL), Enercal afin d'alimenter les générateurs électriques et divers clients (parfumerie). La SAPO commercialise également le tourteau de coprah, résidu de la trituration.

Le coprah ordinaire est acheté au prix de 42 F/kg au producteur. Ce dernier se voit verser une prime entre 25 et 35 F/kg pour le coprah supérieur (coprah blanc et cassant), en fonction du volume livré. Une prime de 10 F/kg est versée aux gérants des fours pour le coprah séché à l'air chaud. Ces primes sont versées par l'ERPA. De son côté, la province des Iles Loyauté verse une prime de 23 F/kg au producteur. Depuis 2013, une aide supplémentaire servie par la province Iles porte la rémunération globale du coprah de 125 à 135 F/kg.

Production de coprah

(Source : ERPA)



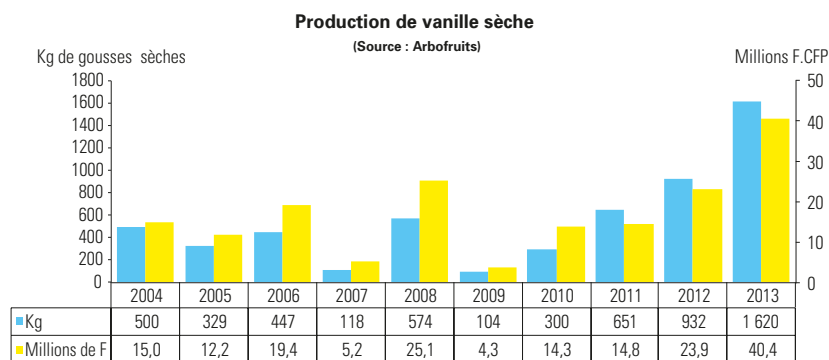
33. Evaluation de la surface de la cocoteraie et de son rendement faite en 2009 à la demande de la SODIL (Société de développement des îles Loyauté).

34. Dans les années 1950-60, le coprah d'Ouvéa était alors reconnu comme étant d'une excellente qualité et avait son propre cours sur la place de Marseille.

LA VANILLE

Contrairement à l'activité café, la vanille poursuit sa forte progression. Le nombre de producteurs et les surfaces occupées ont doublé en 10 ans³⁵. 402 exploitations ont déclaré avoir de la vanille en 2012, sur une surface occupée de 47 hectares. La moitié des exploitations possède 90% des surfaces (et 50% des surfaces sont détenues par 35 producteurs). La culture de la vanille se développe essentiellement en province des Iles Loyauté qui représente 80% des surfaces calédonniennes, et en particulier à Lifou, capitale de la vanille avec 48,5% de la vanilleraie calédonienne. La moitié des vanilliculteurs, représentant 61% des surfaces, vendent tout ou partie de leur production.

Un ambitieux programme de développement de la production de vanille a été lancé en 2004/2005 sur la province des Iles Loyauté, principalement sur les îles de Lifou et de Maré. En 2009, la province des Iles Loyauté s'est dotée d'un centre de tri et conditionnement de la vanille, fédérant une grande partie des producteurs, afin de présenter régulièrement sur le marché un produit de qualité constante.



Depuis 2011, la Maison de la vanille à Lifou achète aux producteurs des trois îles Loyauté la vanille verte. Le prix d'achat de la vanille verte est fonction de la qualité (5 000 F/kg pour la catégorie A et 3 000 F/kg pour la catégorie B). Pour les vanilles de catégorie A, s'ajoute une prime au-delà de 5 kg livrés par producteur. En 2013, 218 producteurs ont commercialisé leur vanille, contre 178 en 2012 et 145 en 2011. A cela s'ajoute la production commercialisée par des producteurs suivis n'écoulant pas leur production par l'intermédiaire de la Maison de la vanille.

LES PLANTES À PARFUM ET MÉDICINALES

En Nouvelle-Calédonie, deux types d'huiles essentielles sont produits : celle de niaouli³⁶ (issue de la distillation des feuilles) et celle de santal³⁷ (issue de la distillation du bois).

Une vingtaine d'unités de distillation de niaouli ont été installées, au fil des ans, en Nouvelle-Calédonie, mais en 2014, seules cinq sont encore en activité. On notera qu'une nouvelle distillerie est entrée en production en 2013 à Boulouparis. Trois distilleries de bois de santal (deux sur Maré et une sur l'île des Pins) permettent de maintenir le dynamisme que connaît cette filière depuis quelques années, et d'assurer un potentiel de développement que semble autoriser la ressource en bois de santal. Une entreprise d'extraction d'essences de plantes aromatiques par solvants s'est installée à Maré fin 2009. Cette unité transforme du santal, mais lance également la transformation du vétiver et du faux poivrier³⁸. Les deux distilleries de Maré ont par ailleurs mis en place des pépinières de plants de santal, en collaboration avec les autorités coutumières et la province des Iles Loyauté.

Le volume de la production de santal a fortement augmenté en dix ans. La quasi-totalité de la production d'essence de santal est exportée. Si la production est difficilement cernable ces quatre dernières années, ce sont potentiellement 4,5 tonnes d'huiles essentielles de santal³⁹ qui auraient été exportées en 2013 vers la métropole, pour 269 millions de F.CFP et environ 600 kg de solution concentrée d'huiles essentielles de santal⁴⁰. Cette essence, qui sert de base pour la fabrication de parfum, est notamment achetée par des parfumeurs de Grasse. L'essence de niaouli⁴¹, qui

35. RGA 2012.

36. *Melaleuca quinquenervia*

37. *Santalum austrocaledonicum*

38. *Shinus therebenthifolius* (baies roses)

39. Code douanier 3301.29.90 (Huiles essentielles aut. que d'agrumes : autres), ne contenant pour les exportations à priori que des huiles essentielles de santal.

40. Code douanier 3301.90.00 (Solutions conc. d'huiles essent. dans les graisses..., sous-prod. terpéniques..., eaux distillées arom.), ne concernant à priori également que du santal pour les exportations.

41. L'essence de niaouli est également appelée goménol car elle était autrefois fabriquée en quantités importantes à Kaala-Gomen.



était autrefois recherchée par la pharmacologie en métropole, est aujourd'hui majoritairement commercialisée en Nouvelle-Calédonie, dans les pharmacies. Les données de production déclarées ont tendance à diminuer, surtout ces trois dernières années. Il est néanmoins possible que cette production soit plus importante, n'étant pas toujours bien cernée dans sa totalité. En 2013, elle représente 428 kg (contre plus d'une tonne en 2010).

Production d'huiles essentielles de niaouli, de santal et de sous-produits du santal

		2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
huile essentielle de santal	kg	1 418	1 410	1 500	1 300	1 551	1 561	4 145*	5 739*	6 492*	5 535*
	MF	39,7	45,1	54,0	52,0	66,8	69,1	170,1*	252,1*	300,1*	326,3*
huile essentielle de niaouli	kg	1 082	950	850	1 028	732	942	1 140	815	476	428
	MF	6,5	5,7	6,0	8,2	6,4	12,9	20,1	14,0	11,7	8,3
drêches et bois broyé de santal	tonne	44	41	45	45	53	53	32**	25**	33**	33**
	MF	4,7	4,3	5,4	5,4	8,8	7,6	3,5**	2,8**	3,6**	3,6**
hydrolat de santal	tonne	5	5								
	MF	0,1	0,1								
total	MF	51,0	55,3	65,4	65,6	82,0	89,6	193,7	268,9	315,4	338,2

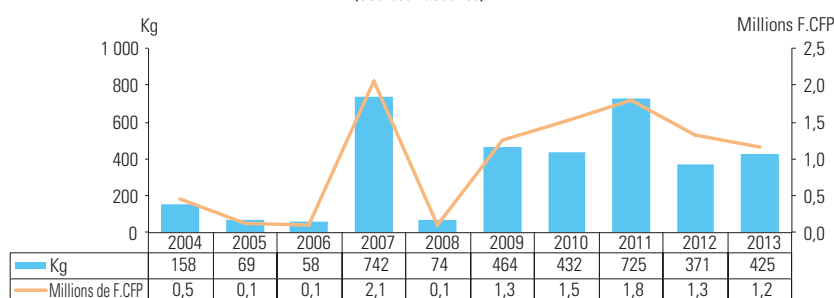
* données d'exportation en huiles essentielles et solutions concentrées d'huiles essentielles.

**données partielles.

(Sources : provinces, ERPA, douanes)

Des quantités notables d'essence de niaouli sont par ailleurs importées, en provenance principalement de métropole et Madagascar, en particulier en 2007 et ces cinq dernières années. On notera toutefois également des exportations, majoritairement vers la France métropolitaine, à hauteur de 111 kg en 2013.

Importations d'essence de niaouli
(Sources : douanes)



A titre indicatif, la culture d'une plante médicinale, l'*Aloe vera*, est également utilisée par une entreprise locale de production de cosmétiques et de produits pharmacologiques.

LES INTRANTS

Les importations de plants et semences végétales

en millions de F.CFP	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
plants et semences de légumes	42	49	51	47	51	53	74	67	57	91
matériel végétal pour la floriculture	61	70	59	51	54	44	65	47	57	45
semences fourragères	20	23	27	23	17	23	33	31	41	61
semences de pommes de terre	21	25	20	18	15	15	19	17	20	20
semences de céréales	17	10	19	20	19	11	17	24	18	39
plants de fraisiers	4	1	6	6	7	7	5	5	5	7
arbres et arbustes à fruits	0,02	2	0,4	1	0,4	0,3	0,1	0	0	1,4
autres semences végétales	10	10	8	22	16	6	11	31	33	10
Total	175	190	190	187	179	159	224	222	231	274

(Source : douanes)

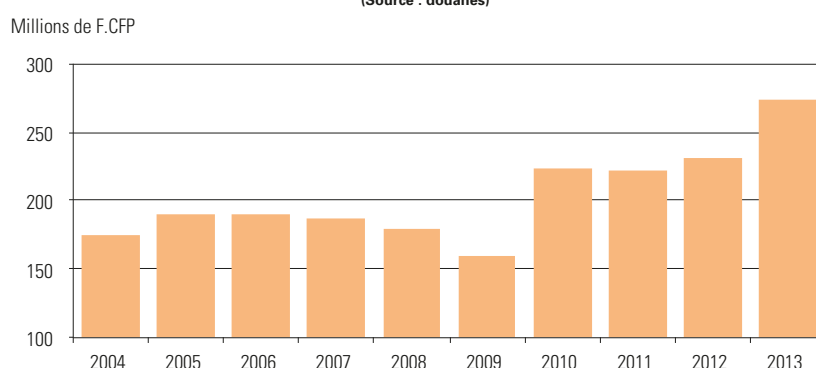
Les importations de plants et semences sont largement dominées par les plants et semences de légumes (en forte progression depuis 2004 : soit deux fois plus), ainsi que les semences fourragères et le matériel végétal destiné à la floriculture.

Les importations de semences de céréales concernent essentiellement le maïs, à 90% en valeur en 2013.

Assez constante entre 2004 et 2009 avec une moyenne de 180 millions de F CFP par an, la valeur des importations de plants et semences augmente de 40% en 2010, essentiellement en raison de la très forte progression des plants et semences de légumes (+40%), du matériel végétal pour la floriculture (+50%) et des semences fourragères (+40%). Au total, en 10 ans, les importations de plants et semences végétales ont augmenté de 57% et représentent une valeur d'environ 240 millions de F CFP par an en moyenne ces quatre dernières années.

Importations de plants et de semences végétales

(Source : douanes)

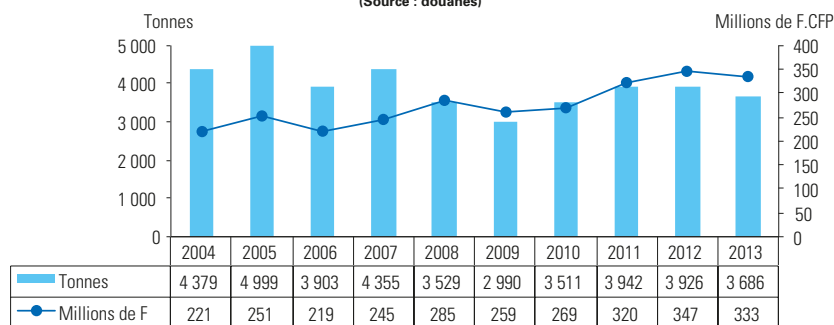


Les importations et l'utilisation d'engrais chimiques

Après un pic en 2005, les volumes d'engrais importés⁴² régressent, pour atteindre un minimum de 3 000 tonnes en 2009. En 2010, les importations repartent à la hausse pour atteindre à nouveau 4 000 tonnes en 2011 et 2012. 3 700 tonnes ont été importées en 2013.

Importations d'engrais

(Source : douanes)



Une grande partie des engrais consommés en Nouvelle-Calédonie sont subventionnés par les provinces et distribués par la Chambre d'agriculture. Les relevés annuels de la Chambre d'agriculture permettent ainsi d'approcher l'utilisation détaillée des engrais par grande spéculation et par province. La province Sud utilise environ 85% du volume total.

Utilisation des engrais par province (en tonnes)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
province Sud	4 314	4 093	3 693	4 066	3 073	2 472	2 784	3 129	3 400	3 440
province Nord	906	687	716	768	564	380	613	544	901	670
province Iles	6	5	16	10	7	6	4	1	4	10
total	5 225	4 784	4 426	4 844	3 644	2 859	3 401	3 674	4 305	4 119

(Source : Chambre d'agriculture)

42. Engrais importés : tarif douanier 31.01 à 31.05.



En 2013, les principaux engrais utilisés et leur utilisation sont les suivants :

Types d'engrais	Tonnes
17.17.17	545,5
urée	412,9
10.12.24	283,1
lithothamne	229,9
nitrate calcium	212,3
sulfate de potasse	172,1
0.32.16	63,3
0.10.25	44,5
autres engrais	2 155,6
TOTAL	4 119,1

Utilisation*	Tonnes
Maraîchage, oignons	1 010,6
Céréales	695,5
Squash	558,6
Fruits	413,6
Pâturages, pelouse	406,3
Aquaculture	204,7
Pommes de terre	153,9
Reboisement, pépinières	49,7
Autres	293,0
TOTAL	3 785,9

* Répartition concernant les engrais stockés à Ducos et une partie des engrais vendus aux professionnels et centres multiservices.

Les importations de produits phytosanitaires

Le service d'inspection vétérinaire, alimentaire et phytosanitaire (SIVAP) de la DAVAR délivre les autorisations d'importation de produits phytosanitaires utilisés à des fins agricoles. Les données de ce service font apparaître les quantités importées suivantes :

Importations de produits phytosanitaires (en tonnes)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
herbicides	63	66	71	57	67	63	67	45	51	24
insecticides	19	17	26	25	10	9	10	9	9	13
fongicides	16	11	12	11	5	5	3	7	5	7
divers	17	13	27	11	16	12	17	15	4	6
total	115	107	136	105	98	89	96	76	69	49

(Source : SIVAP)

Ces valeurs correspondent, aux variations de stock près, aux quantités utilisées en Nouvelle-Calédonie en agriculture. Elles sont inférieures à celles relevées par les douanes à l'importation qui comprennent également les produits utilisés par les particuliers, les industries ou les entreprises (désinsectisation des bâtiments notamment). En 2013, les importations de produits phytosanitaires à usage agricole représentent en effet 11% de l'ensemble des importations de produits phytosanitaires (hors aérosols).

Malgré des valeurs plus élevées en 2006 (136 tonnes), on peut noter une nette régression des importations et donc de l'utilisation des pesticides entre 2004 et 2013 (-57%)⁴³. La mise en place progressive de techniques de production biologique intégrée, en province Sud notamment, et l'instauration en 2006, par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, d'un plan de surveillance concerté plus strict, ont certainement favorisé cette tendance baissière. L'agriculture calédonienne semble se diriger vers une utilisation plus raisonnée des produits chimiques, moins coûteuse en intrants, plus soucieuse de son environnement.

43. Ces volumes restent à nuancer, ne tenant pas compte des concentrations en principes actifs.



LE FINANCEMENT DE L'AGRICULTURE





Les aides à l'agriculture en Nouvelle-Calédonie sont de natures diverses : aides directes aux agriculteurs, allègement de charges, soutien réglementaire et financier des productions locales.

De même, conformément à la répartition des compétences entre les institutions, l'origine des fonds bénéficiant à l'agriculture calédonienne est plurielle. L'Etat, la Nouvelle-Calédonie et les trois provinces participent financièrement au soutien de cette activité.

Trois principales sources de financement

L'Etat :

L'Etat cofinance des actions en partenariat avec les collectivités locales dans le cadre des contrats de développement. En matière agricole et rurale, le ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt et le ministère des Outre-mer sont les deux principaux contributeurs.

La principale contribution de l'Etat concerne l'enseignement et la recherche agricoles à travers notamment le financement du lycée agricole de Nouvelle-Calédonie à Pouembout et de l'IAC¹. Depuis le 1^{er} janvier 2012, si les diplômes continuent d'être délivrés par l'Etat, la compétence de l'enseignement agricole a été transférée à la Nouvelle-Calédonie.

L'Etat a participé de manière exceptionnelle à hauteur de 777 millions de F.CFP en 2003 aux indemnités des dégâts causés par le cyclone Erica au seul secteur agricole (évalués à près de 3 milliards de F.CFP).

La Nouvelle-Calédonie :

L'intervention de la Nouvelle-Calédonie revêt plusieurs formes, et notamment :

- A travers un établissement public, l'ERPA, elle soutient la production agricole locale. Plusieurs modes d'intervention sont à sa disposition : aides à l'exportation, taxes à l'importation et contingentement pour l'importation de certains produits, mais aussi soutien des prix et réduction des coûts ;
- Des mesures visant à réduire les charges pesant sur les exploitations sont financées par la Nouvelle-Calédonie. Dans cette catégorie, on peut classer l'aide à l'énergie, la détaxe gazole, l'exonération de taxe générale à l'importation, différentes aides à l'achat de reproducteurs, de médicaments vétérinaires. Cette liste n'est pas exhaustive ;
- L'indemnisation des calamités agricoles, compétence de la Nouvelle-Calédonie, est assurée par l'APICAN², établissement public de la Nouvelle-Calédonie. Ce dernier intervient principalement dans le cadre de la lutte contre les feux, de l'entretien des cours d'eau en zones rurales, et du soutien aux filières encadrées.

L'aide à la vache allaitante, initiée en 2007, destinée à soutenir la filière bovine en difficulté est la dernière mesure-phare décidée par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie.

Les provinces :

Les provinces sont les institutions compétentes en matière de développement économique. Concernant le secteur agricole, chaque province met en place un ensemble de mesures notamment d'incitation à l'investissement dans le secteur agricole et vote un budget affecté à ces opérations. Les mesures sont propres à chaque province ; les projets sont instruits et agréés par les services provinciaux respectifs. Les provinces assurent également un accompagnement des producteurs (appui technique, formations).

1. IAC : institut agronomique néo-calédonien.

2. Agence pour la prévention et l'indemnisation des calamités agricoles ou naturelles.

Répartition des financements par bailleur de fonds et par nature d'intervention en 2013

concours (en millions de F.CFP)	Etat ¹	NC ²	Province Sud ³	Province Nord ³	Province îles ³	TOTAL
1- AGRICULTURE ET TERRITOIRES RURAUX	268	3 449	908	758	115	5 499
11 - marchés et revenus agricoles		2 996	440	193	73	3 702
Soutien des prix - réduction des coûts		1 348	253	101		1 703
Aides liées aux produits		320			16	336
Aide à la commercialisation		93	13	13		119
Organisation et modernisation des filières		146	167			313
Actions de promotion et qualité des produits		87	7	15	57	166
Gestion des aléas de production (dont calamités)		978		63		1 040
Autres mesures		25				25
12 - développement rural	268	232	468	566	41	1 575
Installation, modernisation, maîtrise des pollutions	26	27	286	404		743
Cessation d'activité en agriculture		6				6
Mesures agri-environnementales						
Aménagement et protection de l'espace rural	30		134	4		168
Transformation et commercialisation des produits agricoles	116			9		125
Activités hippiques	13	69	48	2		132
Autres mesures de développement rural	83	130		146	41	401
13 - sécurité sanitaire des végétaux et des animaux		221				221
Lutte contre les maladies des végétaux et des animaux		221				221
2 - AQUACULTURE (soutien à la filière)		316	84	78		478
3 - FORÊT		229	187	116		532
Développement économique de la filière bois			16	3		19
Gestion du patrimoine forestier public				30		30
Amélioration de la gestion et de l'organisation de la forêt privée			171	2		173
Prévention des risques et protection de la forêt		229		80		309
Total 1 + 2 + 3	268	3 994	1 179	952	115	6 508
4 - ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE⁴	773	359	388	222	52	1 793

Sources : 1. Haut-commissariat, DAFE, ADRAF - 2. Nouvelle-Calédonie (DAVAR, Douanes) et ses établissements publics (ERPA, APICAN, CANC) - 3. provinces Sud, Nord, Iles Loyauté - 4. Les frais de personnel et charges de fonctionnement des services généraux et/ou techniques des différentes institutions n'ont pas été pris en compte dans la mesure du possible. Seule la rubrique « enseignement et recherche » englobe ces dépenses. La rubrique « enseignement et recherche » englobe les financements concernant la recherche dans les différents secteurs (y compris aquaculture).

Répartition des financements depuis 2008

Concours en millions de F.CFP	2008	2009	2010	2011	2012	2013
1 - agriculture et territoires ruraux	3 950	3 606	4 005	4 486	4 176	5 499
Marchés et revenus agricoles	2 315	2 179	2 333	2 573	2 566	3 702
Développement rural	1 505	1 311	1 506	1 733	1 473	1 575
Sécurité sanitaire des végétaux et des animaux	130	116	166	181	136	221
2 - aquaculture	644	519	687	749	436	478
3 - forêt	311	242	497	438	416	532
Total 1 + 2 + 3	4 906	4 367	5 188	5 673	5 027	6 508
<i>Evolution</i>		-11%	+19%	+9%	-11%	+29%
4 - enseignement et recherche	1 610	1 600	1 650	1 371	1 415	1 793



Une autre forme d'aide : la régulation du marché local

D'autres formes de soutien permettent à l'agriculture (comme à d'autres secteurs d'activité) de se développer en Nouvelle-Calédonie, parmi lesquelles on citera :

- des mesures visant à contenir les importations soit par le biais de taxes (taxe de soutien aux produits agricoles – TSPA – notamment), soit par la fixation de contingents d'importation (programme annuel d'importations et quotas mensuels pour les fruits et les légumes), sont de nature à protéger les productions locales d'une trop forte concurrence extérieure. Par ailleurs, la mise en place d'accords interprofessionnels (depuis 2011 pour les oignons et lancement en 2014, pour les choux pommés et carottes) doit permettre de sécuriser les ventes de producteurs par le biais de volumes contractualisés avec les acheteurs, mais aussi un meilleur approvisionnement du marché.
- Une organisation du marché intérieur, via l'OCEF, pour plusieurs productions importantes : viandes bovine, porcine, ovine et cervine, pommes de terre et squashes.





LA PRODUCTION DE BOIS





La production de bois sciés décline depuis 10 ans

Le bois d'œuvre provient de l'exploitation des pinus (*Pinus caribaea*) issus de plantations (70 à 80% ces dernières années) et des bois locaux issus de forêts naturelles primaires ou de propriétés privées. Toutes essences confondues (kaoris, houpes, tamanou, araucarias, chêne rouge, ralia et goya notamment), les bois locaux fournissent donc en moyenne ces dernières années environ 25% des besoins du marché.

Production et importation de bois d'œuvre

		2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
sciages produits en N.C.	m ³	4 623	4 278	3 427	3 005	2 848	2 447	2 358	2 036	2 147	2 370
	MF	228	212	191	149	142	126	126	117	117	139
import de bois brut et sciages	m ³	14 891	14 813	15 467	14 510	16 800	19 805	17 680	15 481	15 280	14 564
	MF	590	680	704	678	759	823	998	888	1 035	983

(Sources : provinces, Sud Forêt, ERPA, douanes)

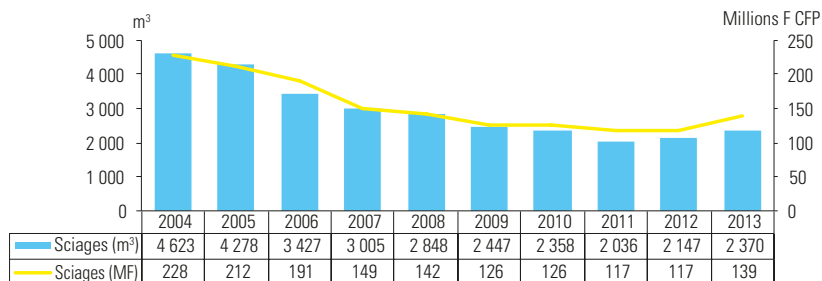
Avec une production en bois sciés de près de 4 800 m³, 2003 reste la meilleure année de production depuis 1990. Depuis cette date, cette production, recentrée sur l'essence de pinus, s'est dégradée en volume et en valeur pour atteindre son minimum en 2011 avec 2 000 m³ produits pour 117 millions de F.CFP. En 2013, cette production de sciage est remontée à 2 370 m³ et 139 millions de F.CFP. Elle affiche une diminution de près de 50% en volume et de 40% en valeur en dix ans.

Après un pic d'environ 3 300 m³ en 2000, la production de bois d'œuvre d'essences issues de la forêt naturelle a régressé pour n'atteindre en 2013 plus que 370 m³. Suite aux restrictions d'accès à la ressource sur les domaines provinciaux, cette production a fortement chuté en province Sud, et s'est arrêtée en province Nord en 2007. Après un pic de production en 2004, avec 2 990 m³ (la production ayant plus que doublé entre 2002 et 2004), la production en bois d'œuvre issue de l'exploitation de pinus diminue pour s'établir en 2011 aux alentours de 1 400 m³. Puis elle augmente de 40% sur les deux dernières années pour atteindre environ 2 000 m³ en 2013.

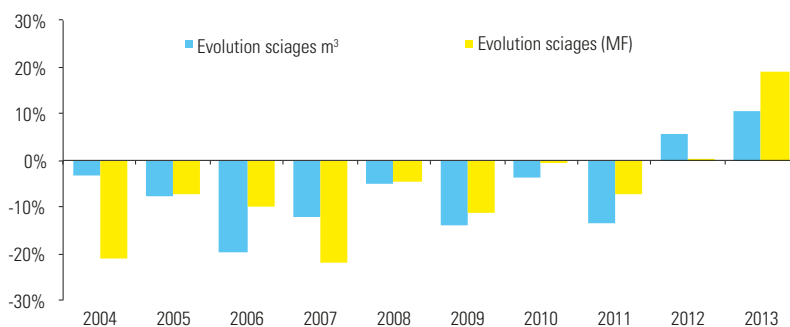
Après une progression des importations de bois sciés jusqu'en 2009 avec près de 20 000 m³, celles-ci diminuent jusqu'en 2013 et atteignent 14 500 m³. Cette progression des importations avait engendré une dégradation du taux de couverture. En 2013, boosté par l'augmentation de la production locale et la diminution des importations, le taux de couverture des besoins en bois d'œuvre augmente légèrement.

Sciages produits

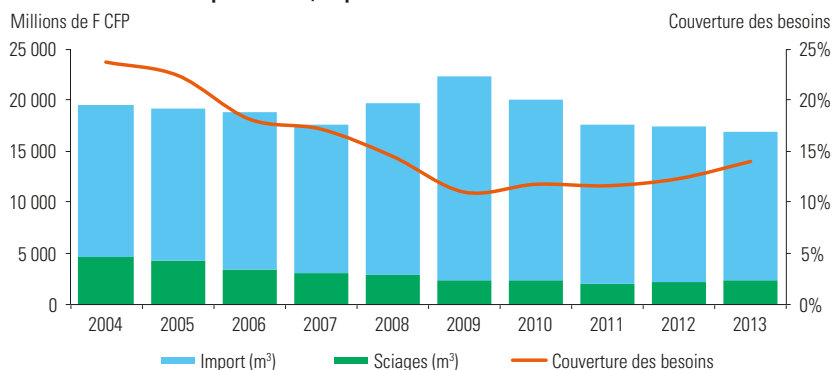
(Sources : province Sud et Nord)



Variations annuelles en %



Bois : production, importations et couverture des besoins



Les autres produits dérivés du bois

Il s'agit essentiellement de bois de service (piquets, barres, poteaux, pieux, gaulettes, bois de chauffage...). La production de mulch à base de pinus broyé, principalement destiné au paillage de plantes ornementales, avait apporté pour trois années successives, une diversification dans les produits dérivés du bois.

Productions dérivées du bois (en millions de F.CFP)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
bois de service	62	57	85	75	81	81	115	134	178	199
mulch de pinus broyé	3	15	4							
total produits dérivés du bois	65	72	90	75	81	81	115	134	178	199

(Sources : provinces, Sud Forêt, ERPA)

La production de bois de service augmente d'année en année pour atteindre l'équivalent de plus de 3 000 m³ en 2013.

Au final, la production locale de bois sciés et bois de service a fortement progressé à partir de 2012. Plus de 5 000 m³ ont été produits par les scieries calédoniennes en 2013. Cette augmentation est à mettre notamment en perspective avec l'arrivée d'un nouvel opérateur au second semestre 2012.







L'AQUACULTURE





En Nouvelle-Calédonie, si l'aquaculture comprend essentiellement la production de crevettes, en 1999, elle s'est diversifiée avec deux productions nouvelles : les huîtres et les écrevisses. On notera une tentative d'élevage de chevrettes (crevettes d'eau douce) dans les années 80, sans succès.

Le secteur aquacole tente par ailleurs aujourd'hui de se diversifier avec plusieurs projets expérimentaux concernant le poisson encadrés au sein du Centre Calédonien de Développement et de Transfert en Aquaculture Marine, et des premiers essais d'élevage d'holothurie (*holothuria scabra*) et de picots rayés (*siganus lineatus*).

Les crevettes

Une production en déclin depuis 2005

L'aquaculture de crevettes (seule *Penaeus stylirostris* est produite) est récente en Nouvelle-Calédonie. Elle a commencé au début des années 80, après des recherches menées par l'IFREMER (débutées en 1973) pour déterminer les variétés de crevettes potentiellement intéressantes, adapter les techniques de reproduction et d'élevage au contexte local.

Cette activité a rapidement pris de l'ampleur (augmentation des surfaces ensemencées et amélioration des rendements à l'hectare) et a représenté à son apogée, en 2005, une production de 2 400 tonnes pour un chiffre d'affaires (valeur à la première vente) de 2 milliards de F.CFP. La filière se positionne alors au premier rang des exportations du secteur rural.

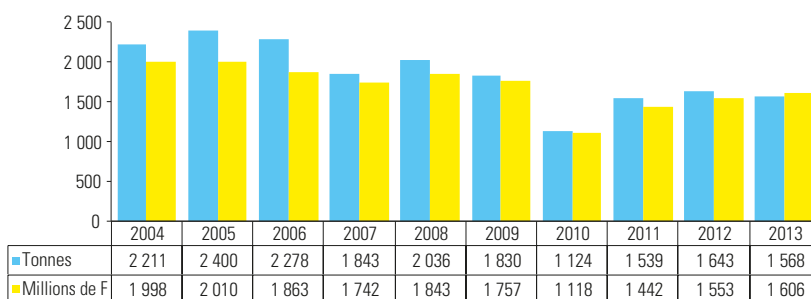
Depuis, la production de crevettes a régressé pour atteindre son niveau le plus bas en 2010, avec 1 100 tonnes. En effet, depuis quelques années, écloséries et aquaculteurs subissent des problèmes techniques persistants, qui engendrent des déficits de post-larves pour l'ensemencement des bassins, ainsi que des taux de survie et rendements insuffisants dans les bassins d'élevage. Avec une production supérieure à 2010 de près de 40%, 2011, 2012 et 2013 ont vu plus de 1 500 tonnes de crevettes commercialisées.

Le rendement des fermes a légèrement augmenté, passant de 2,3 tonnes par hectare en 2012 à 2,4 tonnes en 2013. Cela reste encore en deçà des rendements connus avant 2010 (2,8 tonnes en 2008 et 3,6 tonnes en 2004), compte-tenu notamment des difficultés d'approvisionnement en post-larves. On note toutefois durant la campagne 2012/2013, un rendement de 11,3 tonnes par million de post-larves ensemencées, soit une hausse de 12% par rapport à la campagne précédente, et de 23% par rapport à la campagne 2009/2010, où les rendements étaient inférieurs à 10 tonnes.

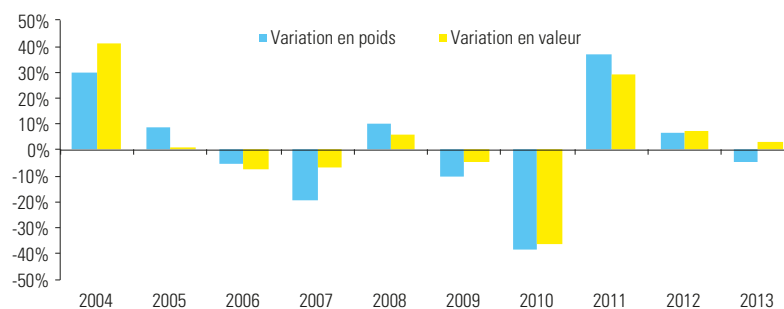
Cette production, issue de quatre écloséries et de 18 fermes de grossissement, sur 662 hectares exploités, représente 1 606 millions de F.CFP en 2013.

En 2011, on estime à 153 le nombre d'employés permanents sur les fermes et les écloséries de crevettes et à 220 le nombre de pêcheurs occasionnels. La filière génère ainsi 157 ETP¹ (équivalent

Production de crevettes



Variations annuelles en %



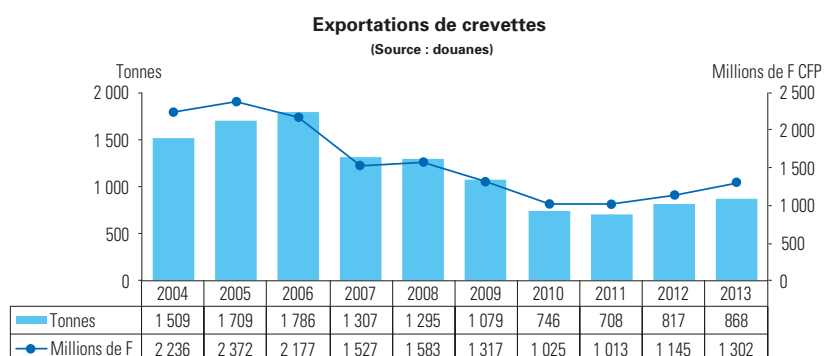
1. Source : ERPA.

temps plein, voir définition en page 97), soit 125 sur les fermes, 20 dans les éclosiers et 12 pour les emplois occasionnels lors des pêches. Par ailleurs, pour le conditionnement des crevettes, les usines font appel à 433 employés, pour 125 ETP.

La commercialisation des crevettes : la moitié est destinée à l'exportation

Jusqu'en 2010, l'essentiel (60 à 80%) de la production de crevettes est exporté, le marché local absorbant annuellement environ 600 tonnes. Depuis 2011, compte tenu des plus faibles niveaux de production mais également de l'augmentation du marché local (785 tonnes en moyenne ces 3 dernières années), moins de 50% de la production est sortie du territoire sur cette période.

La consommation de crevettes par habitant s'élève à près de 3 kg par an (moins de 2 kg en France métropolitaine²).



Les exportations de crevettes ont réellement commencé en 1989. Après une période de forte croissance et un premier pic observé en 2001 (1 754 tonnes), elles atteignent leur maximum en 2006 (près de 1 800 tonnes). Depuis, une diminution régulière a amené les exportations à leur plus faible niveau en 2011 avec 708 tonnes. Ces variations sont dues notamment à des interactions complexes techniques d'élevage/

problèmes sanitaires, qui ne permettent pas encore à ce jour de garantir une production stable. L'exportation s'améliore ces deux dernières années avec une augmentation de 23%. En 2012, les exportations de crevettes représentent près de 50% des volumes exportés de produits de la pêche et de l'aquaculture³.

Quelques importations de crevettes cuites congelées ont lieu, dans des quantités très faibles au regard de la production locale. On notera l'importation de crevettes vivantes en 2005 ; il s'agit de reproducteurs destinés à l'amélioration génétique de la souche calédonienne.

Importations de crevettes (en tonnes)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
crevettes congelées	5,2	1,1	2,5	8,9	6,2	7,0	0,0	0,2	0,4	2,0
crevettes vivantes		1,3								

(Source : douanes)

La production d'huîtres et d'écrevisses

L'aquaculture d'écrevisses est une spéculation relativement récente en Nouvelle-Calédonie, les premières commercialisations ayant eu lieu en 1999. La production commercialisée suivie d'écrevisses est issue de bassins situés en province Sud. En 2007, 16 producteurs exploitaient 20,7 ha de bassins. Après 2007, sur la période considérée, une petite dizaine d'exploitants étaient à l'origine de la production calédonienne d'écrevisses. En effet, à partir de 2008, une diminution significative de la production de larves avait engendré une diminution des volumes produits, avec pour conséquence l'abandon de l'activité par certains producteurs.

2. Source : Ubifrance – extrait du rapport *Opportunités de marchés pour l'offre française de produits de la pêche et de l'aquaculture*, OFIMER, 2008.

3. D'après *Pêches professionnelles maritimes et aquaculture de 2005 à 2012*, service de la pêche et de l'environnement marin, Direction des affaires maritimes.



Commercialisation des huîtres et des écrevisses

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
huîtres (tonnes)	53	84	87	80	66	60	64	22	nd	nd
huîtres (millions de F)	41	71	80	80	62	60	77	35	nd	nd
écrevisses (tonnes)	10	9	8	8	5	5	3	3	3,5	3
écrevisses (millions de F)	17	16	15	14	10	9	6	4,5	6	5

(Sources : service des affaires maritimes, producteurs, DDR) ; nd : Données non disponibles.

Les naissains d'huîtres sont importés de métropole.

Importations de naissains d'huîtres

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
tonnes	0,6	0,8	1,7	2,1	1,6	2,3	0,8	0,7	1,0	2,1
millions de F	3,8	5,7	11,4	17,6	9,3	11,5	10,3	7,6	9,1	18,3

(Source : douanes)

Importations d'huîtres commerciales

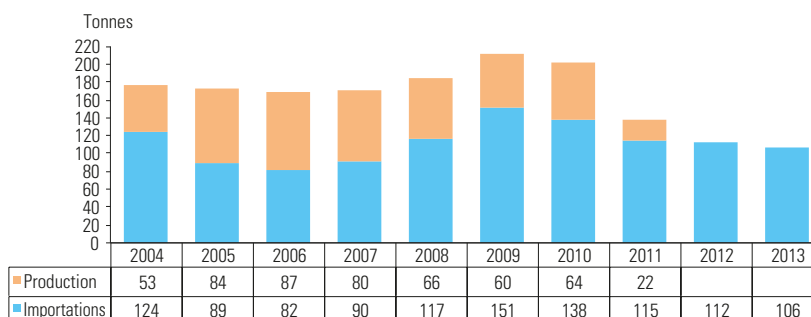
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
tonnes	124	89	82	90	117	151	138	115	112	106
millions de F	82	73	60	71	88	113	100	104	119	112

(Source : douanes)

Après une domination des importations, la production locale d'huîtres a progressé pour devenir quasiment équivalente aux importations en 2006. Puis la production locale diminue pour atteindre 22 tonnes en 2011. Les chiffres de production en 2012 et 2013 ne sont pas disponibles. La consommation a par ailleurs également baissé pour atteindre un peu moins de 140 tonnes en 2011 (-32% par rapport à 2010).

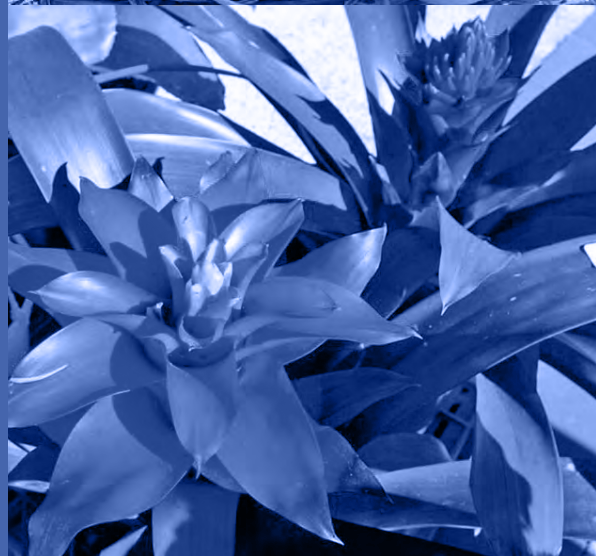
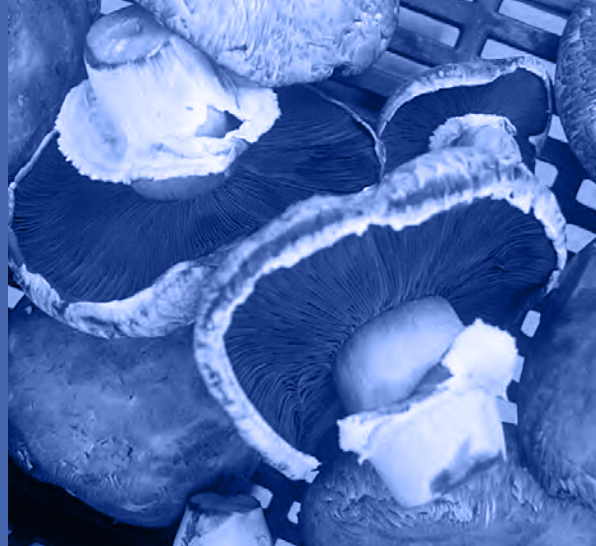
Production et importations d'huîtres

(Sources : ostréiculteur, service des affaires maritimes, DDR, douanes)





L'AGRICULTURE DANS L'ÉCONOMIE CALÉDONNIENNE





La production agricole en quantités et volumes

Production agricole finale (en quantité)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
bovins										
viande (poids brut en T)	4 034	3 520	2 992	3 131	3 147	3 192	3 425	3 414	3 416	3 297
lait (milliers de litres de lait)	846	804	789	826	525	274	316	254	317	321
bovins reproducteurs exportés (U)	3								2	
vente de reproducteurs en NC (U)	130	139	133	149	117	103	100	127	118	116
aviculture										
œufs (millions d'œufs)	34	34	36	35	29	33	36	34	41	40
poulets + réforme (T)	630	750	796	840	840	728	800	762	793	778
basse-cour* (T)	66	61	48	60	47	41	51	41	38	38
poussins d'1 jour (Ux1000)	604	630	567	583	557	547	511	448	518	499
porcins										
viande (poids brut en T)	1 765	1 821	1 972	2 093	2 373	2 262	2 255	2 425	2 557	2 673
vente de reproducteurs en NC (U)	77	162	78	74	48	67	135	190	336	288
porcs exportés (U)	42	76	12	11						
reproducteurs exportés (U)	9						5			
petits ruminants										
ovins (poids brut en T)	8	9	7	6	8	6	8	10	8	8
caprins (poids brut en T)	7	6	3	3	2	2	3	4	5	5
cervidés viande (poids brut en T)	244	246	248	210	186	182	268	195	169	200
élevage équin										
viande (poids brut en T)	4	8	22	18	2	0,1	0	0	0	0
nombre de saillies déclarées	241	235	301	291	269	269	339	248	328	266
lapins (T)	16	17	20	21	20	21	26	20	17	16
apiculture miel (T)	107	60	69	79	93	66	90	111	98	104
fruits et légumes (T)	15 876	15 445	18 154	15 997	16 869	14 450	14 907	15 576	16 743	15 455
Légumes (T)	11 618	11 197	12 594	10 244	11 617	10 044	10 120	11 562	11 625	10 839
dont légumes exportés (T)	2 890	2 094	2 728	1 137	2 551	2 027	2 082	2 462	2 812	2 686
Fruits (T)	4 258	4 248	5 560	5 753	5 252	4 407	4 787	4 014	5 119	4 617
dont fruits exportés (T)	10	26	51	66	94	20	24	22	44	26
céréales (T)	5 312	6 290	3 956	5 781	4 203	2 664	3 335	2 597	4 198	4 386
coprah (T)	273	208	137	129	122	57	166	57	117	255
café (T)	60	25	25	21	33	9	13	19	6	7
vanille (kg gousses sèches)	500	329	447	118	574	104	300	651	932	1 620
huiles essentielles (kg)	2 500	2 360	2 350	2 328	2 283	2 503	5 285**	6 554**	6 968**	5 963**
santal broyé et drèches (T)	44	41	45	45	53	53	32***	25***	33***	33***

T = tonnes U = unités

* canards, pigeons, pintades, dindes et dindons et gibier à plumes.

** données d'exportation pour le santal (source : douanes).

*** données partielles pour les drèches de santal.

La production agricole calédonienne en valeur

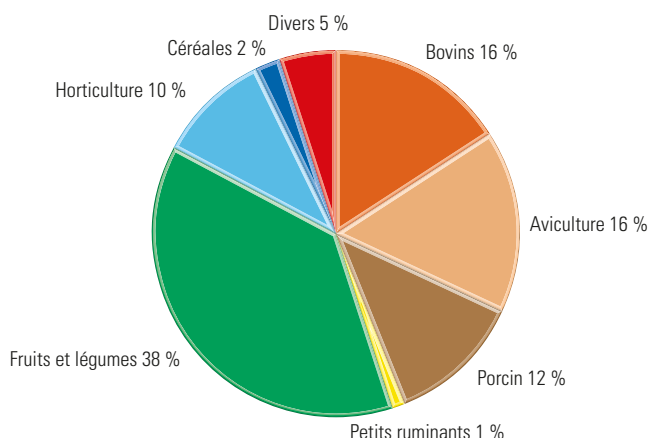
Pour l'établissement de la production agricole en valeur (production agricole finale), seules les productions commercialisées sont prises en compte. Les productions autoconsommées et échangées (échanges non commerciaux), bien que non négligeables dans l'activité économique globale de la Nouvelle-Calédonie, ne sont pas prises en compte. Les productions intermédiaires (reproducteurs vendus en Nouvelle-Calédonie, poussins d'un jour, etc...) ne font pas partie de la production agricole finale.

Production agricole finale (en millions de F.CFP)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
bovins	1 652	1 433	1 283	1 447	1 416	1 438	1 546	1 524	1 726	1 680
viande	1 582	1 368	1 220	1 381	1 374	1 416	1 508	1 493	1 686	1 640
lait	68	64	63	66	42	22	38	32	39	39
animaux vivants exportés	2								1	
aviculture	1 218	1 265	1 444	1 444	1 360	1 327	1 502	1 484	1 715	1 679
œufs	750	770	883	861	771	840	857	878	1 051	1 050
poulets et poules de réforme	390	417	500	510	526	424	565	552	592	578
basse-cour	71	68	55	67	53	50	67	52	47	50
animaux vivants exportés	8	9	7	6	10	12	13	3	1	1
porcins	801	832	898	971	1 087	1 033	1 030	1 110	1 176	1 315
viande	799	829	897	969	1 087	1 033	1 030	1 110	1 176	1 315
animaux vivants exportés	3	3	0,5	1,3			0,3			
petits ruminants	108	111	117	103	99	101	139	107	94	110
viande caprine	3	3	1	1	1	1	1	2	2	2
viande ovine	5	5	4	3	5	4	5	6	5	5
viande cervine	101	103	112	99	93	96	133	99	87	103
élevage équin (estimation)	27	27	31	29	28	29	29	34	35	33
viande	0,9	2,0	5,4	4,3	0,4	0,04	0	0	0	0
saillies	26	25	26	25	28	29	29	34	35	33
lapin	17	19	25	28	26	29	36	28	24	22
apiculture (miel et autres produits)*	96	56	74	96	103	89	117	143	118	138
fruits et légumes	2 831	2 779	3 214	3 532	3 354	3 345	3 391	3 614	3 957	4 045
légumes	1 937	1 889	2 126	2 333	2 079	2 100	2 203	2 491	2 439	2 773
fruits	894	890	1 088	1 199	1 275	1 245	1 188	1 123	1 518	1 271
horticulture	890	900	922	925	822	894	966	1 038	1 068	1 100
céréales	213	243	151	226	179	120	167	133	228	241
coprah	20	15	8	9	10	5	16	5	11	22
café	41	17	20	25	20	9	16	13	4	5
vanille (estimation)	15	12	19	5	25	4	14	15	24	40
santal et niaouli	51	55	65	66	82	90	194	269	315	338
essences de niaouli et de santal	46	51	60	60	73	82	190	266	312	335
sous-produits du santal	5	4	5	5	9	8	4	3	4	4
Total agriculture (francs courants)	7 981	7 763	8 273	8 906	8 611	8 510	9 164	9 519	10 472	10 768
Indice des prix**	88	90	92	93	96	97	99	102	104	105
Total agriculture (francs constants)	9 024	8 671	8 976	9 569	8 987	8 799	9 226	9 358	10 117	10 271

* Hors vente d'essaims et reines considérés comme produits de consommation intermédiaire.

** Indice général des prix à la consommation, base 100 en 2010 : source ISEE.

Répartition de la production agricole 2013 par filière (en valeur)

Les 10,8 milliards de la production agricole calédonienne en 2013 sont composés à 54% par les productions végétales (5,8 milliards en 2013) et à 46% par les productions animales (5 milliards).

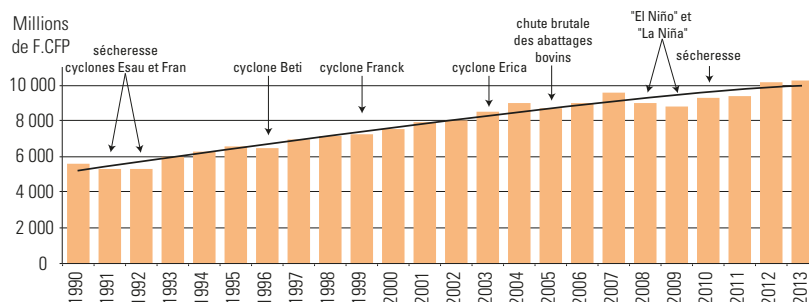
Les fruits et légumes, dont une petite partie est exportée, arrivent très largement en tête des spéculations agricoles, suivis par les bovins et l'aviculture.



Evolution de la production agricole commercialisée depuis 1990

Entre 1990 et 2013, l'agriculture en Nouvelle-Calédonie a connu quelques années médiocres, marquées par des événements climatiques majeurs. Ce sont notamment la grande sécheresse de 1991 et 1992 à laquelle se sont ajoutés les cyclones Esau et Fran, le cyclone Beti en 1996, qui a fortement touché les cultures fruitières, le cyclone Franck en 1999 accompagné de trois dépressions tropicales en début d'année.

Production agricole finale en francs constants



En 2005, la production agricole finale connaît une première régression significative (-4%) non liée à un phénomène climatique, marquée principalement par la chute brutale de la production de viande bovine.

En 2008 et 2009, la production agricole régresse deux années consécutives (-8,5% au global). Plus dans le détail, on constate que cette diminution concerne en premier lieu :

- les légumes (-10% entre 2007 et 2009), qui semblent avoir été impactés par la succession de phénomènes climatiques « El Nino » et « El Nina », même s'il est probable que d'autres éléments explicatifs aient pu intervenir ;
- l'aviculture (-8% entre 2007 et 2009), avec notamment une diminution de la production d'œufs, suite au déménagement et aux travaux de modernisation d'une des principales unités de production ;
- l'horticulture (-8% entre 2007 et 2009) ;
- la production laitière (-66% entre 2007 et 2009), suite à l'arrêt de deux unités.

Après ces deux mauvaises années, la production agricole augmente de manière notable jusqu'à 2013 (+26% en francs courants). Cette augmentation concerne toutes les spéculations (sauf la cuniculiculture et le café), soit pour les principales filières :

- les poules et poulets de chair avec une augmentation de 36% entre 2009 et 2013 ;
- les légumes (+32% entre 2009 et 2013) ;
- la viande porcine (+27% entre 2009 et 2013) ;
- la viande bovine (+16% entre 2009 et 2013) ;
- les œufs de consommation (+25% entre 2009 et 2013) ;
- les céréales (le double par rapport à 2009) ;
- l'horticulture (+23% entre 2009 et 2013) ;
- l'apiculture (plus de 50% entre 2009 et 2013).

Dans l'évolution récente du chiffre d'affaires de l'agriculture calédonienne, on peut donc distinguer deux périodes :

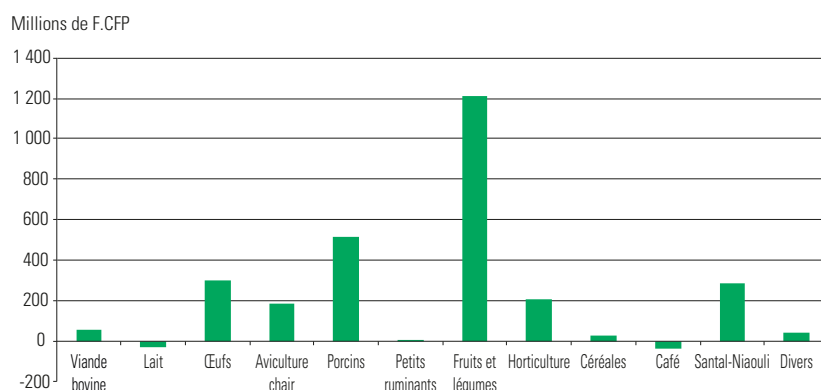
- jusqu'en 2004, la production agricole calédonienne connaît une croissance assez régulière, marquée toutefois par des incidents climatiques aux conséquences parfois lourdes ;

- depuis 2005, on note une évolution plus irrégulière de la production agricole finale.

Globalement, ces dix dernières années, la production agricole finale a progressé de 35% en valeur, mais elle cache quelques disparités.

On note particulièrement +65% pour la production de viande

Variation de la production agricole finale entre 2004 et 2013



porcine, +48% pour la production de poulets et poules de réforme, +43% pour la filière fruits et légumes (+43% légumes et +42% fruits), +40% pour la production d'œufs, +24% pour l'horticulture et dans une moindre mesure +4% pour la viande bovine. À l'inverse, la production agricole finale est marquée par quelques régressions : -88% pour la production du café, -43% pour la production laitière et -30% pour la production de viande de basse-cour. D'autre part, pour ne citer que ces exemples, si l'augmentation entre 2004 et 2013 des volumes en viande porcine (+51%) est proche de celle de la valeur, le constat est plus mitigé pour les fruits et légumes, qui, s'ils affichent une augmentation de 43% en valeur sur 10 ans, connaissent une baisse des volumes avec au final -4% entre 2004 et 2013.

Enfin, la production agricole finale prend en considération la valeur marchande sur les circuits connus. D'autres études permettent d'apporter des éléments complémentaires à l'observation du monde agricole et rural. C'est le cas notamment de l'enquête de consommation menée de 2003 à 2013, citée à plusieurs reprises dans ce document, qui permet, entre autres, d'avoir une approche des volumes issus du marché non monétaire consommés dans les foyers calédoniens. Une étude menée par l'IAC sur le poids et les fonctions des activités agricoles et de prélèvement en tribu, pose également un regard différent et complémentaire¹.

Les importations

Les importations en millions de F.CFP (valeurs CAF en millions de F.CFP, source : douanes).

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
bovins	228	410	699	822	954	952	1 079	1 386	1 521	1 479
viande	223	406	698	796	889	884	1 055	1 380	1 517	1 474
semences taureaux	2	2	1	5	2	1	5	7	4	5
reproducteurs	4	3		21	63	67	19			
produits laitiers	2 560	2 768	2 840	3 117	3 286	3 301	3 638	4 296	4 389	4 550
aviculture	1 227	1 291	1 190	1 465	1 660	1 797	1 793	2 266	2 345	2 590
viande de poulet	1 016	1 081	965	1 196	1 375	1 494	1 500	1 891	1 930	2 224
viande de basse-cour	170	170	189	231	222	211	226	262	271	237
œufs à couvrir	34	34	29	31	57	53	30	37	43	40
œufs frais	2		2	3	3	36	32	71	98	86
poussins d'1 jour	5	5	5	4	2	4	5	5	3	3
porcins (viande)	52	63	101	107	93	111	165	158	280	241
petits ruminants	307	337	296	293	321	335	481	400	359	312
viande ovine	304	336	296	292	320	335	475	400	359	312
ovins ^a	3	2		1			6			
caprins ^a										
viande de cerf	0,5	0,03	0,2		0,6	0,5	0,4	0,2	0,1	0,1
élevage équin^b	19	31	25	32	9	45	28	0	0	20
lapins	6	5	9	13	7	7	10	10	5	5
viande de lapin	5	3	9	11	7	7	10	10	5	5
reproducteurs	1	2	nd	3	0,4	nd	nd			nd
apiculture	2	2	2	2	2	2	3	3	3	2
fruits et légumes	841	844	868	880	1 276	1 456	1 428	1 824	1 727	1 723
fruits ^c	545	561	578	647	752	915	849	1 021	1 056	1 056
légumes ^d	295	283	290	232	524	541	579	803	672	667
céréales	1 134	1 288	1 333	1 456	1 993	1 878	1 933	2 067	2 220	2 492
horticulture	122	136	115	108	106	89	110	93	106	96
café	247	321	390	426	424	549	601	709	829	854
vanille	2	3	2	3	2	3	3	3	3	3
huiles essentielles^e	0,5	0,1	0,1	2,1	0,1	1,3	1,5	1,8	1,3	1,2
total importations	6 747	7 499	7 870	8 726	10 134	10 536*	11 275	13 219	13 787	14 370

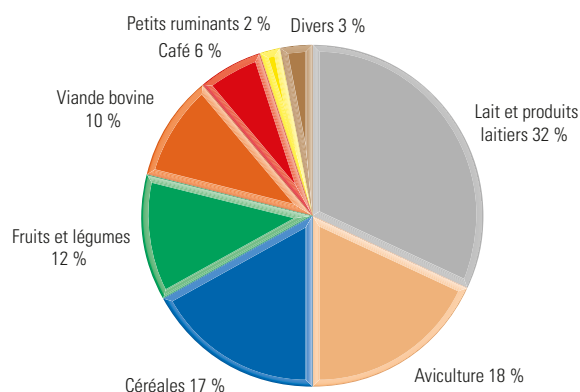
(Source : douanes) * En 2009, plus de 200 tonnes de coprah ont été importées pour 14M F.CFP.

a. Reproducteurs et autres ovins et caprins importés – b. Chevaux vivants et viande de cheval en 2005 (0,6 million de F.CFP) – c. Fruits importés : tarifs douaniers 08.01 à 08.10 (fruits secs et fruits frais) et 08.13 (fruits séchés) – d. Légumes importés : tarifs douaniers 07.01 à 07.09 (légumes frais, les racines, les tubercules, les bulbes et les plantes aromatiques, sauf semences de pommes de terre), légumes à cosse secs : tarifs douaniers 07.13 – e. Importation d'essences de niaouli.

1. En valorisant également l'autoconsommation, les dons et coutumes au prix des marchés de proximité, la valeur des activités agricoles en tribu (agriculture et élevage, hors chasse et pêche) s'élèverait à environ 10 milliards de F.CFP, dont seulement 1,4 milliard de F.CFP provenant de la commercialisation des produits.



Répartition des importations agricoles 2013 par filière (en valeur)



Le lait et les produits laitiers arrivent très largement en tête des importations en valeur. Viennent ensuite les produits issus de l'aviculture (viande de poulet principalement), les céréales, les fruits et légumes et la viande bovine.

La progression des importations de produits agricoles était modérée jusqu'en 2004. Elles se sont accélérées par la suite et représentent en 2013 plus de deux fois la valeur enregistrée dix ans auparavant.

Cette envolée, si elle concerne l'ensemble des produits importés, est bien plus marquée pour certains produits et notamment :

- la viande bovine (plus de six fois la valeur de 2004), représentant 10% de la valeur importée totale en 2013, contre 3% en 2004 ;
- le café (plus de trois fois la valeur de 2004) ;
- l'aviculture, les céréales et les fruits et légumes (plus de deux fois la valeur de 2004).

L'augmentation de la valeur importée est la résultante de plusieurs facteurs.

La hausse des cours mondiaux a fortement impacté les importations, notamment ces dernières années. A titre d'exemple, on pourra souligner :

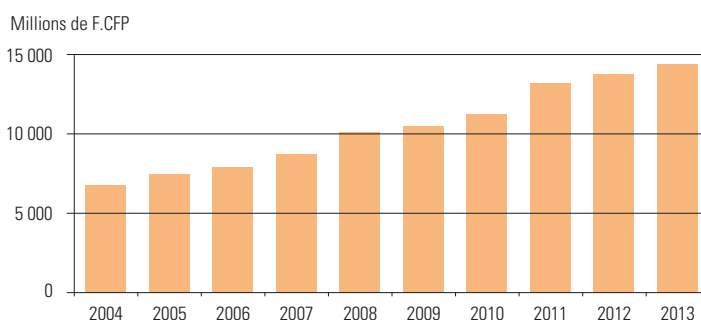
- une augmentation du prix moyen des viandes importées, avec notamment +30% pour la viande poulet entre 2010 et 2013 (+76% en 10 ans) et +47% entre 2009 et 2012 pour la viande bovine (2013 ayant connu une baisse du prix moyen des viandes importées, -2% par rapport à 2012) ;
- une augmentation du prix moyen des pommes de terre importées, soit +13% entre 2010 et 2013 (+47% en 10 ans) ;
- une augmentation du prix moyen des viandes porcines d'importation, avec +19% entre 2010 et 2012, 2013 ayant connu une baisse de 5% du prix moyen des viandes porcines importées (+44% en 10 ans) ;
- une augmentation des prix moyens du café (+70% en 10 ans pour le café vert, +21% pour le café torréfié et +133% pour les extraits et concentrés de café).

On assiste par ailleurs sur la période à une augmentation des volumes importés sur des produits comme les œufs (26 fois les volumes de 2008), suite à la baisse de la production locale, ou encore la viande bovine (3 fois les volumes importés en 2005), suite à la chute brutale des abattages en 2005. Les volumes importés en viandes porcines connaissent également une augmentation (+30% en dix ans), du fait d'un fort développement du marché de la viande porcine dans un contexte où la viande locale n'était pas suffisante, malgré une bonne progression de cette dernière. Courant 2013, ce marché s'est néanmoins tassé.

La dégradation de la couverture des besoins se fait également sentir ces dernières années sur d'autres filières, comme la filière fruits et légumes. Ainsi, en 2013, si la couverture des besoins reste relativement bonne, les importations représentent 22% des légumes frais commercialisés sur les circuits suivis², alors qu'avant 2008, ce pourcentage était de l'ordre de 12%.

La Nouvelle-Calédonie est pratiquement autosuffisante en ce qui concerne notamment l'horticulture ornementale, les œufs frais et l'apiculture. Pour d'autres filières, la dépendance peut être parfois forte, comme le lait et les produits laitiers, les céréales et le café. Pour avoir déjà atteint une meilleure autosuffisance dans un passé récent, une marge de progression existe en ce qui concerne certaines filières (viande bovine, fruits et légumes, maïs, café...).

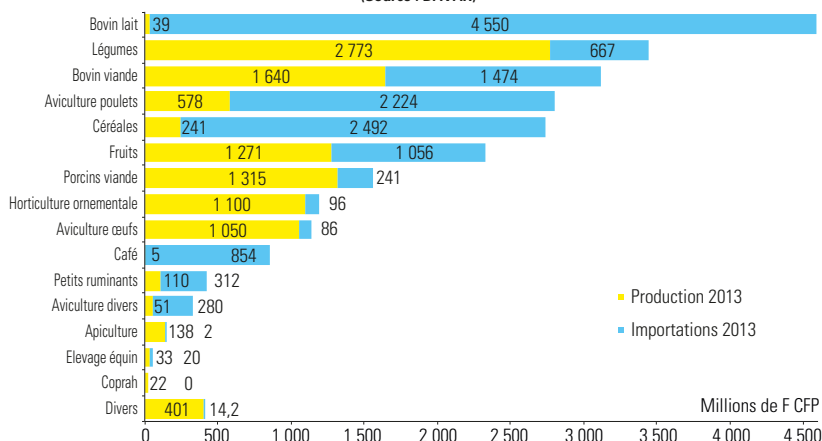
Importation de produits agricoles



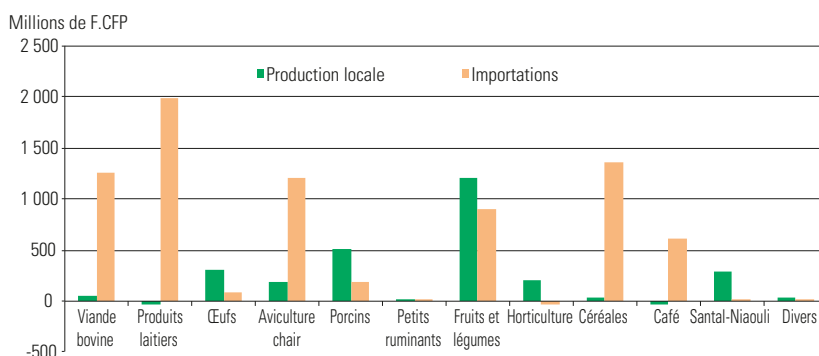
2. Cette information est bien sûr à relativiser car ne prenant pas en compte le non monétaire et la commercialisation sur certains marchés un peu moins connus.

Productions locales et importations en 2013

(Source : DAVAR)



Variation de la valeur entre 2004 et 2013



Les exportations

Exportations* de produits agricoles et aquacoles

(valeurs FOB en millions de F.CFP, sources : douanes, ERPA, FCTE, Arbofruits)

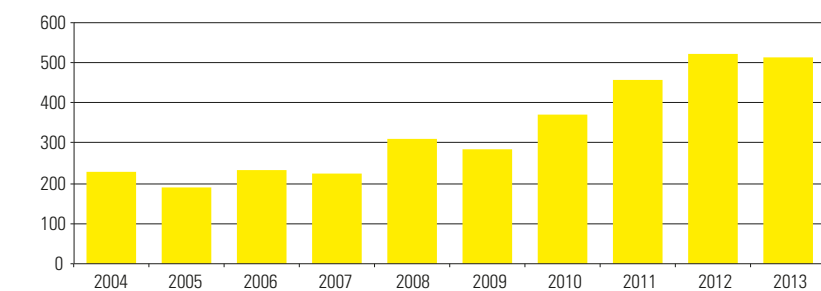
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
animaux vivants	13	12	7	8	10	12	13	3	2	1
dont bovins	2								1	
dont porcs	3	3	0	1						
dont volailles	8	9	7	6	10	12	13	3	1	1
viandes	53	50	41	46	52	51	69	60	30	57
dont viande de cervidés	53	50	41	46	52	51	69	60	30	57
fruits	8	13	18	21	22	9	12	13	31	19
légumes	74	50	64	35	70	65	83	104	154	106
dont squash	70	43	60	29	58	62	78	102	143	97
café	0	1	5	8	8	5	2	4	4	2
huiles essentielles	74	57	94	92	114	131	173	252	301	326
autres divers	3	2	1	12	29	5	2	5	1	2
Total produits agricoles	229	187	234	225	310	286	371	455	523	514
crevettes	2 235	2 372	2 177	1 527	1 583	1 317	1 025	1 013	1 145	1 302
Total exportations	2 464	2 559	2 411	1 752	1 893	1 603	1 396	1 469	1 668	1 816

* Y compris les avitaillements.

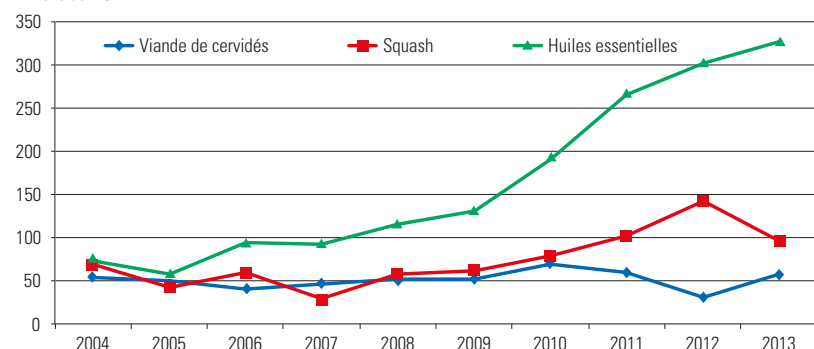


Exportations de produits agricoles

Millions de F.CFP



Millions de F.CFP



après le nickel. En dix ans, les exportations de crevettes ont diminué de 41% en valeur mais dépassent toujours le milliard de F.CFP en 2013.

Les exportations de produits agricoles (hors aquaculture) sont largement dominées par les huiles essentielles, les squashes et la viande de cerfs.

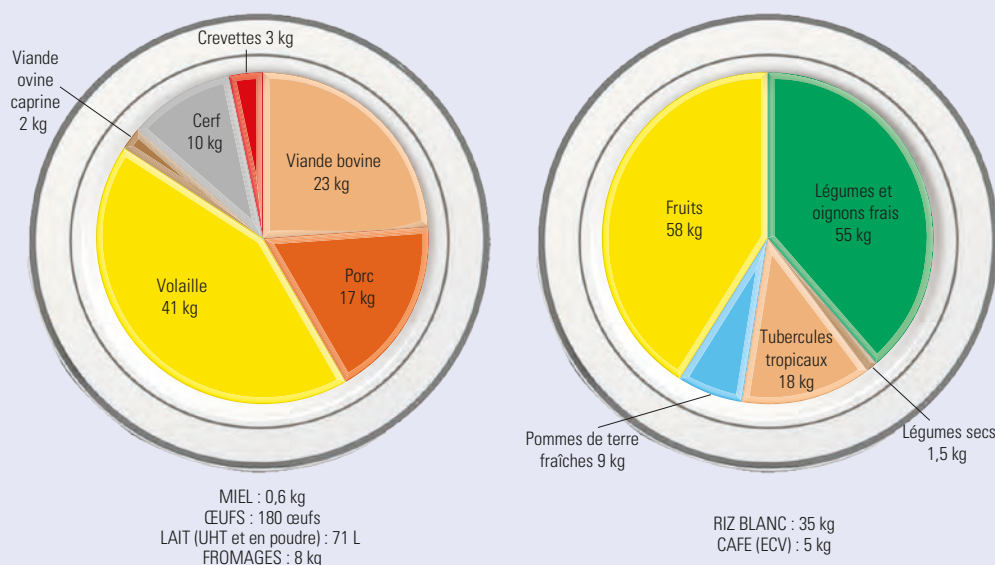
Encore modestes comparées à la production agricole finale (5%), les exportations ont plus que doublé en valeur entre 2004 et 2013, notamment grâce à l'exportation d'huiles essentielles de santal. En effet, depuis 2005, l'exportation d'huiles essentielles (santal principalement mais aussi niaouli) ne cesse d'augmenter pour former 64% de la valeur des produits agricoles exportés en 2013.

Les produits de l'aquaculture forment par contre l'essentiel des exportations calédoniennes de produits du secteur rural. Ils sont en deuxième position des produits exportés calédoniens

Consommation en produits agricoles frais

Ci-après est présentée une estimation de la consommation par an et par habitant en 2013, à partir des volumes commercialisés en produits frais (données de commercialisation sur les circuits connus, production locale et importation), et des volumes autoconsommés³. En dehors des données inscrites à titre indicatif concernant les produits laitiers (en équivalent litre de lait) et celle concernant le café (en équivalent café vert), les produits transformés ne sont pas pris en considération dans cette approche. Les légumes et fruits surgelés sont en revanche intégrés. La consommation en viandes est dans la mesure du possible en tonnage équivalent carcasse.

Consommation en produits agricoles frais par an et par habitant



3. L'autoconsommation, les dons et échanges sont ici mesurés à partir d'une étude menée sur l'approvisionnement des ménages calédoniens en produits d'origine animale, en fruits et en légumes (cette étude, financée par la Nouvelle-Calédonie, ne comptabilise pas les volumes passant par le hors foyer : restaurants, cantines, gamelles,...). Mesures effectuées sur un échantillon représentatif de ménages, une fois par trimestre jusqu'en 2013.



CONCLUSION & ANNEXES



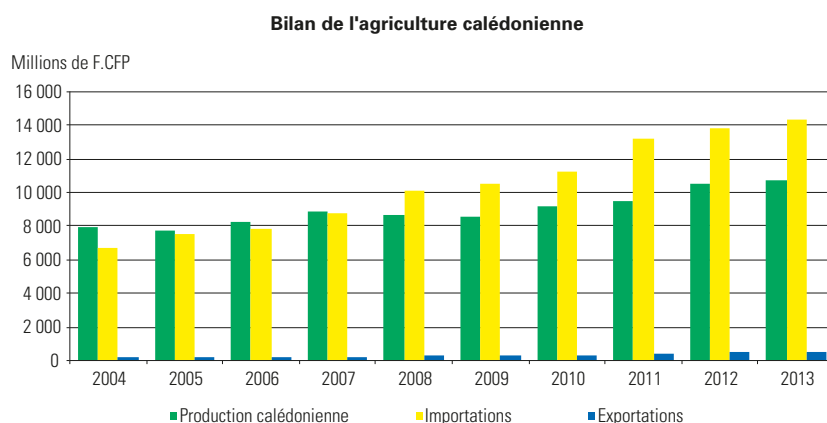


CONCLUSION

Evoluant de 8 milliards de F.CFP en 2004 à près de 11 milliards de F.CFP en 2013, la production agricole finale calédonienne suit une tendance croissante. Les importations ont quant à elles plus que doublé sur la même période, passant d'environ 7 milliards de F.CFP en 2004 à 14 milliards de F.CFP en 2013, avec une accélération sur la fin de la période. Les exportations, en légère progression grâce à une bonne valorisation des huiles essentielles, restent timides, ne représentant qu'environ 5% de production agricole finale.

Les freins structurels (orientation des jeunes vers des métiers plus attractifs, difficulté d'accès au foncier, étroitesse du marché,...), la géographie du pays (la surface agricole utilisée ne représente que 10% de la superficie du pays, des sols de qualité souvent médiocres), et un climat tropical avec lequel il faut composer, sont autant de freins au développement de l'agriculture calédonienne. On note néanmoins une croissance globale de 35% ces dix dernières années, même si les années 2005, 2008 et 2009 ont connu une diminution de la production.

L'agriculture calédonienne a cependant de l'avenir. Le caractère insulaire du pays permet de préserver un environnement sanitaire de qualité, et le climat permet de développer des cultures « tropicales » aussi bien que des cultures dites « tempérées ». D'autre part, certains sols de bonne qualité agronomique, pas encore exploités notamment dans le Nord, permettent d'envisager le développement de grandes cultures. Des marges de progression existent par ailleurs sur des filières pour lesquelles une meilleure autosuffisance a déjà été atteinte, comme c'est le cas pour la filière bovine. La mise en place d'actions concertées entre les différents acteurs du monde agricole devrait permettre de conforter l'agriculture calédonienne, avec le souci de préserver au mieux l'environnement calédonien et de relever le défi d'un meilleur approvisionnement du marché local en quantité et en qualité.



ANNEXES

Détail des abattages OCEF de bovins

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
gros bovins										
nombre de têtes GB	7 229	5 968	4 689	4 805	4 453	4 694	5 494	5 441	5132	5 131
<i>nombre GB mâles</i>	3 361	2 776	2 190	2 448	2277	2360	2 333	2 340	2511	2 491
<i>nombre GB femelles</i>	3 868	3 192	2 499	2 357	2176	2334	3 161	3 101	2621	2 640
tonnage GB	1 966	1 604	1 291	1 362	1 306	1 395	1 540	1 579	1529	1 536
<i>tonnage GB mâles</i>	1 025	841	676	763	744	789	758	778	849	847
<i>tonnage GB femelles</i>	941	764	615	599	562	607	782	801	680	689
jeunes bovins										
nombre de têtes JB	1 540	1 259	1 117	1 168	1 537	1 472	1 816	2 136	1539	1 261
<i>nombre JB mâles</i>	1 011	926	786	852	1074	1019	1 222	1 404	1077	891
<i>nombre JB femelles</i>	529	333	331	316	463	453	594	732	462	370
tonnage JB	314	275	233	242	311	287	351	417	311	253
<i>tonnage JB mâles</i>	213	211	170	181	227	203	240	280	222	183
<i>tonnage JB femelles</i>	101	64	63	61	84	84	110	138	89	70
veaux										
nombre de têtes V	7 316	7 611	6 118	6 076	5 820	6 658	7 473	6 570	7347	7 546
<i>nombre V mâles</i>	4 080	4 291	3 469	3 652	3315	3840	4 193	3 764	4172	4 174
<i>nombre V femelles</i>	3 236	3 320	2 649	2 424	2505	2818	3 280	2 806	3175	3 372
tonnage V	844	841	689	698	676	761	867	783	894	916
<i>tonnage V mâles</i>	474	477	394	422	386	441	489	451	511	511
<i>tonnage V femelles</i>	370	364	295	276	290	320	378	332	383	404

(Sources : OCEF)

Définitions

Autoconsommation

Dans le présent document, ce terme est à considérer **dans son sens le plus large**. Il s'agit de l'ensemble des produits générés par l'exploitation agricole mais qui n'en sortent pas : produits autoconsommés, consommations intermédiaires (constitution d'un stock de semences, futurs géniteurs, aliments pour les animaux de l'exploitation...), produits mis à l'écart qui n'ont pas trouvé de place sur le marché, etc.

Bouchers de l'intérieur

Installés dans les localités de brousse, ils sont parfois éleveurs. Les abattages sont effectués sous contrôle sanitaire.

Chef d'exploitation et co-exploitant

Le chef d'exploitation, ou premier co-exploitant, est la personne physique qui assure la gestion courante et quotidienne de l'exploitation. Il s'agit de la personne qui prend les décisions au jour le jour. Par convention, on ne retient qu'une seule personne comme chef d'exploitation ou premier co-exploitant : celle qui assure la plus grande part de responsabilité.

Les autres personnes physiques qui participent à la gestion courante de l'exploitation sont des co-exploitants.

Dons et échanges

Les dons et échanges concernent les produits de l'exploitation qui en sortent, sans faire l'objet de transaction monétaire.



E.T.P.

Equivalent temps plein. L'ETP équivaut au travail d'une personne à temps plein (au moins 39 heures par semaine) pendant une année (275 jours de travail ou plus par an).

Exploitation agricole

L'exploitation agricole est définie, au sens statistique (recensement général de l'agriculture), comme une unité économique répondant simultanément aux conditions suivantes :

- elle génère au moins un produit agricole ou utilise des surfaces agricoles ;
- elle atteint ou dépasse une certaine dimension (pour le recensement général de l'agriculture, le seuil est fixé à 350 points « registre de l'agriculture »¹ : 1 are de cultures maraîchères : 20 points ; 1 vache allaitante : 40 points ; une truie mère : 100 points ; une poule pondeuse : 2 points ; une ruche : 20 points ; etc.) ;
- elle est soumise à une gestion courante et indépendante, assurée par un chef d'exploitation qui prend les décisions quotidiennes ;
- elle est localisée par son siège d'exploitation en un certain lieu unique.

G.D.P.L. ou groupement de droit particulier local

Le GDPL² est un type original de groupement qui n'existe qu'en Nouvelle-Calédonie. Créée en 1982, il s'agit de la seule forme de structure juridique susceptible d'être constituée et gérée par le droit coutumier.

Cette structure n'a réellement pris son essor qu'à partir de 1989, date à laquelle un décret est venu fixer les modalités de sa création. C'est également à cette date qu'il a été adapté pour recevoir un patrimoine foncier, dans le cadre d'une réforme foncière. Un GDPL peut être assimilé à un groupement foncier qui s'est vu attribuer des terres par un organisme foncier.

Cette structure, regroupe des individus attachés entre eux par des liens coutumiers (au sein d'une famille, d'un clan, d'une tribu). En principe, le GDPL est composé de membres de statut coutumier.

Personne juridique à part entière immatriculée au registre du commerce et des sociétés, le GDPL est, à partir de l'attribution, propriétaire de son foncier et le gère donc librement.

Sur les terres attribuées à un GDPL, peuvent exister plusieurs modes de faire-valoir : terres louées par le GDPL, terres exploitées par un GIE, exploitations individuelles ou terres utilisées par une communauté d'habitants ou groupement de fait (clan, tribu...).

Depuis 1999, le GDPL ne peut plus se séparer de son foncier, que ce soit volontairement (vente, échange, donation...) ou involontairement (saisie, prescription...). Ses terres sont en effet inaliénables, insaisissables, incommutables et incessibles.

OCEF

L'office de commercialisation et d'entrepôt frigorifique est un établissement public industriel et commercial. Il a été créé en 1963. Sa mission est la régulation des marchés agricoles et en particulier de la viande et de la pomme de terre par l'achat, le traitement et la mise en marché des productions locales et l'importation des compléments nécessaires aux besoins de la Nouvelle-Calédonie.

L'OCEF gère deux abattoirs multi-espèces datant de 1985, l'un à Païta, d'une capacité annuelle de 1 500 tonnes, l'autre à Bourail, aux normes européennes, d'une capacité de 4 000 tonnes et comportant une salle de découpe. En 1991, ce dernier a été aménagé pour l'abattage de cervidés.

La section pommes de terre est composée de 3 sites : Bourail, La Foa et Nouméa, chacun est équipé d'infrastructures permettant le tri, le conditionnement et le stockage de pommes de terre.

L'OCEF effectue également en prestation de service pour la France Calédonie Tropic Export (FCTE), le tri et le conditionnement des squashes destinés à l'exportation vers le Japon et la Nouvelle-Zélande.

1. Les exploitations ayant au moins 500 points doivent être inscrites au registre de l'agriculture.

2. Source ADRAF : « Rencontres des GDPL 2004 ».

Population agricole familiale

Elle est composée du chef d'exploitation, du ou des co-exploitants éventuels et des membres de leurs familles (conjoint, enfants, parents, etc.) vivant et/ou travaillant sur l'exploitation.

Superficie agricole entretenue (SAE)

Cette surface est cultivée ou au moins entretenue. Elle correspond à la superficie agricole utilisée, de laquelle sont retranchés les pâturages peu productifs, les jachères et les cocoteraies naturelles.

Superficie agricole utilisée (SAU)

La superficie agricole utilisée comprend :

- les terres labourables : céréales, légumes secs, fourrages, tubercules tropicaux, pommes de terre, fruits et légumes, et jachères ;
- les fleurs et plantes ornementales ;
- les cultures permanentes : vergers, caféières, pépinières ligneuses, cocoteraies... ;
- les pâturages ou superficies toujours en herbe (y compris les pâturages peu productifs : savanes à niaoulis, parcours, pâturages en forêts...) ;
- les jachères (terres au repos) et autres terres arables ;
- les jardins familiaux, potagers, cultures associées.

Les surfaces utilisées pour calculer la SAU sont composées des parcelles occupées par les cultures principales.

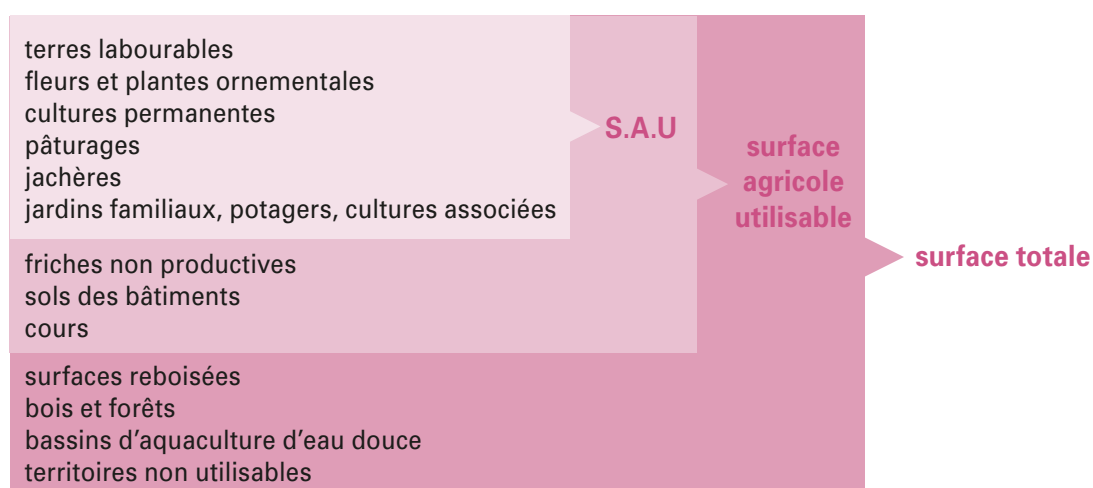
Surface agricole utilisable

La superficie agricole utilisée ne doit pas être confondue avec la surface agricole utilisable qui comprend, en plus de la S.A.U., les friches non productives, les sols des bâtiments et les cours.

Surface totale de l'exploitation

La surface totale de l'exploitation comprend la surface agricole utilisable, les surfaces reboisées, les bois et forêts, les bassins d'aquaculture d'eau douce et les territoires non utilisables (étangs, carrières, rochers, jardins d'agrément, chemins privés...).

Schéma de la composition de la surface d'une exploitation agricole



Unité de gros bovin (UGB)

Cette unité est utilisée pour calculer la charge de bovins à l'hectare, selon le barème suivant : un mâle de deux ans et plus = 1 UGB ; une femelle de deux ans et plus = 0,8 UGB ; un bovin de 1 à 2 ans = 0,6 UGB ; un bovin de moins de 1 an = 0,25 UGB. Ce barème est utilisé pour les RGA 2002 et 2012.



Verger

Le nombre d'arbres fruitiers plantés en Nouvelle-Calédonie est important. Ils peuvent être plantés de façon isolée, autour de la maison, dans la cour, au milieu ou en bordure de certaines parcelles... avec des densités parfois très faibles ou très importantes. Ils peuvent également être plantés de façon ordonnée, avec une densité appropriée à la bonne croissance des arbres, pour former un verger atteignant une certaine dimension.

Pour les besoins de la statistique, la définition³ du « verger » est la suivante : sa surface est au moins égale à 50 ares, chaque espèce est représentée par au moins 40 arbres et sa densité moyenne est comprise entre 1 et 10 arbres/are. Les autres arbres sont considérés comme isolés.

Le classement des produits végétaux dans les fruits et dans les légumes peut être discuté. Pour les besoins de la statistique, le classement adopté dans le présent ouvrage veut s'approcher au plus près de celui pratiqué par les douanes.

Liste des principaux fruits

ananas	framboise	orange
avocat	fruit à pain	pamplemousse
banane dessert	goyave	papaye
canne à sucre	kombawa	pastèque
carambole	letchi	pêche
citron	lime	pitaya
clémentine	longane	pomélo
noix de coco	mandarine	pomme cannelle
corossol	mangue	pomme cythère
figue	melon	pomme liane
fraise	nectarine	tangelo

Liste des principaux légumes

Sous le terme générique « légumes » sont regroupés les légumes frais, les racines, les tubercules, les bulbes et les plantes aromatiques.

ail	chou-fleur	haricot sec	pomme de terre
aneth	chou rave	haricot vert	pousse de bambou
asperge	ciboulette	igname	radis
aubergine	citronnelle	laurier	romarin
banane poingo	citrouille	liseron d'eau	safran (curcuma)
basilic	cœur de cocotier	maïs doux	salade
betterave	concombre	manioc	sauge
blette	coriandre	menthe	squash
brocolis	courgette	navet	taro d'eau
carotte	cresson	oignon vert	taro bourbon
céleri	échalote	oignon sec	taro de montagne
cerfeuil	épinard	oseille	taro wallis
chou blanc	estragon	patate douce	thym
chou de chine	fenouil	persil	tomate
chou rouge	germe de soja	piment	wael
chou vert	gingembre	poireau	waré
chouchoute	gombo	poivron	

3. Cette définition statistique ne prend pas en compte les critères qualitatifs (niveau d'entretien notamment) qui peuvent également caractériser le verger fruitier.

Sigles utilisés

ADECAL : agence pour le développement de la Nouvelle-Calédonie	EML : équivalent milliers litres de lait
ADRAF : agence de développement rural et d'aménagement foncier	ERPA : établissement de régulation des prix agricoles
AICA : association interprovinciale de gestion des centres agricoles. Ces centres ont été notamment transférés à l'ADECAL (pôle terrestre).	ETP : équivalent temps plein
APICAN : agence pour la prévention et l'indemnisation des calamités agricoles ou naturelles	FDEB : fond pour le développement de l'élevage bovin
BCI : banque calédonienne d'investissement	FDEOC : fond pour le développement des élevages ovins, caprins et de cervidés
BEPA : brevet d'étude professionnelle agricole	GAPCE : groupement agricole des producteurs de la côte est
BI : boucher de l'intérieur	GDPL : groupement de droit particulier local
BTA : brevet de technicien agricole	GFA : groupement des fermes aquacoles
BTSA : brevet de technicien supérieur agricole	GIE : groupement d'intérêt économique
CAFAT : caisse de compensation des prestations familiales, des accidents du travail et de prévoyance des travailleurs salariés de la Nouvelle-Calédonie	IAA : industries agroalimentaires
CAM : crédit agricole mutuel de Nouvelle-Calédonie	IAC : institut agronomique néo-calédonien
CAMA : caisse d'assurances mutuelles agricoles	ICAP : institut calédonien de participation
CAPA : certificat d'aptitude professionnelle agricole	IFREMER : institut français de recherche pour l'exploitation de la mer
CANC : chambre d'agriculture de Nouvelle-Calédonie	IRD : institut de recherche pour le développement
CCI : chambre de commerce et d'industrie de Nouvelle-Calédonie	ISEE : institut de la statistique et des études économiques Nouvelle-Calédonie
CEE : communauté économique européenne	ITSEE : institut territorial de la statistique et des études économiques
CFAA : centre de formation des apprentis agricoles	LEGTA : lycée d'enseignement général et technique agricole
CFAB : centre de formation Antoinette de la Bassetièrre	LPA : lycée professionnel agricole
CFC : commission flux et cotations	MFR : maison familiale rurale
CFPPA : centre de formation professionnelle et de promotion agricole	OCEF : office calédonien d'entrepasage frigorifique
CIRAD : centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement	ORS : organisme de réception et de stockage de céréales
CODEV : code de développement province Nord	PAF : production agricole finale
CPA : centre de promotion de l'apiculture (un des cinq centres de l'AICA, transféré à l'ADECAL)	PIB : produit intérieur brut
CREA : centre de recherche et d'expérimentation agricole de Nessadiou (un des cinq centres de l'AICA, transféré à l'ADECAL)	Pibe : production intérieure brute
CTMFR : comité territorial des maisons familiales rurales	RGA : recensement général agricole
CTT : centre des tubercules tropicaux (un des cinq centres de l'AICA, transféré à l'ADECAL)	SAE : surface agricole entretenue
DAFE : direction du service d'Etat de l'agriculture, de la forêt et de l'environnement	SAP : service aux personnes
DAVAR : direction des affaires vétérinaires, alimentaires et rurales	SAPO : société agricole des producteurs d'Ouvéa
DUT : diplôme universitaire de technologie	SARL : société à responsabilité limitée
ECV : équivalent café vert	SAU : surface agricole utilisée
EDEC : établissement de l'élevage des cervidés	SCAC : société centrale d'aviculture calédonienne
	SCEA : société civile d'exploitation agricole
	SMA : service militaire adapté
	SODIL : Société de développement des îles Loyauté (société d'économie mixte)
	TGI : taxe générale à l'importation
	TSPA : taxe de soutien aux produits agricoles
	UC : unité capitalisable
	UFP : université française du Pacifique
	UGB : unité de gros bétail
	UHT : ultra haute température
	UPCC : unité de promotion de la caféiculture calédonienne
	UPRA : unité de promotion et de sélection des races



